

Sociétal

1^{ER} TRIMESTRE 2010 - N° 67

DOSSIER

Après la crise, une nouvelle ère du libéralisme ?

- Relire la théorie économique
- Réhabiliter l'autorité
- Redécouvrir la morale
- Libérer la parole

GRAND TÉMOIN - L'ÉCONOMISTE JÁNOS KORNAI

« Ne pas se tromper sur Marx »



INSTITUT DE
L'ENTREPRISE

La Dynamique Deloitte assemble toutes les dimensions du conseil

Deloitte mobilise des compétences diversifiées pour répondre à l'éventail des services attendus par ses clients, de toutes tailles et de tous secteurs. Dans cette dynamique d'excellence, son offre conseil s'enrichit au quotidien au travers d'expertises reconnues dans chacun de ses métiers, Audit, Tax, Consulting, Corporate Finance, dans le respect d'une démarche éthique partagée par tous.

Vous aussi, bénéficiez de la Dynamique Deloitte.



Deloitte.

Audit. Accounting. Tax. Consulting. Corporate Finance.

© Octobre 2009 Deloitte Conseil - Tous droits réservés
Member of Deloitte Touche Tohmatsu

Découvrez la
Dynamique Deloitte sur
www.deloitte-recrutement.fr

Sociétal

www.societal.fr

Publication de la SERPE – Société d'Études, de Recherche et de Publications Économiques

29, rue de Lisbonne, 75008 Paris
Email : contact@societal.fr

Tél. : 01 53 23 05 40
Fax : 01 47 23 79 01

SARL au capital de 38 112 €
RCS Paris 99 B 02696

Principal associé: **Institut de l'entreprise**
Commission paritaire N°3011 T 87960

Directeur de la publication : Jean-Damien PÔ

Directeur de la rédaction : Jean-Marc DANIEL

Comité Éditorial

Yves CANNAC, Alain BIENAYMÉ, Jean-Pierre BOISIVON,
Christian de BOISSIEU, Jean BOISSONNAT, Michel BON,
Michel BRULÉ, Jean-Claude CASANOVA, Bernard CAZES,
Bertrand COLLOMB, Jean-Louis GERGORIN, Pierre JACQUET,
Armand LAFERRÈRE, Daniel LAURENT, Élisabeth LULIN,
Albert MERLIN, Gérard MOATTI, Michel PÉBEREAU,
Henri PIGEAT, Frédéric TIBERGHIEU

Rédaction

Charlotte CABATON
Bernard CAZES (Livres et Idées)
Benoit SARASIN (infographie)
Ariane SELINGER (communication)

Ont contribué également à ce numéro :
Josette BARRERA, Christophe PICHON

Abonnements

Tél. : 01 44 39 48 04 - Fax : 01 44 39 48 17
Email : abonnements.societal@ser-sa.com
SER - Société d'Édition de Revues
14, rue d'Assas, 75006 Paris

Conception Graphique: Marion CHEVALLIER

Suivi de Fabrication : Nathalie CREPY pour la
SER - Société d'Édition de Revues
14, rue d'Assas, 75006 Paris

Régie Publicitaire

FFE - Delphine TIBI : 01 43 57 94 05
delphine.tibi@ffe.fr

Imprimé en France

sur les Presses Darantière - 8, boulevard de l'Europe
BP 8, 21801 Quetigny Cedex
N° d'impression : 29-1676 - Dépôt légal à parution

Tarifs

France : Particuliers : 45 € TTC
Institutions : 55 € TTC - Étudiants : 39 € TTC

Étranger : Particuliers : 60 € TTC
Institutions : 70 € TTC - Étudiants : 54 € TTC

SOMMAIRE

- Éditorial 4 **L'alchimiste et l'anesthésiste**
Jean-Marc Daniel
- Conjoncture 6 **La Note – L'alphabet de la reprise**
Alain Henriot
- 17 **Éclairage – Cap sur l'investissement**
Mathilde Lemoine
- 24 **Le Billet de Gérard Moatti – Introuvable égalité**

Dossier

APRÈS LA CRISE, QUEL LIBÉRALISME ?

- 27 **Une nouvelle ère**
Jean-Marc Daniel
- 30 **Ne pas se tromper sur Marx**
Témoignage de János Kornai
- 49 **Un autre regard sur la pensée économique**
Gérard Dréan
- 66 **Sauver la démocratie libérale**
Thierry Foucart
- 77 **Sans morale, le libéralisme n'est rien**
Michel Guénaire
- 84 **Où sont passés les libéraux ?**
Marc Crapez

Entreprise	97	Réconcilier dirigeants et managers intermédiaires, c'est urgent et c'est possible Frédéric Lefebvre-Naré et Sophie Pellat
Politiques publiques	107	Le plan d'économie qui valait 50 milliards François Ecalle
Théorie économique	117	Indispensable PIB Alain Bienaymé
Opinions	122	Internet ou l'utopie démocratique Benjamin Ferniot
Dans le texte	128	Sur le commerce Montesquieu
Livres & Idées	131	L'autre anniversaire Bernard Cazes
	133	Aux origines de la consommation Cyrille Piatecki commente <i>The Industrious Revolution</i> de Jan de Vries
	140	Trajectoires économiques Michel Lutfalla commente <i>The Genesis of Macroeconomics</i> d'Antoin E. Murphy
	144	Un peu de chance, beaucoup de travail et l'environnement qu'il faut Jérôme Marchand commente <i>Outliers</i> de Malcolm Gladwell
	150	<i>Elephants can remember</i> Patrick Chamorel commente <i>Grand New Party</i> de Ross Douthat et Reihan Salam
Index des Auteurs	159	

L'alchimiste et l'anesthésiste

JEAN-MARC DANIEL

La sortie de crise est là, même si elle ne se voit pas encore dans les chiffres du chômage. Dans ses prévisions de novembre 2009, l'OCDE anticipe que le chômage ne baissera qu'en milieu 2010 aux États-Unis et début 2011 en Europe. Ce décalage entre reprise de la croissance et redynamisation du marché du travail avait déjà été constaté lors des crises précédentes. En France, après le creux de 1993, il avait fallu attendre le printemps 1995 pour que s'améliore – brièvement qui plus est – la situation de l'emploi.

Fuite en avant

Quoi qu'il en soit, après le redressement du marché du travail, la phase ultime de la crise portera sur celui des finances publiques. En 2009, le déficit dans la zone OCDE aura été de 8,2 % du PIB. Mais en 2010, malgré une croissance de 1,9 %, ce déficit sera encore de 8,3 %. Cette situation tient à deux facteurs : la vigueur de l'action de politique économique face à la crise qui a conduit à des politiques monétaires ultra-accommodantes et à une politique budgétaire ultra-expansionniste d'une part ; l'existence, d'autre part, d'un déficit structurel des finances publiques qui était au début de la crise de 3,5 % du PIB.

Ce niveau de déficit structurel illustre des choix économiques tendant à reporter systématiquement dans le temps les réformes indispensables à une augmentation significative de la productivité. En Europe comme aux États-Unis, les politiques d'avant la crise ont négligé le long terme pour se contenter de construire la croissance économique sur l'accroissement artificiel de la consommation.

Dure réalité

Aux États-Unis, il n'est guère besoin d'insister sur les limites pour ne pas dire les dégâts de la politique monétaire trop laxiste de la Réserve fédérale. Greenspan puis Bernanke se sont comportés en alchimistes, noyant l'Amérique puis le monde de dollars pour entretenir une croissance de plus en plus déséquilibrée. La chute de l'activité immobilière et la faillite de l'industrie automobile ont montré combien les discours sur une économie américaine construisant son expansion sur son efficacité productive étaient simplistes voire erronés. La présentation d'une Amérique d'avant crise en Amérique des « *mac jobs* », satisfaisant ses besoins à grands coups d'importations asiatiques, était plus conforme à la réalité que celle d'une Amérique innovante inventant la société postindustrielle du XXI^e siècle.

L'illusion entretenue par les chiffres fallacieux de la croissance américaine et par les habiletés – plus ou moins efficaces – de communication des équipes de la Réserve fédérale ont occulté la réalité. Aujourd'hui, les « alchimistes sont nus » et l'on ne peut que s'inquiéter de ce que le désarroi actuel de l'administration Obama conduise à les maintenir au pouvoir.

Nouveau Mur

Mais il ne faudrait pas croire pour autant que l'Europe n'ait qu'à se féliciter de son destin comparé à celui des États-Unis. La crise y a été d'une grande sévérité (une contraction du PIB de 4 % en 2009 en zone euro). Certes, un nouveau consensus est en train de naître qui reconnaît que, depuis sa création, la BCE a plutôt bien mené sa barque et que l'euro a été pendant la crise un rempart contre les ruptures de change brutales. Il n'est que de voir, pour le vérifier, la vitesse à laquelle l'Islande, soudainement entraînée dans la chute par la faillite potentielle de ses banques, s'est précipitée en suppliant vers l'euro.

Mais si l'Islande a souffert de son isolement, bien des membres de la zone n'ont pas assez souffert de leur inconséquence. Ainsi, si l'Espagne peut vivre avec un taux d'épargne aussi bas que celui des États-Unis, c'est parce qu'elle dispose, par le caractère européen de sa devise, des fruits du travail allemand. Et la France n'est guère plus présentable. Elle diffère sans cesse ses réformes pour s'aventurer sur les routes inquiétantes du « grand

emprunt », symbole d'un retour en force d'un invraisemblable keynésianisme hydraulique. Ce refus du réel, cette incroyable insouciance tiennent à ce que la dure réalité est effacée par les solidarités nées de l'euro. L'économie française est à la peine, mais la population ne le sait pas car elle est comme anesthésiée par la devise européenne.

Le Mur de Berlin dont nous venons de rappeler, en nous en félicitant, la disparition il y a un peu plus de vingt ans était présenté par les autorités est-allemandes comme un « rempart » contre les agressions fantasmées de l'Occident. C'était en fait un moyen d'enfermer l'Allemagne de l'Est dans le conservatisme absurde de l'incurie communiste. L'euro est présenté à Paris comme un « rempart » et il est train de devenir un « Mur de Paris et de Madrid » de la politique économique, un moyen pernicieux d'échapper à la modernisation indispensable de l'économie.

De même que l'économie mondiale gagnerait beaucoup à ce que l'Amérique se défasse des alchimistes, il faudrait au plus vite libérer Trichet de son statut d'anesthésiste involontaire du refus de toute opération chirurgicale dans la politique économique de certains États européens. Et puisque l'Espagne est au premier chef concernée, elle sortirait grandie si elle consacrait sa présidence de l'Union à refaire du Pacte de stabilité et de croissance l'élément cardinal de la politique économique européenne.

L'ALPHABET DE LA REPRISE

ALAIN HENRIOT

Directeur délégué de COE-Rexecode

L'économie mondiale est sortie de récession à la mi-2009. La contraction ayant été d'une ampleur inconnue depuis la Seconde Guerre mondiale, le niveau de l'activité reste encore très faible au regard de celui qui prévalait avant que la crise n'éclate. Ce qui suscite de nombreuses interrogations sur l'après.

En cette fin d'année 2009, le monde reprend son souffle ! Les marchés financiers et de matières premières se sont redressés, les échanges mondiaux ont repris, les États-Unis et la zone euro sont sortis de la récession.

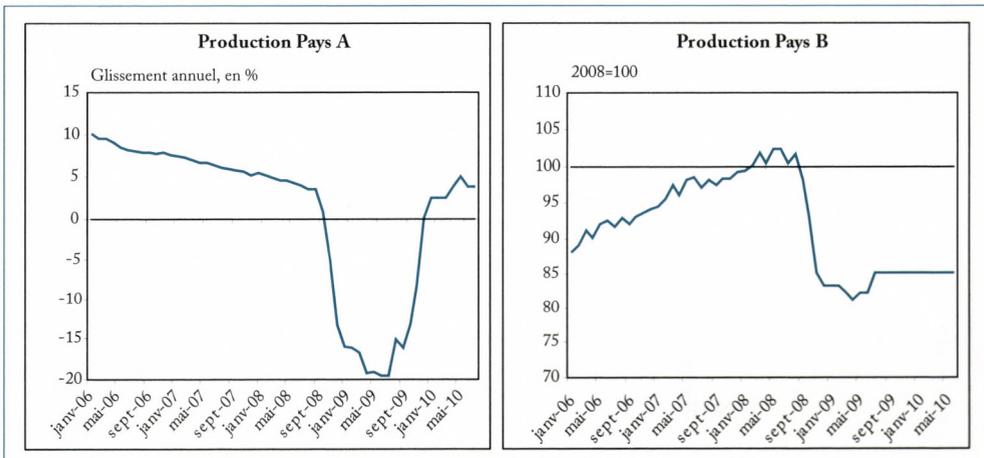
Si les signes de revitalisation de l'économie mondiale se sont multipliés depuis le printemps dernier, il ne faut cependant pas oublier que l'on vient de vivre la plus grave crise économique depuis la Seconde Guerre mondiale. Dès lors, de nombreuses questions surgissent. Comment la cicatrisation s'effectuera-t-elle, va-t-elle laisser des traces durables sur les systèmes économiques ? De la réponse à ces questions dépendra la forme de la reprise qui vient de s'enclencher : doit-on s'attendre à un rebond progressif qui gagnerait graduellement en intensité une fois un certain nombre de freins levés (une reprise en U) ? Peut-on au contraire espérer un mouvement ascendant vigoureux, par symétrie avec l'intensité exceptionnelle de la récession (une reprise en V) ? Risque-t-on plutôt de subir un *double dip*, un scénario dans lequel le rebond actuel n'aurait pas assez de fondements solides et serait suivi en conséquence

par une nouvelle récession (le scénario du W) ? Ou bien faut-il encore entendre les plus pessimistes qui, au-delà d'un court rebond temporaire, voient la dynamique de l'économie mondiale cassée pour un long moment, ce qui déboucherait sur une stagnation prolongée (le scénario en L) ?

Encore faut-il s'entendre sur la façon d'observer les faits et de voir sur quels chiffres se basent les commentaires et l'analyse.

Avant d'entrer plus dans le détail du diagnostic conjoncturel, prêtons-nous à un petit exercice. Parmi les deux pays ci-dessous, pour lequel la reprise de la production aura-t-elle été la plus vigoureuse ?

QUESTION DE POINT DE VUE Graphiques 1 et 2



Source : illustration de l'auteur

Si vous avez regardé ces deux graphiques d'un œil distrait, vous avez assurément répondu que la reprise avait été plus rapide et plus marquée dans le pays A que dans le pays B. Et, pourtant, ces deux graphiques décrivent en fait l'évolution de la production d'un seul et même pays. Dans le premier cas, celle-ci est exprimée en glissement annuel, où l'on compare l'activité courante à celle qui prévalait le même mois de l'année précédente, tandis que le deuxième graphique décrit simplement le niveau de la production. Les pays développés étant en croissance de manière quasi continue depuis plus d'un demi-siècle (hormis quelques épisodes récessifs rares et brefs), les économistes se focalisent habituellement sur les taux de croissance. Mais, dans le cas présent, la crise a été si profonde qu'il faut aussi être attentif au niveau de

CONJONCTURE

l'activité. Ceci a d'importantes implications en termes d'emploi, d'investissement ou encore de normes de dépenses publiques. Lorsque des chiffres de croissance sont et seront annoncés, il ne faudra pas oublier de regarder le niveau de la variable concernée et le comparer au niveau d'avant-crise.

L'économie mondiale sort de récession

Les marchés financiers et de matières premières ont été les premiers à donner des signes de raffermissement dès le début 2009. Le « rallye » boursier est d'ailleurs impressionnant, puisque après avoir perdu 49,4 % de sa valeur entre le pic de mai 2008 et le creux de février 2009, l'indice des 39 principales places boursières dans le monde a progressé de 52 % entre février 2009 et octobre 2009. Les marchés de matières premières se sont retournés au même moment et ont suivi une tendance similaire.

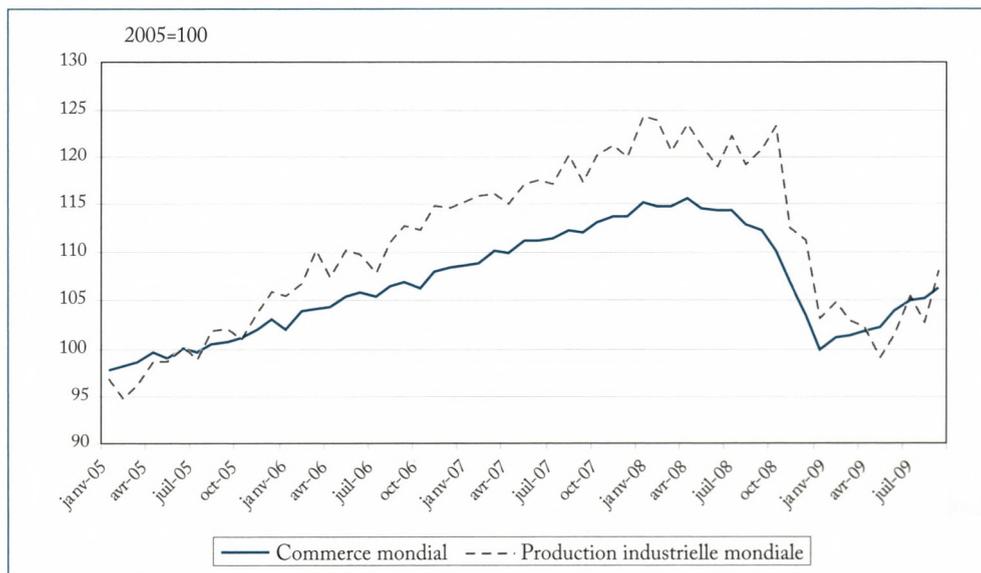
AU RYTHME ACTUEL, LE NIVEAU DE PRODUCTION INDUSTRIELLE MONDIALE D'AVANT-CRISE NE SERA PAS REJOINT AVANT 2011.

Du côté de l'économie réelle, les signes de reprise se sont également multipliés au cours des derniers mois. La production industrielle mondiale a subi un recul cumulé de 13,6 % entre le pic d'avril 2008 et le creux de janvier 2009. Elle semble renouer avec une croissance sensiblement identique à celle qui prévalait avant la crise, mais en se situant sur un palier plus bas. Au rythme actuel, le niveau d'avant-crise ne sera pas rejoint avant 2011. Il en est de même pour les échanges mon-

diaux. Le commerce international a été en chute libre entre octobre 2008 et janvier 2009, d'une part du fait de la concomitance de la récession dans toutes les régions du monde et, d'autre part, de la restriction sur les crédits à l'exportation. Après une période de stabilisation sur une grande partie de la première moitié de l'année 2009, le commerce mondial a donné des signes de reprise au cours de l'été, avec une progression de près de 5 % au troisième trimestre 2009 par rapport au deuxième trimestre, selon l'indicateur mensuel de COE-Rexecode.

EN CONVALESCENCE

Graphique 3 • Production industrielle et commerce mondiaux



Source : COE-Rexecode

Synchronisation conjoncturelle ou découplage ?

Le plus frappant dans la crise que nous venons de traverser a été le fait que quasiment toutes les économies du monde ont été touchées, et ce de manière simultanée. De même, l'amélioration observée récemment concerne presque tous les pays. Ceci laisse penser qu'il y a bien désormais un cycle économique mondial qui fait que les inflexions sont largement partagées par les grands acteurs économiques. De notre point de vue, ceci est la conséquence de trois éléments.

Le premier facteur d'intégration de l'économie mondiale est la globalisation financière, qui fait que les capitaux peuvent très facilement se déplacer d'un pays à l'autre, ce qui tend à générer une forte corrélation entre les principales variables financières (Bourses, taux d'intérêt...).

IL Y A BIEN
DÉSORMAIS UN
CYCLE ÉCONOMIQUE
MONDIAL.

CONJONCTURE

Le deuxième facteur a trait à la décomposition des processus de production et à l'internationalisation des flux de biens intermédiaires, qui fait qu'un choc de demande localisé se diffuse à plusieurs lieux de production disséminés à travers le monde.

Enfin, ces deux premiers éléments conduisent à une synchronisation des chocs sur l'économie mondiale, conséquence des déséquilibres du système économique. Ainsi l'insuffisance d'épargne aux États-Unis et, au contraire, l'excès d'épargne en Chine au cours de la première partie de cette décennie ont-ils généré des déséquilibres commerciaux, source de création de liquidité. Ceci a artificiellement maintenu les taux d'intérêt à un niveau bas, suscitant une bulle d'endettement et de prix des actifs (notamment dans l'immobilier). Par ricochet, l'éclatement de cette bulle a touché toute la planète finance et a débouché sur une crise économique mondiale. Devant l'ampleur de cette crise, les autorités ont mis en place des politiques de relance qui ont permis d'éviter de passer de la « grande récession » à la « grande dépression » et

LA THÈSE
DU DÉCOUPLAGE
PARFOIS ÉVOQUÉE
ENTRE LES PAYS
ÉMERGENTS ET LES
PAYS DÉVELOPPÉS
N'A PAS ÉTÉ
VALIDÉE PAR LES
FAITS AU
COURS DES
DERNIÈRES
ANNÉES, BIEN AU
CONTRAIRE.

dont nous commençons à voir les premiers effets. Tout cela crée les conditions pour une synchronisation des mouvements économiques. Autrement dit, la thèse du découplage parfois évoquée entre les États-Unis et le reste du monde ou encore entre les pays émergents et les pays développés n'a pas été validée par les faits au cours des dernières années, bien au contraire.

Faut-il en déduire que tous les pays du monde se trouvent dans une situation économique similaire ? De toute évidence, il n'en est rien. D'une part, il peut exister de brefs décalages temporels liés à des spécificités nationales, mais ceux-ci n'excèdent pas quelques mois. De même, la spécialisation internationale, le degré de développement ou encore l'orientation des politiques mises en œuvre sont source de divergences importantes des rythmes de croissance. Il n'en reste pas moins qu'il existe une grande similitude dans la datation des inflexions conjoncturelles.

DE CONCERT
Graphique 4 • Production industrielle



Source : COE-Rexecode

La Chine en tête, l'Europe en retrait

Le premier grand pays à connaître une reprise est la Chine. Après être passée au bord de la récession, l'économie chinoise a bénéficié d'un plan de relance vigoureux et d'une croissance impressionnante dans la distribution de crédits. Le glissement annuel du PIB est ainsi ressorti à 8,9 % au troisième trimestre 2009. Cette performance s'appuie davantage sur la demande interne que sur les exportations, qui viennent tout juste de redémarrer.

D'autres pays émergents, comme le Brésil, ont aussi rapidement renoué avec la croissance dès le deuxième trimestre 2009. En outre, la forte hausse des importations chinoises (avec un pic à plus de 30 % sur un an en septembre 2009 en volume) a fini par entraîner les autres pays émergents d'Asie, ainsi que le Japon.

Du côté américain, la progression du PIB au troisième trimestre (+ 3,5 % par rapport au deuxième en rythme annualisé) témoigne de la sortie de crise. Toutefois, toutes les sources de fragilité n'ont pas disparu. La consommation des ménages a été soutenue par une prime pour les achats d'automobiles dont les effets sont en train de s'estomper. Il faudra que l'économie américaine trouve de nouveaux relais de croissance, ce qui ne sera pas facile dans un contexte où le marché du travail continue encore à se dégrader.

CONJONCTURE

Enfin, en Europe, l'amélioration de la situation économique annoncée par les enquêtes de conjoncture dès le printemps 2009 s'est matérialisée avec une progression du PIB de 1,5 % en zone euro au troisième trimestre par rapport au trimestre précédent, après cinq trimestres consécutifs de recul. Le redressement est modeste. En France, où les comptes sont déjà disponibles de manière détaillée, l'essentiel de la croissance du troisième trimestre (+ 1,2 % en rythme annualisé) s'est appuyée sur un redressement des exportations, en liaison avec le redémarrage de l'économie mondiale, et sur une atténuation du déstockage. L'investissement des entreprises a continué à faiblir, tandis que la consommation des ménages s'est stabilisée, le revenu des ménages pâtissant de la dégradation du marché du travail et ne bénéficiant plus de la désinflation liée à la baisse des prix du pétrole. Tous les pays européens ne sont d'ailleurs pas encore sortis de récession ; l'Espagne et le Royaume-Uni notamment ont encore enregistré une contraction de leur PIB au troisième trimestre.

Interrogations sur l'après-crise

Un assez large consensus se dégage sur l'évolution de l'économie mondiale au cours des prochains mois. L'activité devrait continuer à se raffermir, le déstockage cessant de peser sur la croissance, l'ajustement de l'emploi et du capital se faisant sans doute un peu moins pénalisant. En outre, la composante investissement public des plans de relance n'a pas encore donné sa pleine mesure dans beaucoup de pays.

Mais, au-delà de quelques mois, de nombreuses interrogations sont soulevées sur l'après-crise. Nous analysons trois d'entre elles ci-après.

L'activisme des politiques économiques est-il en train de générer de nouvelles bulles ?

On peut considérer que les marchés ont anticipé la reprise et qu'ils ont corrigé le pessimisme excessif dans lequel ils étaient tombés fin 2008. Mais l'amélioration des marchés financiers est si spectaculaire qu'elle peut laisser craindre que ce redressement soit excessif. Pour que le scénario émis par les marchés soit validé, il faudrait que l'économie mondiale connaisse une reprise forte qui permette d'effacer rapide-

ment la récession, dans le schéma d'un cycle traditionnel. Mais il n'est pas certain que la sortie de crise soit aussi radieuse.

De la même manière, le redressement de l'économie chinoise est source d'incertitude. Il s'est appuyé en partie sur une distribution généreuse de crédits qui ne peut se prolonger. De même, la hausse de 50 % des achats d'automobiles en 2009, en partie induite par des incitations fiscales, ne pourra être renouvelée l'an prochain. On peut donc se demander si l'économie chinoise n'a pas connu dans le courant de l'année 2009 une phase de surchauffe qui pourrait déboucher sur une période plus ou moins longue d'accalmie, ce qui ne manquera pas de conduire à un ralentissement des importations.



IL N'EST PAS
IMPOSSIBLE QUE
L'ÉCONOMIE
CHINOISE AIT
CONNU DANS
LE COURANT DE
L'ANNÉE 2009
UNE PHASE DE
SURCHAUFFE
QUI POURRAIT
DÉBOUCHER SUR
UNE PÉRIODE PLUS
OU MOINS LONGUE
D'ACCALMIE.



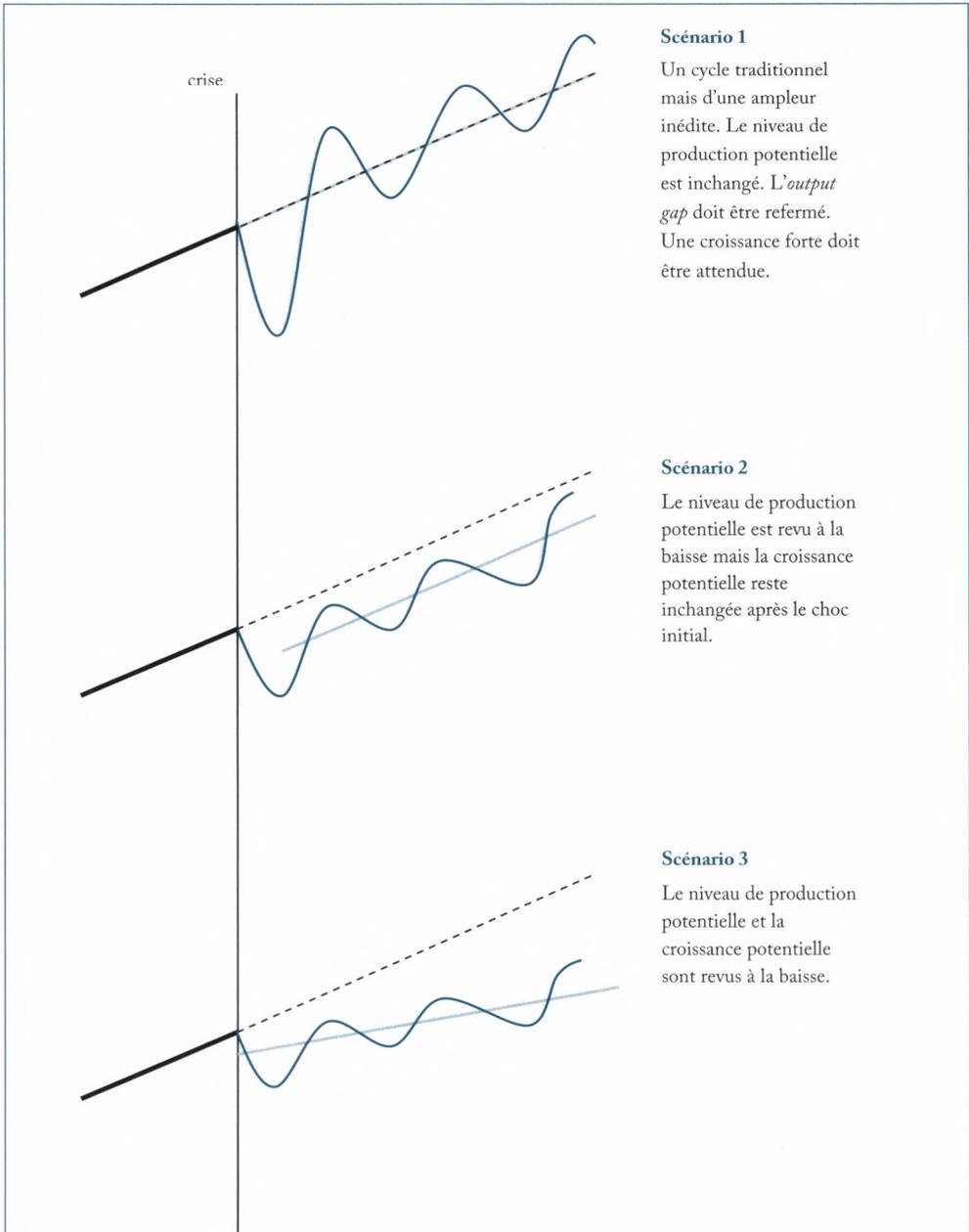
De fait, c'est toute la question de la stratégie de sortie de crise qui reste posée aux banques centrales : un durcissement trop rapide des politiques monétaires risque de mettre à mal la reprise, mais une normalisation trop tardive pourrait déboucher sur de nouveaux déséquilibres générateurs de crise.

Le potentiel de croissance doit-il être revu à la baisse ?

Au-delà du rebond technique qui s'engage, le débat va inévitablement porter sur l'impact de la crise sur le potentiel de croissance des économies dans les années à venir. Trois schémas peuvent être avancés : un rebond conjoncturel marqué qui efface rapidement la perte d'activité, ce qui donnerait à la crise actuelle un schéma classique de cycle conjoncturel, simplement plus accentué qu'à l'accoutumée ; une reprise sur une pente de tendance similaire à celle qui prévalait avant la crise, mais un cran plus bas du fait qu'une partie de la perte d'activité liée à la crise ne sera jamais récupérée ; enfin, une croissance durablement plus faible que celle observée avant la crise.

AVANT/APRÈS

Trois schémas d'évolution de la production (du PIB) après la crise



Scénario 1

Un cycle traditionnel mais d'une ampleur inédite. Le niveau de production potentielle est inchangé. L'*output gap* doit être refermé. Une croissance forte doit être attendue.

Scénario 2

Le niveau de production potentielle est revu à la baisse mais la croissance potentielle reste inchangée après le choc initial.

Scénario 3

Le niveau de production potentielle et la croissance potentielle sont revus à la baisse.

Lecture : le trait noir épais représente la tendance de l'économie avant la crise, le trait fin pointillé prolongeant cette tendance. Le trait bleu clair représente la tendance de l'économie après la crise. Le trait bleu foncé représente l'évolution observée de l'économie après la crise, qui incorpore la tendance et le cycle.

Hormis quelques pays, dont la Chine et peut-être le Brésil, les évolutions constatées ces derniers mois plaident plutôt pour la mise en place du scénario 2, voire du scénario 3.

*Quelles seraient les implications
d'une croissance potentielle durablement plus faible ?*

De nombreux mécanismes peuvent conduire à une croissance potentielle plus faible dans les années à venir, en comparaison des « quatre bouillonnantes » (2004 à 2008), période pendant laquelle la croissance mondiale a caracolé autour de 5 % l'an. D'une part, du côté de la demande, une partie de la croissance de la première moitié de cette décennie s'est appuyée sur une montée de l'endettement des agents privés, surtout des ménages, qui ne pourra être renouvelée. Du côté de l'offre, la crise a conduit à un rétrécissement de l'appareil productif, qu'il s'agisse du capital (recul de l'investissement) ou du travail (montée du chômage). En outre, l'hypertrophie de la sphère financière avait contribué à un gonflement artificiel de la croissance dans certains pays anglo-saxons.

Si la croissance potentielle devait être révisée à la baisse, les implications seraient nombreuses. En matière de finances publiques par exemple, si le niveau PIB devait être plus faible qu'escompté, les dépenses devraient être ajustées à la baisse à due proportion. Dans un contexte de déficit élevé, cela signifie que les politiques budgétaires prendront une tournure restrictive pendant un long moment. Les perspectives de croissance du capital productif à moyen terme (donc de l'investissement) devraient être ajustées aussi à cette nouvelle tendance de la production.

**Après une phase de rebond,
modération de la croissance courant 2010**

En résumé, après la phase de rebond que nous sommes en train de vivre, la croissance de l'économie mondiale devrait se modérer en 2010 pour plusieurs raisons : durcissement des politiques économiques, effets décalés de la crise sur le marché du travail (en particulier dans des pays comme l'Allemagne où l'emploi n'a encore que faiblement réagi à la perte d'activité du fait d'un recours massif au chômage partiel), renchérisse-

CONJONCTURE

ment du coût du capital en raison de l'augmentation des primes de risque par rapport aux années d'avant-crise où celles-ci étaient tombées à un niveau trop bas.

LA CRISE N'A PAS
EFFACÉ TOUS LES
DÉSÉQUILIBRES
MONDIAUX.

En outre, la crise n'a pas effacé tous les déséquilibres mondiaux : l'excédent chinois, même s'il s'est réduit, n'a pas disparu, tandis que le déficit américain reste important. Cela laisse toujours planer un doute sur la capacité de résilience du dollar.

Il y a six mois, on s'interrogeait encore sur la durée de la récession qui venait de s'engager. De ce point de vue, on peut être rassuré. Mais c'est désormais autour des conséquences de la crise en termes de configuration du système économique mondial que les questions se concentrent. Le spectre des scénarios possibles est encore très large et les politiques économiques auront un rôle crucial dans la détermination des sentiers de croissance.

CAP SUR L'INVESTISSEMENT

MATHILDE LEMOINE

Économiste, membre du Conseil d'analyse économique

Les orientations prises par les politiques budgétaire et monétaire pour faire face à la crise pourraient conduire à une révision des fondements de la politique économique. La préférence qui a été accordée aux soutiens sectoriels risque de peser négativement sur la croissance des années à venir. Favoriser l'investissement privé devient tout simplement indispensable.

Si l'accroissement des dépenses publiques aura permis de limiter le recul de l'activité, il aurait dû avoir pour objectif ultime de restaurer les profits des entreprises, ce qui constitue un préalable à tout investissement et à toute reprise sérieuse. Or, en ciblant l'immobilier, la construction et l'automobile, les plans de relance ont privilégié le soutien à des secteurs ou à des groupes dont la productivité avait fortement reculé avant la crise financière. Un tel choix aura pour conséquence d'amplifier l'effet dévastateur de la récession sur le potentiel de croissance s'il n'est pas complété par des mesures de soutien général à l'investissement et de stabilisation du revenu permanent des ménages.

Dans l'urgence

La crise financière de 2007-2008 a engendré la plus grave récession depuis la Seconde Guerre mondiale. Lors des crises précédentes, on avait constaté une chute moyenne des marchés boursiers de 55 %, des prix immobiliers de 35 %, du PIB de 9 % entre son point haut d'avant crise et son niveau le plus bas, et une hausse du taux de chômage de 7 points en moyenne. Dans ce genre de situation, le déficit public se creuse,

CONJONCTURE

entraînant avec lui l'augmentation de la dette publique ¹. Forts de ces enseignements et afin d'éviter la dépression mondiale comme le risque de déflation, les banques centrales et les gouvernements se sont dès les débuts de cette crise coordonnés pour mener des actions monétaires et budgétaires d'une vigueur sans précédent. Les principales caractéristiques de ces actions ont été des politiques de taux d'intérêt zéro (*zero interest rate policy*), l'utilisation de mesures non conventionnelles par la banque centrale et l'augmentation des dépenses publiques.

La vertu de ces politiques a été d'écarter le risque systémique tout en limitant le recul du PIB et la montée du chômage. Les débats se portent désormais sur les stratégies de sortie de crise. Il s'agit de savoir si les plans de relance auront un effet d'entraînement sur les dépenses privées, et notamment sur l'investissement des entreprises et la consommation des ménages. En effet, selon un certain nombre d'hypothèses, l'augmentation des dépenses publiques doit avoir un effet multiplicateur en permettant non seulement d'utiliser le travail et le capital inactif mais aussi de restaurer le profit des entreprises et d'entraîner une hausse de l'investissement et de la consommation. Ainsi, une fois le plan de relance terminé, la croissance du PIB serait soutenue par la progression de ses composantes privées.

L'évaluation de la pertinence de ce scénario repose sur l'estimation de l'effet multiplicateur. Aux États-Unis la fourchette va de 0 pour Robert Barro, un des tenants de la nouvelle macroéconomie classique, à 1,6 pour Christina Romer, la présidente du Council of Economic Advisers. Dans le premier cas, comme les dépenses publiques ne font que se substituer à des dépenses privées, l'effet est nul ; alors que, dans le second cas, il engendre une hausse du PIB supérieure de 60 % à l'augmentation des dépenses publiques. Ces différences s'expliquent par l'analyse divergente du comportement d'épargne des ménages et de leurs anticipations, des hypothèses de dette publique et de l'effet d'entraînement des autres plans des différents pays. En France, le débat est de la même nature, la fourchette allant de 0 à 1,4.

Si ce débat est pertinent, il a le défaut d'ignorer les orientations sectorielles des mesures de relance adoptées et les conséquences de ces orientations sur l'effet multiplicateur et sur la croissance à venir.

1. Pour le détail, cf. Carmen M. Reinhart et Kenneth S. Rogoff, « The Aftermath of Financial Crises », *NBER Working Paper*, janvier 2009, n°14656.

Un choix dommageable

Le choc pétrolier de 2008 et la crise financière ont fragilisé les secteurs bancaire, automobile et immobilier. La plupart des politiques économiques ont eu pour objectifs prioritaires d'écartier le risque systémique en fournissant de la liquidité aux institutions financières, puis de mettre en œuvre des soutiens aux entreprises de l'automobile et de la construction. Ces orientations ont été semblables dans la plupart des pays ayant mené des plans de relance.

Aux États-Unis, la Réserve fédérale comme le Trésor ont agi pour soutenir le marché immobilier. Des achats d'actifs titrisés sur les prêts hypothécaires ont été prévus à hauteur de 750 milliards de dollars ainsi que l'acquisition de titres de Freddie Mac et Fannie Mae à hauteur de 200 milliards de dollars pour faire baisser les taux hypothécaires. Actuellement, plus de 99 % d'actifs titrisés gagés sur les créances hypothécaires sont garantis par l'État directement ou via les agences Freddie Mac et Fannie Mae contre moins de 30 % entre 1996 et 2006. De plus, les ménages à faible revenu bénéficient d'un crédit d'impôt pour financer la construction de leur logement et les primo-accédants d'un chèque de 8 000 dollars. Au total, 13 milliards de dollars ont été prévus pour soutenir l'immobilier. Le secteur automobile n'est pas en reste puisque trois programmes de soutien ont été lancés pour un montant de 81 milliards de dollars et la prime à la casse a totalisé 2 milliards de dollars.

En Europe, les secteurs de l'immobilier et de la construction français, espagnols, anglais mais aussi allemands ont bénéficié de mesures d'aide à l'achat de logement ou de commandes publiques. Et, dans le secteur automobile, la plupart des pays ont mis en œuvre des primes à la casse. En Allemagne, le montant qui a été alloué à cette mesure a atteint 5 milliards d'euros, ce qui a engendré un rebond des achats mais aussi des importations d'automobiles venant des autres pays de l'Union. La coordination a parfaitement fonctionné. Par ailleurs, des aides notamment de trésorerie ont été allouées pour un montant de 6,7 milliards d'euros au secteur automobile français.

Les effets sont incontestables puisqu'une part importante de la croissance retrouvée en résulte. En France, plus des deux tiers du rebond de croissance du PIB observé aux deuxième et troisième trimestres 2009 ont résulté des primes à la casse. Quant aux mesures immo-

EN FRANCE, PLUS DES DEUX TIERS DU REBOND DE CROISSANCE DU PIB OBSERVÉ AUX DEUXIÈME ET TROISIÈME TRIMESTRES 2009 ONT RÉSULTÉ DES PRIMES À LA CASSE.

CONJONCTURE

bilières américaines, elles ont permis de réduire les taux d'intérêt et de stabiliser les prix des logements.

Ce choix de politique budgétaire est compréhensible car il permet de limiter les pertes d'emploi en traitant en priorité des secteurs fragiles où le nombre de faillites aurait pu être rapidement très important. Toutefois, il a pour conséquence d'avoir privilégié l'approche sectorielle plutôt que l'amélioration globale de la productivité c'est-à-dire l'approche horizontale. De ce fait, il existe un risque de vieillissement du stock de capital plus important que lors des précédentes crises et donc d'une perte moyenne du PIB potentiel supérieure au recul de 5 % qui a été observé en moyenne lors des précédentes crises.

La croissance hypothéquée

La logique de telles interventions est clairement keynésienne. En diminuant le coût du crédit et en augmentant les dépenses publiques, les autorités monétaires et budgétaires ont cherché à limiter la chute de la demande et à réduire l'écart entre le rendement escompté du capital et le taux d'intérêt. Il devait en résulter un maintien ou une moindre baisse des taux de profit puis un redémarrage de l'investissement et donc de la croissance.

Or, en soutenant des secteurs dont la productivité avait fortement chuté avant la crise financière ou dont la demande est solvabilisée, les autorités monétaires et budgétaires hypothèquent la croissance de sortie de crise.

D'une part, la baisse passée de productivité observée dans le secteur de la construction aurait dû s'accompagner d'un recul des prix afin que l'excès de production se résorbe, ce qui n'a pas été le cas.

Aux États-Unis, la productivité du travail a chuté de 10 % en 2007 après - 9 % en 2006 et - 5 % en 2005.

En zone euro, la diminution a été moins forte mais tout de même significative. Néanmoins, les prix ont continué de croître comme les profits apparents. Si le soutien sectoriel a limité à court terme les destructions d'emplois dans ces secteurs, elles auront lieu inévitablement compte tenu de l'excès d'offre passé.

D'autre part, la solvabilisation de la demande via les aides à l'achat de logements ou les primes à la casse ne fait que maintenir les achats à un niveau artificiellement élevé. Une fois ces aides terminées, la demande va baisser, engendrant un recul des taux d'utilisation des capacités de production dans les secteurs concernés. Il ne faut donc pas attendre de ces secteurs un redémarrage de l'investissement.

La conséquence de ces choix est que la restauration des profits prendra plus de temps que si le soutien budgétaire avait été intersectoriel ou horizontal car l'ajustement par les coûts va peser sur la demande effective. L'effet multiplicateur de la politique budgétaire risque d'être moins important qu'anticipé. En effet, le soutien sectoriel pèsera sur le taux d'investissement et sur la croissance de sortie de crise.

Les politiques budgétaires conjoncturelles ont aidé des secteurs et des groupes en solvabilisant la demande qui leur était adressée. Si les États ont tiré les leçons de la mondialisation et ont en conséquence mené des politiques de relance coordonnées, ils ont mobilisé des ressources vers des secteurs où la productivité était déjà faible avant la crise. Il ne s'agit pas de revenir en arrière mais d'en déduire quelles politiques complémentaires il convient maintenant de mettre en œuvre pour que le cercle vertueux du retour à la croissance s'enclenche.

LA RESTAURATION
DES PROFITS
PRENDRA PLUS
DE TEMPS QUE
SI LE SOUTIEN
BUDGÉTAIRE
AVAIT ÉTÉ
INTERSECTORIEL OU
HORIZONTAL CAR
L'AJUSTEMENT PAR
LES COÛTS VA PESER
SUR LA DEMANDE
EFFECTIVE.

Assurer l'avenir

Ce que la crise doit nous enseigner, c'est que les politiques économiques doivent avoir désormais deux objectifs : éviter que le stock de capital ne vieillisse et stabiliser le revenu permanent des ménages.

En théorie, la croissance à venir dépend de l'accumulation du capital, du taux d'emploi et de l'innovation. Or, dans une période de crise, les entreprises arrêtent d'investir et le stock de capital vieillit, sans compter les faillites qui accélèrent le taux de dépréciation du capital. Les investissements en innovation et en recherche et développement ralentissent, ce qui a un effet direct sur la productivité et donc sur la

CONJONCTURE

croissance potentielle. Quant au chômage, il induit une moindre employabilité si la période de sous-emploi dure longtemps, ce qui réduit le taux d'emploi en sortie de crise et pèse là encore sur la croissance. De plus, la diminution attendue de la population active amputera inéluctablement l'augmentation tendancielle du PIB.

Pour éviter qu'un tel cercle vicieux ne s'enclenche une fois dépensés les montants alloués aux plans de relance, deux priorités sont à mettre en œuvre.

Tout d'abord, il faut tout faire pour accroître significativement la rentabilité des investissements. Une mesure temporaire mais très puissante consisterait en un amortissement accéléré. Ce dernier permet de diminuer la valeur d'un actif qui sert à la définition de la base imposable. L'accélérer permettrait de dégager des sommes nécessaires au renouvellement d'actifs déjà amortis. La durée minimale d'utilisation des biens de 3 ans pourrait, par ailleurs, être réduite. Une telle mesure pourrait ainsi inciter les entreprises qui continuent à faire des profits à investir, ce qui aurait un effet non négligeable sur la croissance à venir. La mise en place d'une telle mesure aux États-Unis en 2001 a eu pour effet d'accroître effectivement les investissements qui ont ensuite continué à augmenter à leur rythme tendanciel.

Cette mesure pourrait être complétée par une réduction d'impôt sur les sociétés pour bénéfices réinvestis et une augmentation quand les bénéfices sont distribués, à l'exemple de Allemagne. La déductibilité fiscale pour frais financiers serait réduite en compensation². Le retour sur capital ne serait alors plus taxé au niveau des entreprises suite à la dépense immédiate d'investissement. Le risque à court terme est une imposition plus élevée sur les entreprises fortement endettées mais un régime transitoire peut être envisagé.

LES PLANS DE
RELANCE AURONT
D'AUTANT MOINS
D'EFFETS QUE
LES MÉNAGES
CONSIDÉRERONT
QUE LEUR BAISSÉ
DE REVENU EST
DURABLE.

La deuxième priorité consiste à stabiliser les revenus permanents. En effet, les plans de relance auront d'autant moins d'effets que les ménages considéreront que leur baisse de revenu est durable. Ils doivent pouvoir connaître leur revenu tendanciel pour consommer des biens durables. Cela est d'autant plus difficile qu'il existe une incertitude quant aux retraites et au remboursement de la dette. Il s'agit de dire sous quelle hypothèse la crois-

2. Pour le détail, cf. Jean-Marc Daniel et Mathilde Lemoine, « Il faut changer la fiscalité des PME », *Les Échos*, 27 octobre 2009.

sance suffira à rembourser les dettes accumulées ; et, au cas où la croissance serait faible, quelles seront les mesures prises pour éviter une hausse des taux obligataires. L'incertitude rend attentiste et pèse sur le redémarrage des économies.

Le risque de déflation ne saurait suffire à lui seul à légitimer une politique économique. La sectorialisation des plans de relance mis en place à l'occasion de la crise actuelle aura des conséquences négatives sur la croissance potentielle en privilégiant le soutien aux groupes en retard dans leur modernisation. Il est donc nécessaire de mettre en place des politiques de sortie de crise qui consistent en une politique budgétaire horizontale incitant à l'investissement privé et stabilisant le revenu permanent des agents économiques. Le « grand emprunt » pourrait y participer mais il faudra veiller à ce que les investissements « dans les domaines moteurs » constituent effectivement une politique horizontale. La gouvernance est essentielle. Comme le disait Mancur Olson, « il n'y a en pratique aucune limite au coût social qu'une organisation trouvera avantageux d'imposer à la société afin d'obtenir pour elle-même une plus grande part du produit social ».

INTROUVABLE ÉGALITÉ

En faisant coïncider la montée du chômage et la révélation des bonus bancaires et autres rémunérations mirobolantes, la crise a attisé cette « passion pour l'égalité », particulièrement vive en France, et dans laquelle Tocqueville voyait une caractéristique des sociétés démocratiques. Le thème est présent dans le rapport de la commission Stiglitz sur la « mesure des performances économiques et du progrès social ». Parmi les cinq recommandations qu'énonce ce texte, la quatrième est ainsi libellée : « Accorder davantage d'importance à la répartition des revenus, de la consommation et de la richesse ». En d'autres termes, toute action visant à réduire les inégalités va dans le sens d'une amélioration du bien-être collectif.

Mais cette réduction, objectif moralement respectable, soulève deux questions épineuses. La première est : jusqu'où ? Si les réponses varient en fonction des sensibilités politiques, il est clair que l'effort rencontre des limites, sauf à rêver d'une société totalitaire, un « *brave new world* » excluant toute liberté : l'égalité est un horizon toujours fuyant, dont on peut se rapprocher, mais qu'on ne peut jamais atteindre.

D'autant que – deuxième difficulté – le concept lui-même est vague et malléable. On a élargi l'idée d'égalité juridique et politique au domaine économique (salaire minimum, redistribution), puis à l'« égalité des chances » : les écarts de rémunération, de pouvoir et de prestige, reconnaissait-on implicitement, sont acceptables (dans certaines limites), à condition que les chances d'accéder aux positions supérieures soient égales. Pour cela, il faut éliminer les discriminations tenant au milieu familial, au sexe, aux origines ethniques ; et donner à chacun, par l'éducation, la possibilité d'acquérir le bagage intellectuel qui lui permettra de construire son propre destin. Sous le signe de l'« équité », seul le « mérite », sanctionné par le diplôme, doit faire la différence.

Une lutte

Mais cette conception longtemps consensuelle est elle-même battue en brèche de divers côtés. Dans le sillage de Pierre Bourdieu, de nombreuses études ont montré que l'école, loin de réduire les inégalités, avait plutôt tendance à les aggraver. Plus radicalement, des auteurs comme Marie Duru-Bellat ¹ ou François Dubet ² mettent en cause la notion de « mérite ». La première y voit le signe d'une société obsédée par la compétition, génératrice de mal-être. Le second remarque que la prétendue « égalité des chances » ajoute l'humiliation à l'injustice, en faisant porter aux plus défavorisés la responsabilité de leurs échecs.

Ces critiques ne visent évidemment pas à disqualifier l'égalité des chances comme objectif politique, mais elles montrent qu'il s'agit d'un idéal difficile à atteindre, et qui ne doit pas servir d'alibi pour justifier une absence d'action face aux inégalités « visibles », notamment en matière de revenus.

On revient là, semble-t-il, sur un terrain plus solide, bien balisé par les statisticiens. Encore faut-il s'entendre sur la signification des chiffres : dans ce domaine aussi, l'égalité demeure un concept difficile à cerner, comme en témoigne l'abondante moisson de données que *Insee Première* vient de publier ³. Ces études divisent l'ensemble des ménages en cinq quintiles, classés selon leurs revenus (2003) par « unité de consommation » (UC, mesure qui tient compte de la taille du ménage). Les ménages du cinquième quintile (les 20 % les plus aisés) affichent un revenu primaire par UC de 60 620 euros, ceux du premier quintile, de 7 510 euros, soit un écart de 1 à 8,1. Si l'on tient compte des prélèvements obligatoires et des revenus de transfert, l'écart n'est plus que de 1 à 5.

Mais ces chiffres ne rendent pas encore bien compte des niveaux de vie réels. Deux éléments complètent – et compliquent – le tableau. D'abord les dépenses « contraintes » ou « pré-engagées » comme le loyer, les assurances, la cantine des écoliers, les abonnements divers : elles pèsent plus lourdement sur les ménages les moins aisés. Si l'on considère ce qui reste, le revenu « arbitral », qui fait accéder à un degré de liberté supérieur (dépenses d'habillement, de loisir, etc.), l'écart entre les quintiles extrêmes s'élargit de 1 à 6. En sens inverse, il faut tenir compte des « transferts en

1. *Le mérite contre la justice*, Presses de Sciences-Po, 2009.

2. *Le travail des sociétés*, Seuil, 2009.

3. *Insee Première*, novembre 2009, n°1264, 1265 et 1266.

CONJONCTURE

nature », c'est-à-dire des services qui ne sont pas payés par l'utilisateur, mais par la collectivité : santé, éducation, aides au logement... Ceux-là occupent une plus grande place dans les ressources des plus pauvres que dans celles des plus riches : du coup, l'écart entre les 20 % du bas de l'échelle et les 20 % du haut n'est plus que de 1 à 3,3...

Entre 3,3 et 8,1, quelle est la mesure à prendre en considération ? Les Français devront se familiariser avec la multiplicité et la signification des données, pour que le débat sur les inégalités, et l'effort à accomplir pour les réduire, aient vraiment un sens.

INTRODUCTION

Une nouvelle ère

JEAN-MARC DANIEL

Chaque crise économique voit resurgir les diagnostics apocalyptiques sur l'économie de marché et l'annonce de sa disparition prochaine. Comme l'écrivait François Perroux dans un petit livre paru en 1946, « capitalisme est un mot de combat », un mot utilisé pour faire le procès d'un système. Procès qui, disait Perroux, a ceci de particulier que le verdict est connu avant l'audition des témoins : la condamnation sans appel. Si, de nos jours, la condamnation est moins nette qu'à la fin des années 1940, elle est malgré tout de nouveau très en vogue... Et Marx est mobilisé pour faire partie des juges et des accusateurs. Rien de plus absurde, nous dit János Kornai, le célèbre économiste hongrois, qui trouve attristante cette tendance commode à faire de Marx le Nostradamus des crises et des récessions sans mesurer les limites de sa pensée.

Oraisons funèbres

Vingt ans après la chute du Mur de Berlin, il est clair que la référence à Marx est restée anecdotique dans les commentaires et, malgré la nationalisation de certains établissements bancaires au Royaume-Uni, personne n'a sérieusement envisagé de faire de l'appropriation collective des moyens de production la sortie naturelle de la crise.

Complice obligé de Marx dans les discours critiques, Keynes a fait en revanche un retour sur le devant de la scène, dont l'aspect le plus spectaculaire aura été le gonflement des dettes publiques. Le déficit budgétaire mondial a été porté en 2009 à 8,5 % du PIB et la relance, vieille expression des politiques keynésiennes des années 1960, est redevenue une idée à la mode, au point en France d'avoir droit à un

DOSSIER : APRÈS LA CRISE, QUEL LIBÉRALISME ?

ministère. Notre cher pays, qui vient tout juste de se défaire d'un « Commissariat du plan » au nom très soviétique, semble plonger avec délice dans le keynésianisme à l'ancienne avec relance et « grand emprunt ».

Pourtant, il est probable que ce soi-disant retour en force de l'État marque le recul de son interventionnisme.

D'abord pour des raisons pratiques, parce que la dette accumulée à la va-vite pendant la crise sans véritable réflexion sur ses conséquences sera là pendant longtemps. Le rêve secret de certains qui appellent l'inflation de leurs vœux ne sera pas exaucé. Nous devons nous en réjouir car l'inflation qui débarrassa le Royaume-Uni de sa dette dans les années 1960-1970 eut le travers de plonger ce pays dans la sous-compétitivité et la désindustrialisation. Les États qui se sont rués sans mesure vers l'endettement dans l'espoir de limiter les conséquences de la récession ont obéré leur capacité d'action future. Supposer qu'ils vont mener l'économie de demain alors qu'ils seront occupés à essayer de mener leur survie est une illusion.

Ensuite, parce que les résultats obtenus en termes de croissance ne sont pas à la hauteur des attentes de la relance. Le Royaume-Uni a mené à l'occasion de cette crise une politique de pure facture keynésienne avec baisse des impôts pour dynamiser la demande privée, augmentation de 20 % des investissements publics pour compenser la chute des investissements privés et baisse moyenne du taux de change de la livre de 30 % pour gagner des

parts de marché à l'export. Et c'est de toutes les économies européennes celle qui s'en sort le moins bien. En revanche, l'Italie, économie entrée dans la crise en convalescence, est la première à refaire surface et ses perspectives surprennent – en bien – les analystes. Or il serait difficile, dans l'action du gouvernement italien, d'identifier un plan de relance massif et systématique. Et l'on pourrait faire un tour de la planète des pays qui s'en sortent le mieux et constater que de l'Afrique du Sud à la Corée, les économies qui furent les moins chahutées ont été celles qui ont le moins creusé leur déficit budgétaire.

En fait, si l'on regarde les commentaires de l'OCDE sur les pays où la reprise est la plus forte, on constate que ce qui permet aux États-Unis de repartir plus vite qu'en Europe, c'est le fait que dans ce pays la flexibilité du marché du travail a débouché dans un premier temps sur une véritable explosion du chômage (8 millions d'emplois supprimés, un taux de chômage passant de moins de 5 % à plus de 10 %), puis sur la reconstitution de leur capacité d'autofinancement par les entreprises et donc sur un retour rapide de leur part à l'investissement.

Politique du « plan calcul » et calcul au plan politique

La politique économique d'après-crise ne sera pas marxiste, c'est évident, mais elle ne pourra pas être keynésienne non plus. En effet, la ges-

tion de l'économie américaine des années 2000 par un déficit budgétaire colossal né de réductions d'impôts inconsidérées a provoqué les déséquilibres internes et externes de l'économie américaine qui ont été à l'origine de la crise. L'adoption de politiques de relance vigoureuses par les États face à la chute de la production a eu des résultats mitigés. Et les économies qui sont reparties le plus vite ont été celles dont les entreprises ont pu reconstituer leur marge.

La politique économique de l'après-crise sera donc nourrie d'un recul pratique et théorique de l'État. Cela suppose que ce recul soit entériné au niveau monétaire. La première chose à faire est de rendre la Fed totalement indépendante et que son président, dont il serait préférable que le mandat soit rendu non renouvelable, garde son autonomie.

Par-delà cet aspect qui peut paraître anecdotique, il y a, dans les centres de recherche des entreprises, des découvertes issues de la maturation des résultats des travaux de physiiciens et de biologistes qui sont autant de promesses d'un accroissement spectaculaire de la productivité.

Le schéma de la croissance à venir sera celui de la croissance de toujours, avant les astuces trompeuses du keynésianisme et de son cortège d'inflation et de dette. Les masses rurales des pays émergents vont rejoindre des usines construites grâce aux capitaux des pays plus avancés sur le plan économique qui vont nécessairement retrouver la voie de l'épargne et de son usage à des fins de croissance et

non de financement des États. Un cercle vertueux, celui théorisé déjà par Smith et identifié par Kuznets dans ses recherches sur la croissance, va se mettre en place, qui va ouvrir une nouvelle ère de prospérité, loin du volontarisme brouillon des États. La politique du « plan calcul » a échoué et elle ne correspond plus qu'à un calcul au plan politique... Les États perclus de dettes vont l'abandonner et le nouveau libéralisme aura des accents saint-simoniens, ceux des entreprises incorporant sans cesse du progrès technique.

Science et conscience

Mais Adam Smith le disait déjà : la croissance suppose peu d'impôts – il faudra que les États y songent – et un sentiment partagé de la justice. Dans le dossier, Michel Guénaire insiste sur cette dimension. Revenir après une crise à ce qui fut l'essence des bienfaits du libéralisme, c'est en prendre toutes les composantes. Il faut se souvenir que l'économie est une double réflexion sur la fin et les moyens de la richesse et que sa neutralité scientifique n'autorise pas à considérer que les moyens peuvent être sans borne et mobilisés sans réflexion morale.

La crise aura probablement été un chant du cygne étatiste. Les progrès techniques offerts à notre avenir sont considérables. Il faut les laisser agir sans oublier que la croissance future repose également sur la connaissance et la science et que « science sans conscience n'est que ruine de l'âme ».

Ne pas se tromper sur Marx ¹

JÁNOS KORNAI
Économiste hongrois

Il est à la mode d'annoncer le retour de Marx. À tel point que Le Capital caracolerait en tête des ventes. Alors que journalistes et hommes politiques se délectent de ses prévisions apocalyptiques sur le capitalisme, l'analyse poussée de ses idées est devenue un thème récurrent des travaux universitaires. Est-ce pertinent ?

Je crains que tout ce qui a pu être pensé au sujet de Karl Marx ait déjà été dit dans les milliers d'articles et les centaines d'ouvrages publiés à son sujet, non seulement dans le registre analytique mais dans les postures les plus diverses allant de l'admiration dévouée à la haine tenace. Ce que je peux apporter à cette littérature monumentale n'est que le regard personnel que je porte sur l'œuvre de Marx. Je suis hongrois, européen de l'Est, né en 1928, arrivé à l'âge adulte alors que la Seconde Guerre mondiale s'achevait. Mes pensées, mes réflexions ont été marquées par la succession des grands événements historiques : la guerre ravageant mon pays, l'Holocauste, la Libération de l'oppression nazie, la montée au pouvoir du Parti communiste accompagnée de l'avènement du système socialiste, la révolution de 1956 et son écrasement, la restauration du système socialiste et les tentatives infructueuses des années 1960 pour l'instauration d'un socialisme de marché et d'une société socialiste à visage humain, l'effondrement du système socialiste et le retour du capitalisme, le remplacement de la dictature par un régime démocratique, ainsi que la crise économique et financière que nous vivons actuellement. Aussi sommes-nous seuls, nous, Européens de l'Est, âgés aujourd'hui de 70 à 80 ans, à pouvoir prétendre que nous avons ressenti,

1. Ce texte est issu de la traduction française d'un discours tenu à l'Université Kaganawa (Yokohama, Japon). L'auteur remercie Zsuzsa Dániel, Edit Farkas, Gábor Klaniczay, Aladár Madarász, Tímea Molnár et Eszter Nagy pour leur aide précieuse dans l'élaboration de l'étude et dans la rédaction du texte français. Il remercie également Lilli Berkó pour la traduction consciencieuse et soignée. Je voudrais exprimer ma reconnaissance toute particulière à Péter Kende pour son travail dévoué et constructif en tant que rédacteur de la version française. Je remercie aussi le Collegium Budapest, qui assure un cadre intellectuellement inspirant à mes activités de recherche, et l'Université de l'Europe centrale pour le soutien de mes recherches.

au travers de nos expériences personnelles, non pas une ou deux fois, mais au moins à huit reprises, ce que signifient les changements de système, les grandes transformations, tout au moins les changements complets de régime politique, en avant, en arrière, ou en aller-retour. La mise en opposition du socialisme et du capitalisme, la comparaison des caractéristiques de ces deux systèmes, les grandes transformations du monde : voilà ce qui a intéressé Marx par-dessus tout, et qu'il a essayé de comprendre. Qu'il me soit permis de dire que, pour ma génération, ces questions n'ont pas été que des sujets d'étude ; nous les avons vécues dans notre quotidien. C'est probablement ce vécu et non une capacité d'analyse exceptionnelle qui me permet d'ajouter quelque chose à la vaste et précieuse littérature consacrée à Marx².

La vie de chacun est singulière et diffère de la vie des autres. Ainsi, loin de me poser en porte-parole d'une prise de position collective d'intellectuels est-européens, je vous rapporterai mon histoire personnelle dont diverses phases peuvent illustrer celui de nombreux autres individus. Lors de la parution de mon livre autobiographique *By Force of Thought*, de nombreux lecteurs m'ont contacté pour me dire qu'à sa lecture, dans l'un ou l'autre passage, ils avaient reconnu des éléments de leur propre histoire³. C'est ce sentiment que j'espère, aujourd'hui encore, éveiller en racontant ma relation avec les idées de Marx dans telle ou telle phase de ma vie (étant entendu que ces phases ont été liées à une histoire plus générale). De l'œuvre si riche de Marx, je ne commenterai que quelques éléments.

Comment je suis devenu marxiste

Adolescent, je dévorais les livres. Mes lectures étaient variées et portaient tant sur les chefs-d'œuvre de la littérature mondiale que sur la philosophie ou l'histoire. Mais, en 1945, je n'avais rien lu de Marx. Personne dans mon entourage, ni chez moi dans une famille bourgeoise aisée, ni à l'école où l'on instruisait les fils de la classe

2. J'ai sélectionné les ouvrages suivants de la littérature du passé récent et contemporain : Elster (1991), Foley (1986), Kolakowski (1978), Mandel (2008), Roemer (1986, 1994) et Tabbitt (2006). Le lecteur hongrois obtient une vision d'ensemble de la littérature moderne sur Marx dans les publications de Ivánné Hild Mária (1997, 1998). Les manuels d'histoire des idées utilisés dans les universités occidentales, du moins ceux parus au cours de la dernière décennie, présentent l'œuvre de Marx mais ne s'engagent pas, en général, dans une analyse et une évaluation approfondie de ses ouvrages. Voir par exemple Backhouse (2002), Vaggi-Groenewegen (2006).

3. Mon autobiographie est d'abord parue en hongrois, en 2005, et a été suivie de l'édition japonaise, anglaise, russe et vietnamienne. La version chinoise est en cours d'édition. *Sociétal* a en rendu compte sous la plume de François Fejtő dans son numéro 59.

moyenne supérieure, n'aurait eu l'idée de m'initier à sa pensée. Pourtant, en 1948, j'étais un marxiste convaincu. Qu'est-ce qui a provoqué ce changement subit et m'a rapproché de Marx avec tant de ferveur ?

C'est au cours de la période si fragile de la puberté que j'ai connu les lois antisémites avant de subir l'expérience humiliante de la persécution : cachette, évasion, peur. À la fin du siège de Budapest, nous avons découvert que mon père était mort en déportation à Auschwitz tandis que mon frère aîné n'est jamais revenu du service de travail obligatoire. Mes études d'histoire et mes expériences personnelles m'ont permis d'acquérir suffisamment de conscience politique pour comprendre que c'était le régime hitlérien et ses séides hongrois qui avaient conduit le pays à la guerre et au génocide. Les partis politiques étaient alors nombreux à se constituer, et je suis rapidement devenu adhérent du Parti communiste. La première pensée qui m'a mené vers lui était de constater que le PC était le seul parti qui, pendant des décennies, tout en assumant les risques de la répression, avait combattu sans faiblir le régime de Horthy, un régime qui, s'étant allié à Hitler, a préparé le terrain pour le futur règne nazi. Ils étaient les antifascistes les plus déterminés. Ma place était parmi eux. C'est pour cette raison que je les ai rejoints – et non par enthousiasme pour un quelconque programme de transformation socialiste dont je ne connaissais pas les tenants et les aboutissants et dont les communistes eux-mêmes ne parlaient guère. Ce n'est qu'en assistant aux réunions et conférences du mouvement de la jeunesse para-communiste que je me suis mis à lire les brochures du PC. Son idéologie m'a attiré, les idéaux socialistes me paraissaient convaincants.

C'est ainsi que, près d'un an après la Libération, je suis arrivé à Marx. J'avais 18 ans quand je me suis lancé dans la lecture du *Capital* en langue allemande (la traduction hongroise n'existant pas à l'époque). Avec mon meilleur ami, nous avons étudié l'ouvrage minutieusement, phrase par phrase, en prenant des notes détaillées.

Quel que fût mon goût pour la lecture, ce n'était pas la recherche d'une satisfaction intellectuelle qui m'a donné la première impulsion en direction de Marx. Il y eut d'abord un rapprochement politique, le ralliement aux activités du Parti communiste et, par la suite, l'influence du livre, de l'œuvre de Marx. Je n'ai pas commencé par choisir Marx parmi divers courants de pensée, des écoles économiques ou philosophiques. Tout a commencé par le choix d'un parti politique et c'est ce parti – le PC – qui a posé l'œuvre de Marx sur ma table.

Je pourrais dresser une longue liste des aspects du *Capital* qui ont exercé la plus forte influence sur moi mais je me contenterai d'en souligner certains.

En avançant dans ma lecture, j'étais de plus en plus impressionné par la logique tranchante de l'œuvre, la rigueur de la pensée et de l'argumentation, la précision des termes. Un trait de caractère s'est ici manifesté, celui que mes proches et collègues appellent, non sans ironie, ma « manie de l'ordre ». Je supporte mal les approximations lorsqu'il s'agit d'œuvres sérieuses ou de conférences mais également de conversations libres. J'avais trouvé chez Marx une clarté dans l'organisation de la pensée, une acuité verbale qui m'ont séduit. Je n'ai fait connaissance que beaucoup plus tard avec les œuvres intégrant certains éléments de la vaste pensée marxienne dans des modèles mathématiques. Les économistes hongrois Bródy (1969) et japonais Morishima (1973) ont eu recours aux modèles matriciels input/output pour décrire la théorie marxiste de la reproduction. L'économiste américain Roemer (1986) a lui aussi fait appel aux outils de la microéconomie néoclassique pour reformuler l'économie politique marxiste. Pour les constructeurs de modèles mathématiques, l'emploi du langage rigoureux des mathématiques est facilité par le fait que Marx avait exposé ses thèses (par exemple sa théorie de la reproduction) dans un ordre logique, en faisant appel à des définitions précises.

Une autre chose m'a frappé, non pas d'emblée mais après avoir lu beaucoup de littérature marxiste, à savoir que cette doctrine peut doter son adepte d'une clé lui ouvrant toutes les portes ; elle le met en possession d'une grille d'analyse et d'un système de concepts dont la capacité d'explication est universelle. Quel que soit le problème qui se présente à un marxiste, que ce soit un fait historique, un problème économique ou la valeur d'une pièce de théâtre, la doctrine lui fournit l'outil lui permettant de le résoudre. Ceci lui donne un sentiment de supériorité. X ou Y, se dit-il, a peut-être une meilleure connaissance des débuts du capitalisme pour les avoir longuement étudiés – seulement, lui, il n'est pas marxiste, alors que je le suis, j'ai donc en fin de compte une meilleure compréhension de cette période. Il se peut que l'esthète N soit un plus fin connaisseur de la littérature et du genre dramatique que moi – mais il n'est pas marxiste, alors que je le suis ; je suis donc plus à même que lui de reconnaître les véritables vertus et faiblesses du drame dont il parle...

LA DOCTRINE
MARXISTE A LE
POUVOIR DE DOTER
SON ADEPTE D'UNE
CLÉ LUI OUVRANT
TOUTES LES PORTES.

Les jeunes intellectuels aspirent souvent à trouver une explication globale à tous les problèmes. Certains la trouvent en Dieu ou dans une religion. De nos jours, bien des économistes ou d'autres spécialistes des sciences sociales croient découvrir la clé de tous les comportements humains et de tous les phénomènes sociaux dans la théorie

du choix rationnel. Dans mon cas, ce fut le marxisme, plus précisément celui pratiqué par les marxistes de mon entourage, qui venait combler mon besoin de disposer d'un instrument de compréhension universel. Disant cela, je ne fais pas allusion à des gens médiocres mais pense à des sommités intellectuelles telles que mes compatriotes le philosophe György Lukács ou l'économiste Jenő Varga. J'avais le sentiment qu'en approfondissant mes connaissances de Marx et de ses plus éminents disciples, je serais mieux armé pour comprendre le monde.

Une troisième raison qui me poussait vers le marxisme en plus des deux précédentes a été l'engagement de Marx dans la défense des pauvres et des laissés-pour-compte. En 1944, dernière année de la guerre, le sort m'a arraché au confort d'une famille bourgeoise et m'a fait connaître, pendant quelques mois, le dur labeur du travail manuel. Cela s'est passé dans une briqueterie dont les ouvriers ont aimablement accueilli le jeune homme chétif que j'étais. Il m'est arrivé de me rendre chez eux et involontairement je comparais leurs logements exigus avec notre spacieux et élégant appartement, leurs repas maigres avec les nôtres, toujours copieux. C'est ainsi que le sentiment de solidarité est né en moi pour ne plus jamais me quitter. *Le Capital* de Marx où la compassion et la colère contre l'exploitation se mêlent à la froideur de l'analyse économique a été pour moi une lecture bouleversante.

Le temps des désillusions

Je vais faire un saut dans le temps. Je viens de parler des années d'après-guerre pour évoquer mon profil intellectuel de cette époque. Avec le temps, ma maîtrise de la pensée de Marx et de ses disciples s'est approfondie. Nous nous retrouvons ainsi en 1953, à la mort de Staline, et par suite dans les années tumultueuses qui marquent un tournant dans l'histoire des partis communistes et des pays gouvernés par eux. Ces années ont opéré un tournant dans ma manière de penser.

Cette fois encore, le changement n'est pas venu d'une rupture intellectuelle, par exemple de la lecture d'ouvrages réfutant le marxisme. Ce ne sont pas les idées critiques rencontrées dans des livres ou des revues qui m'ont conduit à penser que Marx s'était trompé. Ce sont des événements d'une toute autre nature qui m'ont ébranlé. Ce n'est pas mon raisonnement intellectuel qui a été mis en cause, car il était solidement établi à l'époque, mais ma foi. J'ai rencontré un collègue plus âgé, ancien communiste, dont j'ai appris qu'il avait été arrêté et torturé sans avoir commis le moindre crime. Jusqu'à

ce moment j'ignorais qu'au nom des idéaux communistes et sur injonction directe des hauts dirigeants du Parti, la police politique pouvait extorquer des faux aveux au moyen de la torture. Le fondement moral de mes convictions en fut sapé. Si de tels agissements étaient possibles au nom du communisme, à quels maux non moins graves fallait-il s'attendre?

Avec le recul, je comprends qu'avant ce tournant j'avais développé un véritable blocage intellectuel. Je croyais profondément dans l'idéal communiste, et non pas seulement sur le plan intellectuel mais de tout mon cœur et de toute mon âme. Aussi avais-je créé des barrières mentales destinées à empêcher l'intrusion d'idéaux étrangers au marxisme dans mon esprit. Jusque-là, quand je tombais sur un texte critique à l'égard de Marx, je le rejetais en tant que produit d'un raisonnement hostile. Je m'estimais dispensé de toute obligation de confronter les idées qui me gouvernaient avec des arguments opposés. Cet état d'esprit, soit dit en passant, n'est pas l'exclusivité des communistes, il caractérise tout fanatique⁴. Le procureur ou le juge de l'Inquisition, le fonctionnaire de l'organisation terroriste qui envoie ses kamikazes à la mort, le missionnaire évangéliste, le prêcheur fondamentaliste ou le politicien charismatique peuvent être cultivés et intelligents, dotés d'excellentes capacités intellectuelles, ils n'en demeurent pas moins incapables d'écouter les arguments opposés. Un fanatique ne peut pas être convaincu par des arguments rationnels. Il ne peut être atteint que par l'ébranlement des piliers de sa foi.

Quand mes fondements éthiques se sont effondrés, c'était comme si des écluses s'étaient ouvertes : un raz-de-marée d'idées se déversa sur moi. Je m'arrête, ici encore, pour tirer quelques enseignements de mon histoire. Le tournant proprement intellectuel fut, une fois de plus, précédé par un événement moins politique que moral. Une fois les écluses ouvertes, je me trouvais accessible aux arguments des autres. Je me suis mis à confronter les idées et méthodes marxistes acceptées jusqu'alors avec les idées critiques dont je venais de prendre connaissance. J'absorbais les nouveautés qu'elles contenaient et devenais moi-même critique. J'ai commencé à faire face aux problèmes que jusque-là je tâchais de repousser chaque fois qu'ils arrivaient aux abords de ma pensée.

À l'époque, j'étais journaliste économique. Souvent je m'étais heurté à des phénomènes choquants ; j'avais rencontré maintes formes de gaspillage, d'indiscipline, de

4. Amos Oz, le grand écrivain israélien, est arrivé à une conclusion similaire dans son excellent ouvrage *Comment guérir un fanatique ?* (2007).

malfaçon, de pénurie. Autant de problèmes à propos desquels l'économie politique de Marx ne nous offrait aucun outil d'analyse. Je commençais à me poser des questions sur une science n'ayant rien de solide à dire sur tous ces problèmes incontestablement économiques. Mon désarroi venait non pas du fait que les réponses qu'elle suggérait étaient inadéquates mais du constat que les questions n'avaient même pas été posées. Je me suis alors plongé dans l'étude des théories rivales du marxisme en les prenant au sérieux et, tout d'un coup, un nouvel horizon s'ouvrit. Ces théories étaient, en effet, centrées sur les problèmes qui m'entouraient. Elles posaient, certes, leurs questions principalement dans les conditions de l'économie capitaliste et y répondaient avec plus ou moins de bonheur. Mais elles traitaient aussi des problèmes universels (tels que l'efficacité de la production et ses relations avec les besoins, ou les rapports entre l'offre et la demande) aussi pertinents dans les conditions de l'économie socialiste que dans le capitalisme.

J'ai commencé à avoir des doutes au sujet de certaines propositions théoriques que Marx et ses disciples avaient formulées non dans l'ignorance du sujet mais après l'avoir longuement étudié. Je ne prendrai qu'un exemple : la thèse souvent citée de Marx sur la paupérisation. Parlant de « la loi, qui toujours équilibre le progrès de l'accumulation », il déclare en effet que l'accumulation de richesse « conduit à une accumulation de pauvreté, de souffrance, d'ignorance, d'abrutissement, de dégradation physique et morale, d'esclavage, pour la classe qui produit le capital même » (Marx, K. *Le Capital*, livre I (1867) [1883], p. 297). En accord avec ce que cette thèse suggère, les disciples de Marx avaient conclu à l'appauvrissement relatif et absolu de la classe ouvrière. Or, ce que toutes les statistiques fiables, et non de furtives impressions de voyage, attestent, c'est qu'en l'espace d'un siècle, dans les pays capitalistes développés, le niveau de vie des individus vivant de leur travail a considérablement augmenté (bien qu'il soit incontestable que la misère n'y ait pas entièrement disparu). Il ne s'agit pas d'un simple malentendu, d'une erreur facile à corriger. La thèse de la paupérisation du prolétariat occupe une place centrale dans le marxisme. S'il était vrai que la misère ne faisait que s'accroître et qu'elle devenait de plus en plus massive, la colère de millions d'hommes aurait déjà balayé le capitalisme.

SI LA THÈSE DE LA PAUPÉRISATION DU PROLÉTARIAT ÉTAIT VRAIE, LA COLÈRE DE MILLIONS D'HOMMES AURAIT DÉJÀ BALAYÉ LE CAPITALISME.

Je poursuivis l'étude des critiques du marxisme pendant de longues années. De plus en plus de thèses-clefs de la théorie économique de Marx sont devenues inacceptables à mes yeux. Et tandis que je me suis familiarisé

avec les théories susceptibles d'expliquer le mouvement réel des prix, des salaires, des coûts, des profits – théories que l'avancement des recherches a encore perfectionnées – j'ai fini par rejeter la théorie de la valeur travail ⁵.

Face à l'histoire

Mais revenons aux années ayant précédé la révolution hongroise de 1956. D'ancien bâtisseur enthousiaste et naïf du socialisme, j'en étais devenu, au milieu des années 1950, le contestataire de plus en plus sévère.

Sur le plan des idées, les gens de ma génération n'ont pas tous évolué de la même manière et au même rythme. Certains ont rejeté d'un seul coup leurs anciennes convictions, d'autres ont avancé à petits pas, essayant de protéger un par un chaque postulat de la démolition. Les uns ont commencé à réviser leurs idées dès les premiers changements, les autres n'y sont arrivés qu'après plusieurs années, alors même que l'attitude des uns et des autres a résulté des mêmes grands drames historiques vécus en commun. Pour les intellectuels devenus communistes par principe, la révolution hongroise de 1956 et sa répression constitua un événement dramatique, de même que le Printemps de Prague et son écrasement, puis le mouvement polonais *Solidarnosc* suivi de la déclaration de l'état de guerre. Même ceux qui cherchaient à conserver ne seraient-ce que des fragments de leurs anciennes convictions n'ont pu réprimer leurs doutes. La question qui nous a obsédés a été l'une des interrogations-clefs du XX^e siècle : celle de la nature du système appelé « socialisme réel ». Était-il inévitable que ce système apporte les souffrances que nous avons vécues, de la disette et des retards technologiques à la pénurie chronique, de l'étouffement des libertés aux brutalités de la terreur policière et au goulag ? Ou alors toutes ces expériences sinistres n'étaient-elles que les conséquences d'une déformation criminelle de la doctrine dans sa mise en pratique, sans lien avec Marx, sa théorie et le programme d'action qu'il avait conçu ?

Ou, pour le dire autrement, doit-on tenir Marx pour responsable de ce qui s'est passé en URSS à l'époque de Lénine, Staline, Khrouchtchev ou Brejnev, dans la Chine de Mao, et dans les autres pays communistes ?

5. C'est d'ailleurs la position non seulement de ceux qui n'ont jamais été sous l'influence de Marx mais aussi de la majorité des adeptes du « marxisme analytique » alors même que ce courant de pensée partage la plupart des éléments de la théorie sociale et philosophique de Marx (voir Tabbat, 2006, pp. 598-599).

DOSSIER : APRÈS LA CRISE, QUEL LIBÉRALISME ?

Nombreux sont ceux qui ont tenté d'imaginer comment Karl Marx se serait comporté si, à corps et âme identiques, il avait vécu au XX^e siècle, disons, à Budapest ? Aurait-il été un communiste que son caractère critique aurait bientôt poussé à rejoindre les dissidents ? Se serait-il trouvé, dans les années 1950, dans un camp de concentration et, s'il y avait survécu, aurait-il figuré parmi les intellectuels préparant avec leurs débats agités la révolution de 1956 ? Aurait-il pris part à celle-ci et, à supposer que la répression qui a suivi l'ait épargné, se serait-il fait auteur de *samizdats* pour critiquer sur un ton acide l'économie de type soviétique ? Réflexions passionnantes qui acquittent l'homme Marx et rendent hommage à son courage et à la constance de ses idéaux, en évitant de faire face à la seule question pertinente, celle portant sur la nature des liens entre ses théories et la réalité historique du système socialiste.

Je vais essayer, dans un premier temps, de répondre à cette question d'une manière concise : oui, le système socialiste (non pas la belle utopie mais le système qui a réellement existé et dans lequel j'ai vécu) a bien réalisé le projet de Marx.

OUI, LE SYSTÈME
SOCIALISTE A BIEN
RÉALISÉ LE PROJET
DE MARX.

Je sais qu'une affirmation aussi catégorique ne manquera pas de choquer. Je vais la répéter toutefois puisque j'en suis convaincu. C'est un fait historique que ce qui s'est produit dans la sphère communiste, entre 1917 et 1989, a été pour l'essentiel la mise en application de ce que Marx avait considéré comme le système socialiste appelé à se substituer au capitalisme.

La pensée marxiste repose en effet sur l'idée selon laquelle le capitalisme est caractérisé par la propriété privée. Passer du capitalisme au socialisme implique donc la collectivisation des moyens de production. Tant que la propriété privée domine, la coopération entre les individus, l'échange des biens, l'allocation des moyens de production sont assurés par le marché. Mais comme coordinateur, celui-ci fonctionne mal, il manque de transparence et se comporte de façon désordonnée. La propriété publique doit permettre en revanche que les forces productives, et par conséquent l'allocation du travail, deviennent transparentes et ordonnées.

Citons ici un exemple pour prouver que ces thèses sont celles de Marx et non pas celles de ses disciples qui les auraient mal interprétées. Ainsi dans *Le Capital* : « Le monopole du capital devient une entrave pour le mode de production qui a grandi et prospéré avec lui et grâce à lui [...]. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs vont être à leur tour expropriés. » (Marx, K. *Le Capital*, livre I (1867) [1883], p. 312).

Les deux principales caractéristiques de ce système mis en place en URSS et dans les pays communistes ont été conformes aux prescriptions de Marx :

- il a presque complètement liquidé la propriété privée des moyens de production (bien que quelques résidus étroitement contrôlés de celle-ci aient pu subsister ici ou là) pour la remplacer par des formes de propriété collective rendue dominante tout particulièrement sous sa forme de propriété d'État ;
- il est arrivé pratiquement à la liquidation complète de la coordination par le marché (bien que des traces en aient subsisté par le biais du marché noir) en lui substituant la planification centralisée, la coordination bureaucratique et le dirigisme économique.

Ce ne sont pas des traits secondaires et arbitrairement choisis du système socialiste. Ce que j'ai noté ci-dessus sont ses deux caractéristiques fondamentales ⁶.

Chaque fois que j'ai débattu de ce sujet avec des marxistes convaincus, l'argument qui m'a été opposé consistait à dire que les régimes stalinien ou maoïste s'étaient servi du nom de Marx pour se donner un saint protecteur alors que, dans la réalité, ils n'avaient rien à voir avec lui. J'ai essayé de leur opposer les propres mots de Marx en soutenant que Staline ou Mao se réclamaient à juste titre de lui puisqu'ils obéissaient à la mission historique qu'il leur avait léguée.

LE SYSTÈME SUR
LEQUEL RÈGNE LE
PCC EST DE NATURE
CAPITALISTE. IL EST
LE CONTRAIRE DU
PROGRAMME DE
MARX.

J'observe, entre parenthèses, que l'affirmation selon laquelle le portrait de Marx ne serait cloué au mur qu'en guise de « saint protecteur » lors des cérémonies politiques est particulièrement vraie pour le Parti communiste chinois dont de telles images servent à camoufler la véritable politique. Le système sur lequel règne le PCC est de nature capitaliste puisque la propriété privée est la forme dominante de propriété et que le marché est le principal mécanisme de coordination. Ce qui a été réalisé en Chine au cours des trente dernières années est le contraire du programme de Marx et de ce que ce pays, de même que les autres pays socialistes, se sont vu imposer auparavant.

Les défenseurs irréductibles de Marx n'aiment pas regarder en face la dure réalité qui est que le parti bolchevique russe et ses adeptes à l'étranger ont réalisé son pro-

6. J'ai essayé de résumer ici les caractéristiques essentielles de l'économie socialiste. C'est dans mon livre *Le système socialiste* (1993) que j'avais développé ces idées en détail.

gramme. J'ai plus d'un souvenir personnel pour illustrer cela. Dans des universités américaines, j'ai rencontré des étudiants intelligents et travailleurs qui se disaient « économistes radicaux ». Les ouvrages qu'ils considéraient comme utiles, ils les étudiaient avec sérieux. Prêts à maîtriser de manière approfondie les théories et la méthodologie dominantes en science économique, ils refusaient en revanche d'approfondir leurs connaissances de l'économie soviétique ou des pays de l'Est. Ce sujet leur semblait inintéressant, voire repoussant, sans rapport avec les idées qu'ils étaient prêts à accepter. Pour moi, c'est une politique de l'autruche.

Mais ce n'est pas seulement parmi de jeunes étudiants que j'ai rencontré de tels comportements. Récemment, relisant des travaux sur le marxisme, travaux érudits écrits par des savants dotés d'une grande ouverture d'esprit et d'une grande réputation, je me suis aperçu que les meilleurs de ces travaux, et plus particulièrement eux, faisaient l'impasse sur les rapports des expériences historiques (de l'URSS, de la Chine d'avant les réformes et des pays communistes) avec le programme de Marx. Dans beaucoup de ces ouvrages, les noms de Lénine et Staline n'apparaissent même pas.

À mon avis, l'honnêteté intellectuelle oblige de nous poser sérieusement la question : quel fut le lien entre les idées de Marx et les systèmes socialistes réels ? Quelle était la part de Marx dans Lénine ou Staline ? En ce qui me concerne, j'ai tenté de donner une

réponse claire, et même si elle prête à discussion, la question mérite d'être examinée.

**LE SYSTÈME
SOCIALISTE NE PEUT
FONCTIONNER SANS
RÉPRESSION.**

Toute économie dont on élimine l'initiative privée et la coordination par le marché appelle une régulation administrative. Dans une telle construction, le seul moyen de faire respecter la discipline et les instructions données d'en haut est la contrainte. Le système socialiste ne peut fonctionner sans répression. Si son mécanisme se détend, tôt ou tard le système s'effondre. C'est ce qui s'est passé en URSS et, après sa désintégration, dans les pays de l'Est.

Cela soulève la question des positions de Marx en matière de dictature et de démocratie. Il aurait été probablement horrifié s'il avait vu de ses yeux ce qui se passait dans les chambres de torture de la Tcheka ou dans les camps de concentration de Sibérie. Mais, sur le papier, Marx comme Engels parlaient avec dédain du constitutionnalisme, du parlementarisme et de la démocratie, qu'ils jugeaient vides et formels car bourgeois, et ils ont défendu le principe de la dictature du prolétariat.

J'ai récemment relu le célèbre débat entre Kautsky et Lénine, c'est-à-dire l'ouvrage de Kautsky (*La dictature du prolétariat*, 1918) et la réponse de Lénine (*La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, 1918). Le texte de Kautsky est objectif et mesuré, il croit fermement aux idéaux socialistes mais reste un partisan de la démocratie parlementaire. Il exprime sa crainte qu'on puisse, au nom du prolétariat, opprimer la volonté de la majorité, abuser du pouvoir ou laisser la minorité sans protection. Lénine réfute avec véhémence les arguments de Kautsky, il accumule les sarcasmes et met en cause l'honnêteté intellectuelle de son adversaire. Quand on relit Kautsky, force est de reconnaître que toutes ses craintes étaient justifiées. Il avait raison sur toute la ligne contre Lénine, à l'exception d'un seul point important, l'interprétation de la position de Marx et d'Engels. Ce n'était pas Kautsky mais bien Lénine qui avait trouvé à l'appui de sa thèse les citations les plus pertinentes des deux grands prophètes du socialisme. Il rappelle notamment ces paroles célèbres de Marx : « [...] les ouvriers substituent leur dictature révolutionnaire à la dictature de la bourgeoisie [...] » (Marx K., 1873, p. 181). Il cite également Engels : « [...] le parti victorieux [...] doit continuer à dominer avec la terreur que ses armes inspirent aux réactionnaires [...] » (Engels, 1872, p. 184). Et encore un passage de Engels que Lénine jette ironiquement à la figure de Kautsky : « [...] l'État n'est rien d'autre qu'un appareil pour opprimer une classe par une autre, et cela, tout autant dans la république démocratique que dans la monarchie » (Engels, 1891, p. 6).

Dans cette partie de la polémique, Kautsky a du mal à trouver un texte de Marx allant dans son sens. Lui aussi le cite sur la dictature du prolétariat en y ajoutant ce commentaire désabusé : « Hélas, Marx a omis de développer de manière précise comment il imaginait cette dictature » (Kautsky, 1919, p. 30). Je n'ai trouvé ni chez Kautsky, ni chez aucun contemporain sympathisant de Marx mais restant objectif à son égard, une citation dans laquelle Marx, ce brillant analyste politique qui avait su analyser sous tant d'angles les rapports entre gouvernance, État, oppression et liberté, aurait sérieusement traité du lien entre les institutions démocratiques et les droits de l'homme ainsi que des dangers de la dictature. Marx ignorait en effet le problème, et l'équation si difficile à résoudre de la protection institutionnelle des libertés individuelles. Son mépris ironique a imprégné ses disciples dont Lénine.

L'affirmation selon laquelle la démocratie n'est que la dictature de la bourgeoisie que la révolution doit remplacer par une autre dictature a émoussé la distinction entre démocratie et dictature. Après l'arrivée au pouvoir de Hitler, les communistes occidentaux ont commencé à se rendre compte que la démocratie dite formelle et bourgeoise de même que le parlementarisme, l'État de droit et le principe de légalité

ne sont pas des tromperies mais des valeurs irremplaçables qui offrent, entre autres, une protection aux individus désireux de s'exprimer, aux voix critiques à l'égard du gouvernement en place, aux réformistes désireux de changer la société et, parmi eux, aux intellectuels tels que Marx lui-même le fut.

Il se peut qu'à son époque le contraste entre démocratie et dictature, ou entre la dictature de la bourgeoisie et celle du prolétariat, ait pu passer pour une opposition entre idées abstraites. De nos jours, pour ceux qui ont connu la tyrannie de Staline,

**LE DÉNIGREMENT
DE LA DÉMOCRATIE
DANS LES ŒUVRES
DE MARX A PRÉPARÉ
LE TERRAIN SUR
LEQUEL LA TYRANNIE
LÉNINISTE-
STALINISTE-MAOÏSTE
S'EST ÉRIGÉE.**

de Mao, de Rákosi et des autres, et y ont survécu, ces mots ont une signification différente. On s'aperçoit que le dénigrement de la démocratie dans les œuvres de Marx a préparé le terrain sur lequel la tyrannie léniniste-staliniste-maoïste s'est érigée.

Évidemment, quand je parle de « responsabilité », je le fais dans un sens autre que pénal. Proclamer une idée fautive n'est pas un délit. Ce n'est pas non plus au sens éthique que la question de la « responsabilité » se pose ici. Ce ne sont pas des impératifs éthiques que Marx a violés quand il prit fait et cause pour l'abolition de la propriété privée et du marché et quand il a méconnu l'importance de la démocratie parlementaire et de l'État de droit. Je n'évoque qu'une responsabilité intellectuelle. Celui qui proclame une idée qui déclenche une action à l'échelle sociale devient responsable des événements qui auront lieu et de leurs conséquences. Plus ses paroles ont d'impact, plus sa responsabilité est grande. Or, personne n'a exercé par ses idées et par son programme un impact plus grand que Karl Marx.

Un héritage

Depuis l'effondrement du système socialiste, il est courant dans les milieux intellectuels de penser que les idées de Marx sont dépassées. Combien de fois ai-je rencontré des écrits ou des propos affirmant hautainement que Marx est « du passé », qu'il a été démenti par l'histoire et qu'il est temps de cesser de s'occuper de ses idées désuètes.

De nos jours, alors que sévit la crise économique, une tendance contraire se répand. Marx revient à la mode. Hommes politiques et journalistes évoquent avec délecta-

tion ses prophéties sur l'effondrement inéluctable du capitalisme. Tout à coup, *Le Capital* est redevenu un best-seller ⁷.

Aucun de ces deux courants n'est justifié. Par ses œuvres, Marx a durablement inscrit son nom dans l'histoire politique et intellectuelle, et nombre de ses idées restent d'actualité. J'y reviendrai tout à l'heure, mais je voudrais d'abord faire quelques observations sur la nouvelle renaissance de Marx. Il est vrai que la thèse selon laquelle le capitalisme comporte des forces autodestructrices qui conduisent à une crise fatale et à son effondrement est une prophétie récurrente chez Marx. Mais même les chercheurs les plus respectueux de sa pensée reconnaissent que son raisonnement sur l'effondrement final du système est difficile à suivre ; qu'il est tendancieux voire faux ⁸.

Je ne me livre pas à des exercices de prophétie, ayant appris d'expérience que les changements de portée historique arrivent souvent de façon inattendue. Je ne sais pas quelle sera la structure de la société de demain. Je peux cependant affirmer que, dans mon champ de vision, la fin du capitalisme n'est pas à l'ordre du jour et je vois encore moins les signes de remplacement du capitalisme par le socialisme. Les fondements du capitalisme m'apparaissent solides. Ce débat ne sera pas tranché par un combat entre devins, il le sera par l'histoire. La seule chose que nous pouvons affirmer avec certitude aujourd'hui est que le capitalisme est momentanément en état de crise mais qu'il n'en est pas moins vivant.

Dans la presse, on peut lire des déclarations d'hommes politiques et de journalistes selon lesquelles la « soviétisation » du monde occidental serait en marche. Sinon, quel serait le sens des décisions prises par certains gouvernements d'offrir une aide aux entreprises en difficulté en contrepartie de nationalisations partielles ? (Notons que la propriété publique ainsi créée pourra être privatisée plus tard, à moins qu'un parti communiste décidé à introduire le modèle soviétique n'accède au pouvoir aux États-Unis ou en Angleterre...). Ceux qui annoncent aujourd'hui l'avènement de la « soviétisation » et l'introduction du socialisme ne font que montrer leur ignorance du marxisme, de l'histoire de l'URSS et des caractéristiques du système socialiste.

7. Pour le regain d'intérêt suscité à l'égard de Marx, voir l'article du *Times* londonien (Collins, 2008).

8. L'interprétation généralement retenue au sujet de cette théorie marxienne est la suivante : la tendance à la baisse du taux de la plus-value conduit finalement à l'effondrement du mode de production capitaliste. La majorité des critiques conteste une telle tendance, tant pour des considérations théoriques que par référence à des faits historiques. Je partage l'avis de ces critiques.

CEUX QUI
ANNONCENT
AUJOURD'HUI
L'AVÈNEMENT DE LA
« SOVIÉTISATION »
NE FONT QUE
MONTRER LEUR
IGNORANCE DU
MARXISME, DE
L'HISTOIRE DE
L'URSS ET DES
CARACTÉRISTIQUES
DU SYSTÈME
SOCIALISTE.

Dans les livres I et III du *Capital* on trouve en revanche de géniaux développements sur les périodes d'expansion excessive du crédit et leur impact sur les crises. Marx a été probablement le premier, ou du moins parmi les premiers, à décrire comment l'expansion du crédit conduit – dans les termes marxistes – à la « surproduction », c'est-à-dire à une production supérieure à la demande réelle, et à la création de capacités excessives. Cette expansion accélérée perdure jusqu'au jour où la chaîne des crédits commence à se rompre⁹.

Tant dans les milieux académiques que parmi les experts il y a eu ces dernières années des gens qui ont dénoncé les dangers d'un octroi irresponsable de crédits, la mésestimation des risques ou les insuffisances de la régulation et qui ont même proposé des mesures de prévention, mais sans être écoutés. Mais il ne faut pas chercher ces vigiles attentifs dans les milieux marxistes ou parmi les adversaires radicaux du capitalisme ; on les trouve bien au contraire parmi les défenseurs du capitalisme, plus particulièrement parmi les réformateurs du système.

Dans ce qui précède, je me suis intéressé à quelques-unes des pensées marquantes de Marx en expliquant pourquoi je ne pouvais pas les accepter. Mais je tiens à ajouter qu'il a indéniablement apporté à la réflexion scientifique un certain nombre d'éléments précieux auxquels je fais moi-même appel et que je continue d'utiliser. Je vais me borner ici à quelques exemples. En abordant le sujet de la « destruction créatrice », nous sommes nombreux à nous référer à Schumpeter. Nous pensons avec lui à l'entrepreneur introduisant des technologies nouvelles. Nous pensons aussi au développement capitaliste qui détruit l'ancien monde et lui substitue son nouveau mode de production. Mais il faut dire que Marx et Engels avaient décrit ce processus, celui du pouvoir créatif et destructif du capitalisme bien avant, dans les toutes premières lignes si saisissantes de leur *Manifeste communiste*. Dans la conception marxiste de l'économie, le rôle du capitaliste est prépondérant dans le processus d'innovation.

Avant et après Marx, l'attention de la plupart des économistes était fixée sur les états d'équilibre, et notamment sur le cas spécifique de l'équilibre entre l'offre et la demande.

9. Il est connu que Marx n'a pas récapitulé ces pensées sur les crises répétitives. La référence la plus importante pouvant être évoquée ici est *Le Capital*, livre III (1963-1983), [1974], chapitre XXX. Pour un résumé succinct des idées de Marx sur les crises, voir E. Mandel, 2008.

Plus tard, la science économique a qualifié cet équilibre de « walrasien ». Marx fut, à côté de Malthus, le pionnier de la recherche portant sur les situations autres que celles d'équilibre, et il s'est intéressé non seulement aux variations autour de l'équilibre mais aussi aux cas d'écart durables. Il s'est penché tout particulièrement sur le cas du marché de travail où l'offre peut excéder la demande durablement. En observant le phénomène de « surpeuplement relatif » (le terme vient de lui), il a cherché à lui donner une explication économique plus que démographique. Aujourd'hui, on appelle ce phénomène « équilibre de sous-emploi » (voir par exemple Layard, Nickell et Jackman, 2005, pp. 8 et 12). Peu d'économistes se souviennent que c'est Marx qui a été le premier à le décrire. Pour moi il est important de souligner que c'est grâce à lui que j'ai appris qu'il fallait s'intéresser aux déséquilibres de marché ¹⁰.

PEU D'ÉCONOMISTES
SE SOUVIENNENT
QUE MARX A ÉTÉ LE
PREMIER À DÉCRIRE
LE PHÉNOMÈNE D'«
ÉQUILIBRE DE SOUS-
EMPLOI ».

Je ne connais pas dans le détail l'histoire de la notion de « capitalisme » ni celle de son entrée dans la pensée scientifique. Mais il me semble que, depuis longtemps, la majorité des hommes politiques, des écrivains et des chercheurs attribuent à Marx et au courant marxiste l'introduction de ce terme de même que l'habitude de lui opposer un monde nouveau, celui du socialisme, qui à son époque n'avait été que prophétie. Marx n'avait pas conçu le socialisme comme une utopie mais comme une réalité historique qui adviendrait certainement. Son concept était étroitement lié à sa théorie des modes de production successifs dont les caractéristiques sont profondément distinctes.

Aujourd'hui encore, ma pensée est fortement influencée par cet élément de la construction intellectuelle marxiste. Dans l'un de mes ouvrages, j'intitule « paradigme systémique » cette approche qui refuse de raisonner par segments isolés (une tranche délimitée de la société, de la sphère politique, de la culture, de la sphère intellectuelle, ou de l'économie) mais considère toujours l'ensemble. Elle s'intéresse aux interactions, et, évitant de donner du système une image statique, essaie d'en comprendre la dynamique historique. C'est Marx qui fut le pionnier et le maître inégalé de ce paradigme. Il a su être à la fois économiste, sociologue, politologue et historien. Alors que personne n'avait utilisé le terme d'« interdisciplinarité », il montrait le chemin permettant de surmonter les frontières entre disciplines et de poursuivre des recherches en sciences sociales avec une vue d'ensemble.

10. Le phénomène qui occupait le cœur de mes recherches (Kornai, 1980), celui notamment de la pénurie chronique de biens et de main-d'œuvre caractérisant l'économie socialiste, est l'image négative du surplus permanent décrit par Marx et Keynes, dont il se situe symétriquement à l'opposé.

On me pose souvent la question de savoir si je suis marxiste. Ma réponse est un non catégorique ¹¹. Certains affirment que j'appartiens à l'école autrichienne ou bien que je suis keynésien ou néoclassique voire néolibéral, et ainsi de suite. Je hoche la tête en refusant chacun de ces qualificatifs. Je ne suis l'adepte d'aucune école et d'aucun « isme ». Si d'autres sont tentés de l'être, je ne me laisse pas enfermer dans l'un ou l'autre de ces tiroirs. J'accepte plutôt de reconnaître avec les paroles ironiques d'Engels que les éléments de ma pensée se mélangent comme la soupe du mendiant. Si j'étais de meilleure intention à l'égard de moi-même, je dirais que je m'efforce d'intégrer un grand nombre de courants de pensée. Et lorsque je dois vraiment citer mes maîtres, j'avance les noms de Schumpeter, de Keynes et de Hayek. Mais, sur cette liste, c'est le nom de Karl Marx qui occupe la première place.

11. Aujourd'hui, en Europe de l'Est, même ceux qui enseignaient en 1989 le matérialisme dialectique ou l'économie politique (cours doctrinal sur la dialectique et le matérialisme marxiste et cours d'économie politique tout aussi dogmatique) répondent par non. Les raisons de ma déclaration sont tout à fait différentes et sont motivées par des antécédents personnels. Comme je l'ai dit au début de ma conférence, j'avais été marxiste dans mes débuts. En novembre 1956, après l'entrée en force des chars soviétiques à Budapest, j'ai annoncé au secrétaire de la cellule locale du Parti communiste que je n'étais plus marxiste et lui ai demandé de bien vouloir en prendre acte. Cela m'a causé de nombreuses difficultés personnelles dans un monde académique où il était strictement obligatoire d'être marxiste.

Références

- R. Backhouse, *The Penguin History of Economics*, London, Penguin Books, 2002.
- A. Bródy (1969), *Prices, Production and Planning*, Amsterdam, North-Holland, 1979.
- P. Collins, « **Karl Marx: Did he get it all right ?** », Times, 21 octobre 2008. <http://www.timesonline.co.uk>
- J. Elster, *Karl Marx : une interprétation analytique*, Paris, PUF, 1989.
- F. Engels, *De l'autorité*, 1872, pp. 182-184. <http://www.marxists.org/francais/marx/works/00/parti/index.htm>
- F. Engels, *Introduction à la guerre civile en France*, 1891, pp.1-8. <http://www.marxists.org/francais/engels/works/1891/03/fe18910318.htm>
- D. Foley, *Understanding Capital: Marx's Economic Theory*, Cambridge MA, Harvard University Press, 1986.
- M. Ivánné Hild, « **A marxi elmélet újrafelfedezésének története** » (L'histoire de la « redécouverte » de la théorie marxiste), *Eszmélet*, 1997, année 9, n°34, p. 123-145.
- M. Ivánné Hild, « **Az analitikus marxizmus néhány problémafelvetése** » (Certaine problématique du marxisme analytique), dans J. Temesi (ed.), **50 éves a Budapesti Közgazdaságtudományi Egyetem** (Le 50^e anniversaire de l'Université de L'Économie de Budapest) Jubileumi tudományos ülészak Budapest, BKE, 1998, volume II, pp. 741–753.
- K. Kautsky (1918), *La dictature du prolétariat*, Paris, Union générale d'éditions, 1972.
- L. Kolakowski, *Main Currents of Marxism*, Oxford, Oxford University Press, 1978.
- J. Kornai (1980), *Socialisme et économie de la pénurie*, Paris, Economica, 1984.
- J. Kornai (1996), *Le système socialiste : l'économie politique du communisme*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1993.
- J. Kornai (2005), *By Force of Thought. Irregular Memoirs of an Intellectual Journey*, Cambridge MA and London, England, The MIT Press, 2006.
- R. Layard, S. Nickell et R. Jackman, *Unemployment. Macroeconomic Performance and the Labor Market*, Oxford, Oxford University Press, 2005.
- V. I. Lénine (1918), *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, Paris, Éditions sociales, 1953.
- E. Mandel, « **Marx, Karl Heinrich (1818–1883)** », in S. N. Durlauf et L. E. Blume (dir.), *The New Palgrave Dictionary of Economics*, 2^e édition, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2008.

- K. Marx et F. Engels (1848), **Le Manifeste du Parti communiste**, Paris, Le Temps de Cerises, 1995.
- K. Marx, **La guerre civile en France**, 1871, pp.1-92.
http://classiques.uqac.ca/classiques/Marx_karl/guerre_civile_france/guerre_civile_france.pdf
- K. Marx, **De l'indifférence en matière politique**, 1873, p. 181-182.
<http://www.marxists.org/francais/marx/works/00/parti/index.htm>
- K. Marx (1867), **Le Capital I**, Paris, Librairie Marpon et Flammarion, 1883.
- K. Marx (1863-1883), **Le Capital III**, Paris, éd. Alfred Costes, 1933.
- M. Morishima, **Marx's Economics: A Dual Theory of Value and Growth**, Cambridge, Cambridge University Press, 1973.
- A. Oz, **Comment guérir un fanatique**, Paris, Gallimard, 2006.
- E. J. Roemer (dir.), **Analytical Marxism**, Cambridge, UK, Cambridge University Press, 1986.
- E. J. Roemer (dir.), **Foundations of Analytical Marxism**, Brookfield, Elgar, 1994.
- F. Tabbitt, « **A Brief History, Scope, and Peculiarities of Analytical Marxism** », *Review of Radical Political Economics*, 2006.
www.sagepublications.com
- G. Vaggi et P. Groenewegen, **A Concise History of Economic Thought**, Basingstone, Palgrave Macmillan, 2006.

Un autre regard sur la pensée économique

GÉRARD DRÉAN
Consultant

Dans l'imagerie courante, la discipline économique naît en 1776 grâce à Adam Smith, prend sa forme moderne avec la révolution marginaliste des années 1871-1875, et connaît son couronnement avec la révolution keynésienne de 1936. Comme pour les autres sciences, chaque étape est censée confirmer et intégrer certaines idées des auteurs précédents, en réfuter définitivement d'autres, et apporter des éléments nouveaux qui font progresser la connaissance. Cet article propose de rectifier ce schéma simpliste, en débusquant chez les grands auteurs des conceptions différentes de la discipline économique.

La réflexion économique n'a pas commencé avec Adam Smith. Dès l'Antiquité grecque, plusieurs auteurs, au premier rang desquels Démocrite et Aristote, ont abordé des questions économiques. Pendant tout le Moyen Âge, des religieux et des philosophes ont écrit sur le « juste prix », la « bonne » attitude envers la richesse et la monnaie, ou la légitimité du prêt à intérêt ¹. Mais leurs préoccupations étaient principalement morales, et leur traitement des questions économiques apparaissait comme un fragment d'un discours philosophique.

Au XVI^e siècle, les scolastiques de l'école de Salamanque ² entreprennent d'appliquer à l'économie les principes de la loi naturelle. Ils justifient ainsi la liberté de circulation des personnes, des biens et des idées, et légitiment la propriété privée et le prêt à intérêt. Leurs travaux comprennent une théorie de la valeur (subjective) et une théorie de la monnaie qui font d'eux les véritables fondateurs de la science économique.

Plusieurs idées nouvelles commencent à cheminer : la première, que la richesse d'un pays ne se résume pas à celle du prince, mais est constituée par le bien-être des

1. Parmi les plus grands : saint Thomas d'Aquin et Nicolas Oresme.

2. Quelques noms : Francisco de Vitoria, Tomás de Mercado, Domingo de Soto, Diego Covarrubias, Martin d'Azpilcueta, Luis de Molina.

habitants ; la deuxième, déjà exprimée par Platon, que cette richesse est due principalement à la division du travail et à sa contrepartie, les échanges, c'est-à-dire à l'organisation économique ; pour comprendre ce système, il faut donc étudier avant tout les interactions entre les individus, une position qu'on appellera plus tard l'individualisme méthodologique ; enfin, en économie tout se tient : on ne peut pas comprendre un phénomène en l'examinant isolément.

Dès le XVII^e siècle naissent plusieurs grands traités d'économie – discipline dorénavant reconnue comme autonome – qui veulent traiter ensemble toutes les questions d'économie considérées comme formant système : le *Traité d'économie politique* d'Antoine de Montchrestien, en 1615 ; presque un siècle plus tard, en 1695, *Le Détail de la France* de Boisguilbert... Mais la véritable floraison a lieu dans la deuxième moitié du XVIII^e, avec successivement Cantillon (*Essai sur la nature du commerce en général*, écrit posthume publié en 1755), Quesnay (*Tableau économique*, 1758), Turgot (*Réflexions sur la formation et la distribution des richesses*, 1766), bien entendu Smith et son *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations* de 1776, mais aussi, la même année, Condillac (*Le Commerce et le Gouvernement considérés relativement l'un à l'autre*).

La « révolution smithienne »

Ces derniers auteurs rompent avec les mercantilistes du XVII^e siècle, comme Montchrestien, qui se posaient en conseillers du prince et s'intéressaient principalement au commerce international, à la monnaie et à l'impôt. L'économie vise maintenant à expliquer la réalité, non à juger ou à prescrire. Elle cherche à dire quelles causes produisent quels effets, en posant l'hypothèse héritée d'Aristote et des scolastiques que ce système obéit à des lois générales et universelles que le rôle des économistes est de découvrir et de faire connaître.

Contrairement à la légende, Adam Smith n'apporte rien d'original par rapport à ses prédécesseurs dont il reprend largement les idées. Il fait même figure d'intrus parmi ces pionniers, tous français, y compris l'Irlandais Cantillon qui fit sa carrière de banquier en France. Pourquoi, même chez les Français réputés chauvins, la postérité fera-t-elle de Smith le père fondateur de l'économie plutôt que Cantillon ou Turgot, voire les scolastiques espagnols ? Mystère !

Smith répand même quelques erreurs, qui seront corrigées par son admirateur et propagandiste Jean-Baptiste Say. Dans la tradition de Locke, il pose que la valeur des choses est déterminée par le travail humain qui a servi à les produire, et peut donc être établie de façon objective. Cette position, bien dans l'esprit protestant pour lequel le travail est la valeur suprême, sera développée par Ricardo et deviendra le fondement du marxisme, avant d'être rejetée par les marginalistes. Cette conception le conduit notamment à refuser toute valeur aux services, et donc à les exclure du champ de la réflexion économique.

Les classiques français, au contraire, restent fidèles à la conception subjective héritée des Grecs et confirmée par Thomas d'Aquin qui écrivait vers 1270 : « Le prix des choses n'est pas fixé selon leur nature, mais selon leur utilité pour l'homme ³. » Pour eux, comme pour leurs précurseurs de l'école de Salamanque, la valeur n'existe que dans l'esprit des hommes, et n'est autre que l'évaluation subjective du plaisir ou de l'utilité que chacun pense pouvoir en tirer. En cela ils rompent avec les physiocrates qui, avec leur chef de file Quesnay, pensaient que la terre est l'origine de la valeur de toutes choses ⁴.

POUR LES
CLASSIQUES,
LA VALEUR N'EXISTE
QUE DANS L'ESPRIT
DES HOMMES.

Cette différence entre les classiques anglais et les classiques français n'est pas anodine au plan épistémologique qui est celui de cet article. Si on postule que les choses ont une valeur intrinsèque indépendante des jugements humains, les économistes et les philosophes peuvent penser qu'une de leurs tâches est de découvrir cette « vraie » valeur, voire de proposer les dispositions sociales qui feront émerger les « justes » prix : l'économie tend à devenir normative. Dans le cas contraire, la seule tâche de l'économiste est d'expliquer comment se forment les prix à partir des innombrables jugements de valeur, qui relèvent, eux, de la psychologie : l'économie est une science purement descriptive.

De même, si la valeur est objective, elle peut être considérée comme une grandeur mesurable et donc sommable sur une population d'individus. La notion de valeur pour une collectivité prend alors une signification précise mathématiquement calculable, et il devient possible de parler d'optimum et de rechercher les dispositions

3. « *Pretium rerum venalium non consideratur secundum gradum naturae [...], sed consideratur secundum quod res in usum hominis veniunt.* » (*Summa theologiae*.)

4. Ce qui est assez compréhensible dans une société essentiellement agricole.

sociales qui maximisent cette valeur collective. Si au contraire la valeur n'est que l'intensité d'un désir, elle n'est ni mesurable, ni comparable entre individus, ni sommable sur une population, et la notion d'optimum collectif n'a pas de sens.

Au total, la conception smithienne d'une valeur objective, qui sera celle des classiques anglais et de Marx, légitime l'interventionnisme étatique, même si Smith est considéré (à tort) comme le fondateur du libéralisme économique⁵. Au contraire, la conception scolastique et française de la valeur subjective invite à soutenir une idéologie libérale.

Certes, les classiques français et anglais sont d'accord sur de nombreux points. Mais quand ils diffèrent, et au premier chef sur cette question de la valeur, ce sont les Français qui sont à la fois fidèles à la tradition multiséculaire et cohérents avec les futures idées néoclassiques, alors que Smith inaugure une tradition parallèle qui s'éteindra pratiquement un siècle plus tard avec l'arrivée du marginalisme. Même l'anglais William Stanley Jevons, parmi les fondateurs du marginalisme, critiquera

┌ S'IL FAUT CHOISIR
UNE GRANDE
RÉFÉRENCE
PARMI LES
CLASSIQUES, C'EST
JEAN-BAPTISTE SAY.

sévèrement Mill et Ricardo pour conclure : « *Our English economists have been living in a fool's paradise. The truth is with the French school, and the sooner we recognize the fact, the better it will be for all the world*⁶. » S'il faut choisir une grande référence parmi les classiques, c'est Jean-Baptiste Say, comme le pensait Thomas Jefferson qui fit du *Traité* de Say, plutôt que de celui de Smith, le manuel de plusieurs générations d'étudiants américains.

Bref, on ne peut voir le début de l'histoire de la pensée économique comme une génération spontanée due au génie d'Adam Smith, ni résumer l'école classique à sa branche anglaise, ni voir en Say un auteur secondaire un peu déviant, comme c'est paradoxalement la mode en France. C'est en réalité une lente maturation pluriséculaire où s'inscrivent parfaitement Turgot et Say, puis, au XIX^e siècle, les économistes libéraux français dont Frédéric Bastiat, et d'où s'écartent temporairement quelques branches secondaires comme les mercantilistes du XVII^e siècle, puis Smith et les classiques anglais au XVIII^e.

5. Honneur qui conviendrait mieux à Turgot, ou plus exactement à son mentor Vincent de Gournay.

6. « Nos économistes anglais ont vécu au pays des rêves. La vérité est avec l'école française, et plus vite nous le reconnaitrons, mieux cela sera. » Préface de la deuxième édition de *The Theory of Political Economy*, 1879.

La « révolution marginaliste »

Pour l'histoire conventionnelle, la révolution marginaliste des années 1870 marque le début de l'ère moderne de la discipline économique. En particulier, l'introduction du raisonnement mathématique aurait conféré à l'économie le statut de science.

La réalité est plus complexe. Entre les trois fondateurs de l'école marginaliste, Menger, Jevons et Walras, il y a bien un point d'accord – leur conception de la valeur –, mais aussi des points de désaccord, dont justement l'usage des mathématiques, et, plus fondamentalement, la nature de la science économique.

Sur la valeur, ces trois auteurs retrouvent des idées déjà proposées par des auteurs de l'école classique française comme Galiani ou Turgot : pour chaque agent, la valeur de chaque unité d'un bien est d'autant plus faible que la quantité totale qu'il en possède est plus élevée, et c'est à partir de ces valeurs « marginales » d'une unité supplémentaire que les échanges déterminent les prix. Du même coup, ils réaffirment la conception subjective de la valeur, puisque la valeur d'un même bien est différente pour chaque agent, peut varier au fil du temps pour un même agent, et que cette différence est même la condition *sine qua non* de l'échange.

Sur ce point fondamental, le marginalisme est cohérent avec les classiques français et en rupture avec les classiques anglais.

Mais cette révolution marginaliste est aussi associée à d'autres novations sur lesquelles nos trois auteurs ont des positions différentes, même si on tend à prêter à tous les trois des positions qui sont celles du seul Walras. Les plus importantes de ces différences portent sur la conception même de l'économie en tant que discipline, où s'affrontent deux positions extrêmes : celle de Walras et celle de Menger, Jevons occupant une position intermédiaire.

IL EXISTE PARMIS
LES MARGINALISTES
DES DIVERGENCES
QUANT À LA
CONCEPTION DE
L'ÉCONOMIE EN TANT
QUE DISCIPLINE.

Walras et Jevons prennent explicitement pour modèle la physique et privilégient l'étude mathématique des équilibres en utilisant des modèles formels simplifiés, alors que les classiques, de l'école anglaise comme de l'école française, considèrent que l'économie et les sciences physiques sont de natures fondamentalement différentes et que les méthodes applicables à l'une ne sont pas applicables à l'autre.

Pour comprendre cette opposition, il faut revenir sur les conceptions épistémologiques et méthodologiques des classiques que tous ont pratiquées de façon spontanée mais que Say a été le premier à expliciter dans le discours préliminaire de son *Traité*, et auxquelles Nassau William Senior ⁷, John Stuart Mill ⁸, John Elliott Cairnes ⁹, et jusqu'à John Neville Keynes ¹⁰ (le père...) ont consacré des ouvrages entiers.

Les économistes classiques se donnaient pour tâche d'expliquer les phénomènes réels en débrouillant les liens qui lient les causes et les effets, comme le font toutes les sciences. En même temps, ils comprenaient que le système particulier qu'ils cherchaient à expliquer est complexe, que chaque acte élémentaire produit une multitude d'effets, et que chaque effet résulte d'une multitude de causes.

Leur méthode consiste donc à étudier les effets de chaque cause prise séparément, en isolant par la pensée les différentes modalités de l'action humaine pour en dériver les effets par un raisonnement logique. Quand par exemple John Stuart Mill utilise la fiction d'un *homo economicus* qui n'obéit qu'à ses intérêts matériels immédiats, il ne dit pas que l'homme réel n'obéit qu'à son intérêt ni qu'il devrait le faire. Cela signifie seulement qu'à ce stade de son étude, l'économiste choisit d'étudier les conséquences de la recherche par chaque individu de son intérêt, en faisant temporairement abstraction de ses autres motivations.

Certes cette méthode d'analyse initiale est celle des sciences physiques. Elle est abstraite, au sens propre du mot, puisqu'elle consiste à extraire de la réalité chaque facteur tour à tour pour raisonner séparément sur chacun. Mais, tout en appliquant ce raisonnement abstrait, les économistes classiques restent réalistes. Les hypothèses qui définissent ces cas simplifiés ne sont pas arbitraires et choisies uniquement pour faciliter le raisonnement, mais sont tirées de l'observation des êtres humains.

D'autre part, ils n'oublient pas que dans la réalité toutes ces causes sont simultanément présentes. Ils savent aussi que, par leur nature même, ces relations causales élémentaires ne sont pas vérifiables par l'expérience. S'agissant des sociétés humaines, non seulement il est impossible d'imaginer un dispositif expérimental qui isolerait un phénomène élémentaire, mais l'observation des faits bruts n'est elle-même

7. *An Outline of the Science of Political Economy*, 1836.

8. « Essay V : On the Definition of Political Economy and on the Method of Investigation Proper to It », *Essays on Some Unsettled Questions of Political Economy*, 1844.

9. *The Character and Logical Method of Political Economy*, 1848.

10. *The Scope and Method of Political Economy*, 1891.

pas concluante. Comme pour tous les phénomènes complexes, même purement physiques, il est impossible d'identifier toutes les causes qui interviennent dans la production d'une situation réelle ; et de plus, comme dans toutes les disciplines où intervient l'action humaine, même les phénomènes élémentaires sont imprévisibles et non quantifiables ; donc on ne peut ni comparer ni sommer leurs effets.

Ces constats impliquent que la formulation mathématique est inapplicable, et plus généralement que la construction de modèles mathématiques comme dans les sciences physiques ne sont pas acceptables en économie, pas plus que dans les sciences humaines en général. C'est précisément cette position, appelée dualisme méthodologique, que contestent Jevons et Walras : pour eux, l'économie doit prendre pour modèle les sciences physiques, plus précisément la mécanique rationnelle, et utiliser les mêmes méthodes mathématiques.

Jusque-là, à part Bernoulli, Cournot et quelques rares autres, les économistes ont résisté à cette tentation. Ceux qui ont abordé les questions méthodologiques ont justifié ce rejet, par exemple Say : « Ce serait vainement qu'on s'imaginerait donner plus de précision et une marche plus sûre à cette science, en appliquant les mathématiques à la solution de ses problèmes. Les valeurs et les quantités dont elle s'occupe, étant susceptibles de plus et de moins, sembleraient devoir entrer dans le domaine des mathématiques ; mais elles sont en même temps soumises à l'influence des facultés, des besoins, des volontés des hommes ; or, on peut bien savoir dans quel sens agissent ces actions diverses, mais on ne peut pas apprécier rigoureusement leur influence ; de là l'impossibilité d'y trouver des données suffisamment exactes pour en faire la base d'un calcul ¹¹. »

CE N'EST PAS
L'IGNORANCE OU LA
NÉGLIGENCE QUI
MOTIVE LE REJET DE
LA FORMULATION
MATHÉMATIQUE
MAIS UNE
RÉFLEXION SUR
LA NATURE MÊME
DES PHÉNOMÈNES
ÉCONOMIQUES.

Menger maintient explicitement cette position, opposée à celle de Walras et Jevons : une formulation mathématique des phénomènes économiques n'est possible qu'en évacuant tout ce qui fait leur substance, et doit être condamnée sans appel. Cette même position a été soutenue, et pour la même raison, par de grands mathématiciens (Laplace au début du XIX^e siècle, Poincaré à la fin, dans sa correspondance avec Walras). Certains qui ont abordé les questions économiques, comme Dupuit, se sont bien gardés d'y utiliser la formulation mathématique. Ce n'est donc pas l'ignorance ou la négligence qui

11. *Traité d'économie politique*, discours préliminaire, 1803.

motive ce rejet, comme les économistes mathématiciens contemporains le prétendent souvent, mais une réflexion sur la nature même des phénomènes économiques d'une part, des mathématiques d'autre part.

Jevons et Walras pensent au contraire que l'utilisation du raisonnement mathématique est indispensable pour faire de l'économie une science rigoureuse. Mais, alors que Jevons reste en accord avec la conception causale-réaliste des classiques et ne voit dans le raisonnement mathématique qu'un outil, Walras et ses disciples veulent construire un modèle mathématique général de l'économie pour fonder l'« économie politique pure ». Puis, ayant démontré que ce modèle imaginaire possède des propriétés qu'ils jugent intéressantes (dont la « Pareto-optimalité »), ils l'érigent en norme d'organisation sociale et cherchent avec l'« économie sociale » et l'« économie politique appliquée » les moyens d'obliger la réalité à se conformer à ce modèle.

Nombre d'économistes commencent alors à confondre deux sens du mot « modèle » : représentation du réel d'une part, norme de comportement de l'autre. Tant qu'il ne s'agit que de formaliser une représentation approchée d'un phénomène dans le but d'en faciliter l'étude, comme le propose Jevons, il n'y a que demi-mal, à condition de procéder à une discussion des résultats de cette étude, comme on le fait en physique, pour se demander ce qui en advient quand on réintroduit dans le raisonnement les facteurs ignorés en construisant le modèle. Il devient clair que la rigueur du raisonne-

**LA RIGUEUR DU
RAISONNEMENT
NE SUFFIT PAS
POUR RENDRE
LES CONCLUSIONS
VALIDES DANS LE
MONDE RÉEL.**

ment ne suffit pas pour rendre les conclusions valides dans le monde réel. Et s'il y a désaccord entre le modèle et la réalité, on en conclut qu'il faut changer de modèle.

Si au contraire le modèle est pris comme une norme, tout désaccord entre modèle et réalité doit se résoudre par un changement de la réalité. Par un véritable coup de force intellectuel, l'économiste se croit autorisé à préconiser des actes politiques destinés à forcer les acteurs économiques à agir conformément à un modèle qu'il a construit avec pour seul objectif qu'il se prête à la formalisation mathématique. Par exemple, il recommande une législation qui rende la concurrence réelle conforme à la mythique « concurrence pure et parfaite ».

Les économistes ne se sont pas immédiatement précipités dans la voie que leur proposait Walras. Les plus critiques, comme les « Autrichiens », disciples de Menger, ont continué à juger que le simple fait qu'un modèle puisse être formulé sous forme d'équations solubles par des méthodes algébriques lui interdit a priori de représenter

une quelconque réalité économique. La plupart des autres ont d'abord suivi Jevons en appliquant avec plus ou moins de bonheur l'outillage mathématique à l'approche causale-réaliste des classiques. Marshall, par exemple, dans la ligne de Jevons, reste très réservé. Non content de confiner les développements mathématiques aux annexes de ses ouvrages, il donne en 1906 ces conseils à un jeune économiste : « (1) *Use mathematics as a short-hand language, rather than as an engine of inquiry.* (2) *Keep to them till you have done.* (3) *Translate into English.* (4) *Then illustrate by examples that are important in real life.* (5) *Burn the mathematics.* (6) *If you can't succeed in 4, burn 3. This last I did often*¹². » Et n'oublions pas que Marshall était initialement professeur de mathématiques !

Mais les économistes oublient progressivement ces réserves. À partir des années 1930, pour la majorité d'entre eux, l'utilisation des mathématiques est devenue partie intégrante de la discipline, et est présentée comme un progrès radical qui garantit la scientificité de l'économie par opposition aux sciences « molles » que sont les autres sciences humaines.

Mais si le rejet des mathématiques est une conséquence directe de la conception classique de l'économie, leur érection en méthode obligée doit en bonne logique impliquer une conception différente de la discipline elle-même. Pour les classiques, la méthodologie est une conséquence obligée de leur épistémologie. Si on impose des méthodes différentes, les bases épistémologiques doivent nécessairement être différentes.

Reprenons les trois épithètes qui caractérisent l'école classique, aussi bien sa version anglaise que sa version française : causale, abstraite, réaliste. En quoi les néoclassiques adeptes de l'économie mathématique rompent-ils avec cette conception ?

Le procès en irréalisme n'est plus à faire, qu'il s'agisse du modèle de l'agent omniscient capable de calculer instantanément la solution optimale d'un programme linéaire formé d'un nombre pratiquement infini d'équations, de l'hypothèse de fonctions de préférence continues et dérivables ou du mythique « commissaire-priseur » qui tient un rôle central dans l'équilibre économique.

On objectera peut-être qu'il s'agit d'un modèle de même nature que l'*homo economicus* des classiques, mais il ne s'agit pas du même processus d'abstraction. Les classi-

12. « (1) Utilisez les mathématiques comme un langage sténographique plutôt que comme un instrument de recherche. (2) Continuez jusqu'à ce que vous ayez fini. (3) Traduisez en anglais. (4) Puis illustrez par des exemples qui sont importants dans la vie courante. (5) Brûlez les mathématiques. (6) Si vous échouez dans l'étape 4, brûlez les résultats de l'étape 3. Cette dernière étape, je l'ai faite souvent. »

ques extraient de la réalité certains traits pour en étudier les effets isolément, mais cherchent à dégager des lois qui restent valables quand on prend également en considération ce qu'ils ont provisoirement ignoré, de même que le physicien étudie séparément la gravitation (dans le vide) et la résistance de l'air (en déplacement horizontal), mais formule la loi de la gravitation de façon qu'elle reste vraie en présence de la résistance de l'air et puisse se combiner avec elle. Les néoclassiques, eux, construisent *ex nihilo* des fictions totalisantes qui ne sont aucunement des approximations de la réalité observable, mais le plus souvent sa négation, et ne pourraient

LES MODÈLES
CLASSIQUES
REPRÉSENTENT
UNE PARTIE DU
RÉEL, LES MODÈLES
NÉOCLASSIQUES
QUELQUE CHOSE
D'IRRÉEL.

ainsi être utiles que dans un raisonnement contrefactuel. Les modèles classiques représentent une partie du réel, les modèles néoclassiques quelque chose d'irréel.

Au XX^e siècle, Milton Friedman a tenté de défendre cet irréalisme en proposant la position dite « instrumentaliste » : peu importe le réalisme des hypothèses, pourvu qu'elles permettent des prévisions vérifiables. Le problème, c'est justement que les prévisions des économistes sont régulièrement démenties, ce qui ne permet donc en rien de valider les hypothèses. Correctement appliqué, le critère de Friedman, loin de justifier la méthodologie walrasienne, la condamne. Mais cela n'ébranle pas ceux qui voient les modèles comme des normes. Pour eux, le réalisme des hypothèses n'est pas un problème, puisque l'objectif est justement de faire en sorte que la réalité se calque a posteriori sur le modèle.

Enfin, les néoclassiques abandonnent de fait l'approche causale. En focalisant leur attention sur les situations d'équilibre, ils éliminent le temps de leur raisonnement et évacuent ainsi la notion même de causalité, dont on sait depuis Aristote qu'elle implique la succession dans le temps. À l'équilibre, les actions des agents sont censées avoir produit tous leurs effets, et les économistes n'étudient que l'état qui en résulte, non les processus par lesquels les phénomènes s'enchaînent. Ils s'interdisent ainsi d'expliquer les phénomènes réels par leurs causes, ce qui est pourtant le but de toute science. Ce constat d'échec conduit certains auteurs à des tentatives pathétiques de réintroduire la causalité à travers des monstruosité logiques en forme d'oxymores, comme la « causalité simultanée » ou la « causalité réciproque ».

La « révolution marginaliste » est loin d'être homogène. Menger, suivi par l'école autrichienne, incarne la continuité en restant fidèle à la conception causale réaliste et au dualisme méthodologique des classiques. En abandonnant l'épistémologie classique

pour adopter les méthodes de la mécanique rationnelle, Walras, et à un degré moindre Jevons, inaugurent un courant déviant – qui deviendra hégémonique soixante ans plus tard – de plus en plus abstrait mais qui n'est plus ni causal, ni réaliste, ni donc scientifique. Ce que le marginalisme a de réellement révolutionnaire marque l'entrée d'une impasse : celle de l'assimilation de l'économie aux sciences physiques.

La « révolution keynésienne »

Selon le récit conventionnel, Keynes vient enfin couronner la pensée néoclassique en complétant la théorie des échanges et de l'allocation des ressources, dorénavant appelée microéconomie, par la théorie des grands agrégats nationaux appelée macroéconomie, et en reconnaissant le rôle central de la monnaie dans le système économique.

Cette vision relève de l'illusion. Keynes ne situe pas sa réflexion par rapport à Walras, qu'il ne cite qu'une seule fois, et sur un point mineur, dans sa *Théorie générale*. Ses références vont à Malthus, Ricardo et Marshall, et son ambition n'est pas de réfuter les théories classiques, mais de construire une théorie générale dont la théorie classique sera un cas particulier. Ce n'est que plus tard, lorsque l'approche walrasienne sera devenue hégémonique, que d'autres auteurs¹³ en rapprocheront certaines des positions de Keynes, tout en oubliant l'essentiel, pour construire la « grande synthèse néoclassique ».

Keynes, lui, adopte constamment des positions épistémologiques et méthodologiques plus proches de celles de Menger que de celles de Walras. Pour lui comme pour les classiques, la discipline économique concerne les relations causales diachroniques entre les phénomènes observables. S'il critique certaines positions de ses prédécesseurs, c'est au nom du réalisme. La production et l'entrepreneur sont au centre de sa réflexion, ainsi que le temps, l'incertitude, les anticipations et les « esprits animaux » des agents, alors que l'approche walrasienne est centrée sur l'échange, évacue l'entrepreneur et postule un *homo economicus* omniscient et parfaitement rationnel.

Sur l'usage du raisonnement mathématique en économie, bien que (ou parce que...) particulièrement brillant en mathématiques, il se montre plus négatif encore que

13. Les plus célèbres étant Hicks et Samuelson.

Marshall en écrivant : « *Too large a proportion of recent "mathematical" economics are merely concoctions, as imprecise as the initial assumptions they rest on, which allow the author to lose sight of the complexities and interdependencies of the real world in a maze of pretentious and unhelpful symbols*¹⁴. »

IL FAUT ÊTRE
BIEN IGNORANT
DE L'HISTOIRE
DE LA PENSÉE
ÉCONOMIQUE POUR
CROIRE QUE KEYNES
A ÉTÉ LE PREMIER
ÉCONOMISTE À
S'INTÉRESSER À
LA MONNAIE.

En donnant à la monnaie une place centrale dans l'économie, il ne fait que l'y maintenir alors que Walras l'en a expulsé. Il faut être bien ignorant de l'histoire de la pensée économique pour croire que Keynes a été le premier économiste à s'intéresser à la monnaie, ou que les classiques professaient que la monnaie est « neutre », comme le serinent trop souvent les manuels. La monnaie a constamment été au centre de la réflexion économique depuis Aristote, en passant par Oresme, Copernic, Jean Bodin, Locke, Cantillon, Hume, Galiani et les grands

traités de Smith, Say, Ricardo, Mill ou Menger. Elle n'a été évacuée que pendant quelques décennies par le modèle de l'équilibre général walrasien.

Bref, une grande partie de ce qui est considéré comme original dans la pensée de Keynes ne peut l'être que dans la mesure où on réduit l'économie à la conception étroite née après Walras et qui deviendra dominante après la parution de la *Théorie générale*. Certes, il dit s'opposer aux classiques, qu'il définit comme ceux qui croient en la loi de Say, réécrite par ses soins sous la forme « toute offre crée sa propre demande », ce que Say lui-même n'a jamais écrit^{15 16}. Mais s'il se range ainsi parmi les pessimistes comme Sismondi ou Malthus en s'opposant aux optimistes que sont Say et Bastiat, il n'en est pas moins fidèle à l'épistémologie des classiques.

Qu'en est-il alors des apports qui sont censés constituer la « révolution keynésienne », de l'idée que le laissez-faire ne conduit pas nécessairement à l'optimum économique ? Une position classique : l'équilibre et l'optimum sont des concepts walrasiens

14. « Une trop grande part de l'économie "mathématique" récente n'est que fictions, aussi imprécises que les hypothèses sur lesquelles elles reposent, qui permettent à leur auteur de perdre de vue les complexités et les interdépendances du monde réel dans un dédale de symboles prétentieux et inutiles. » *The General Theory of Employment, Interest and Money*.

15. Les citations exactes de Say sont (c'est moi qui souligne) : « L'achat d'un produit ne peut être fait qu'avec la valeur d'un autre » et « Un produit terminé offre, dès cet instant, un débouché à d'autres produits pour tout le montant de sa valeur », ce qui est évidemment très différent.

16. De même que Menger disait s'opposer aux classiques, mais les définissait comme ceux qui croient en une valeur objective, ignorant complètement l'école française.

que les classiques n'utilisent jamais et que Keynes ne leur impute qu'à travers sa réécriture erronée de la loi de Say. La thèse que l'intervention de l'État est indispensable à la bonne marche de l'économie ? C'est celle des mercantilistes et de certains classiques, principalement de la branche anglaise.

Si on se limite à ce qui concerne la conception même de la discipline, en ignorant les différences substantielles sur les questions économiques, il reste l'invention de la macroéconomie, définie comme l'étude des agrégats et des indicateurs économiques nationaux, sans référence aux actes élémentaires des acteurs individuels, ou en leur substituant un mythique « agent représentatif », ce qui revient à peu près au même.

Là encore, il faut y regarder de près : Keynes prend au contraire grand soin de faire reposer son étude sur les actions des acteurs individuels, et se livre même, au chapitre 4 de la *Théorie générale*, à une critique en règle des mesures appliquées à des agrégats hétérogènes, comme le capital ou le travail, qui rejoint celle des Autrichiens. Mais cela ne l'empêche pas de se contredire ensuite en utilisant ses propres mesures, qui sont tout aussi critiquables, et en écrivant des équations qui lient directement des grandeurs macroéconomiques. C'est ce que retiendront ses successeurs, en éliminant de leur raisonnement tout ce que Keynes considérait comme essentiel (le temps, l'incertitude, l'entrepreneur) mais qui polluerait la sacro-sainte formalisation mathématique.

Ce faisant, ils abandonnent l'individualisme méthodologique et vont plus loin dans l'abandon de la conception causale des classiques. En effet, dans le monde réel, seuls les actes d'individus peuvent être la cause des phénomènes économiques. Les variations des grandeurs agrégées en sont la conséquence, et peuvent à leur tour être la cause d'actions individuelles qui entraîneront de nouvelles variations des grandeurs agrégées, mais elles ne peuvent pas être directement cause les unes des autres. Entre des grandeurs agrégées la macroéconomie contemporaine peut constater des corrélations, mais est structurellement incapable d'expliquer ce qu'elle observe.

Au total, l'économiste emblématique de la deuxième moitié du XX^e siècle est avant tout un héritier des classiques, opposé à l'épistémologie walrasienne et non à celle des classiques dont il ambitionne de compléter l'œuvre. Si nous admettons que la véritable orthodoxie est celle de Say et Menger, alors que Walras inaugure un courant déviant, Keynes appartient à cette orthodoxie contre Walras.

La révolution keynésienne est aussi hétérogène que la précédente, si ce n'est que les positions différentes se trouvent cette fois chez un seul et même auteur, dont

la cohérence n'était pas la vertu principale. La novation de Keynes a été d'ouvrir la voie à l'abandon de l'individualisme méthodologique et à la déconnexion de la

LA NOVATION
DE KEYNES A ÉTÉ
D'OUVRIR LA VOIE
À L'ABANDON DE
L'INDIVIDUALISME
MÉTHODOLOGIQUE
ET À LA
DÉCONNEXION DE
LA MACROÉCONOMIE
D'AVEC LA RÉALITÉ.

macroéconomie d'avec la réalité. Ce que sa pensée a de réellement novateur forme l'entrée d'une deuxième impasse méthodologique : celle de l'étude des agrégats sans référence aux actions individuelles.

L'histoire de la pensée économique est bien loin de se résumer à un perfectionnement progressif dont les grandes étapes seraient Smith, Walras et Keynes. Il existe bien un courant de pensée qui se développe de façon harmonieuse au fil des siècles en se perfectionnant progressivement, comme pour les autres sciences,

mais c'est celui qui part des scolastiques, passe par Turgot, Say et Menger, et aboutit à Ludwig von Mises, dont le *magnum opus*, *L'Action humaine*, résume bien tout ce qui précède.

Par rapport à ce courant, Smith représente une déviation dont les dernières ramifications s'éteindront avec Marx, mais qui ne remet pas en cause la définition même de la discipline. Walras, au contraire, inaugure une rupture épistémologique profonde et durable. Keynes, bien qu'appartenant à la tradition centrale, fournit les éléments qui ont permis à certains de ses disciples de parachever la rupture en séparant macroéconomie et microéconomie.

Et maintenant ?

Le courant issu de Walras et renforcé par les émules de Keynes a occupé presque tout l'espace de la discipline économique pendant le XX^e siècle, et continue à occuper la quasi-totalité de son enseignement. Examiner les motivations d'ordre socio-psychologique qui ont poussé le gros des économistes à se précipiter dans ces deux impasses est hors du propos de cet article. Toujours est-il que l'immense majorité des économistes a sacrifié le réalisme au formalisme et à la rigueur mathématique en oubliant le dualisme méthodologique des classiques pour singer les sciences physiques.

Mais tout ce que le courant dominant de l'économie contemporaine a gagné en rigueur, il l'a perdu en pertinence. Le choix méthodologique fait pour donner à

l'économie un statut de science aboutit à déconnecter cette discipline de ce qui devrait être son objet : les phénomènes du monde réel. Loin d'être, selon les auteurs, une marque de scientificité ou au contraire une question de méthode relativement secondaire, la sacralisation des mathématiques est la faute originelle de l'économie contemporaine. De dérive en dérive, l'économie dite « orthodoxe » est devenue une branche mineure des mathématiques, la théorie rigoureuse d'un monde imaginaire. Elle a peut-être les apparences d'une science, mais c'est une science sans objet. Ni les théorèmes que démontrent les économistes orthodoxes ni leurs préconisations politiques ne concernent le monde dans lequel nous vivons. Leur fascination pour les méthodes mathématiques fait irrésistiblement penser au quidam de la blague qui cherche sous un réverbère le portefeuille qu'il a perdu ailleurs, sous prétexte que « ici, il y a de la lumière »...

DONNER À
L'ÉCONOMIE
UN STATUT DE
SCIENCE ABOUTIT À
DÉCONNECTER CETTE
DISCIPLINE DE CE
QUI DEVRAIT ÊTRE
SON OBJET :
LES PHÉNOMÈNES
DU MONDE RÉEL.

Un nombre croissant d'économistes contemporains ont pris acte de la faillite du paradigme néoclassique. La plupart se consacrent à des travaux empiriques, en mobilisant des théories ad hoc empruntées aux diverses écoles de pensée. Pour eux, la part théorique de l'économie n'est qu'une boîte à outils où chaque outil peut avoir son utilité sans qu'il soit besoin d'un fondement théorique commun.

Les plus réalistes réintroduisent dans la théorie, un par un, des faits élémentaires mais fondamentaux que tout petit commerçant connaît d'instinct et qui forment la base de la tradition classique, sapant ainsi lentement les fondements de l'orthodoxie. Même s'ils vont dans le bon sens, il n'est pas interdit de juger comme un peu pathétiques ces efforts pour traiter les phénomènes du monde réel en bricolant une théorie construite sur l'hypothèse que ces phénomènes n'existent pas. Une excessive fidélité à la théorie standard est devenue un obstacle au progrès de la connaissance, et le détour par l'économie néoclassique se révèle plus nuisible qu'utile.

Or, la discipline économique n'arrive pas à se libérer franchement de son héritage walraso-keynésien aujourd'hui en ruine. L'enseignement académique continue à reposer sur l'*homo economicus*, l'équilibre général et la modélisation mathématique, et à séparer soigneusement la macroéconomie de la microéconomie. De nombreux travaux empiriques continuent à se référer au paradigme néoclassique, ne serait-ce qu'implicitement, comme s'il représentait une théorie achevée intangible. Dans leur

majorité, les économistes sont comme des explorateurs arrivés au fond d'un tunnel, qui s'obstinent à creuser pour essayer d'en sortir plutôt que d'accepter sagement de revenir à l'entrée.

Rares sont ceux qui vont jusqu'au bout de leur logique, comme Herbert Simon (prix Nobel d'économie 1978) qui écrivait en 1997, à propos de l'économie telle qu'elle est enseignée : « *Yes, I am throwing it away. I think the textbooks are a scandal. I think to expose young impressionable minds to this scholastic exercise, as though it said something about the real world, is a scandal...* »¹⁷, ou Deirdre McCloskey : « *It is all nonsense, which future generations of economists are going to have to do all over again. Most of what appears in the best journals of economics is unscientific rubbish* »¹⁸.

En même temps qu'elle revient au réalisme et à l'observation, la discipline économique se disperse en une multitude de spécialités et de sous-spécialités, où la tradition néo-classique n'est plus qu'une école parmi d'autres. « Discipline éclatée, la science économique d'aujourd'hui se développe à travers une multitude de travaux, consacrés pour la plupart à des objets ponctuels, abordés à travers des approches réductrices. Le temps des synthèses et des reconstructions paraît encore loin »¹⁹. La discipline économique revient en somme au XVI^e siècle, avant que les classiques en affirment l'unité en obser-

IL VA BIEN
FALLOIR QUE LES
ÉCONOMISTES
RAPPROCHENT
LEURS TRAVAUX
AUJOURD'HUI
DISPARATES ET QUE
L'ÉCONOMIE REFASSÉ
LE CHEMIN
QUI A JADIS MENÉ À
SAY ET À MILL.

vant que tous les phénomènes économiques sont interdépendants, ce que redisent les Autrichiens : « *Economics does not allow of any breaking up into special branches. It invariably deals with the interconnectedness of all the phenomena of action. [...]. There is only one coherent body of economics* »²⁰. Il va bien falloir que les économistes rapprochent leurs travaux aujourd'hui disparates et que l'économie refasse le chemin qui a jadis mené à Say et à Mill, et dont la tradition dite « autrichienne », à la suite de Menger, a maintenu envers et contre tous les principes méthodologiques : recherche des relations causales

17. « Oui, je la rejette. Je pense que les manuels sont un scandale. Je pense qu'exposer de jeunes esprits impressionnables à cet exercice scolastique, comme s'il disait quelque chose sur le monde réel, est un scandale. »

18. « Ce n'est qu'absurdités, que les futures générations d'économistes vont devoir refaire en entier. La plupart de ce qui paraît dans les meilleures revues d'économie est de la pacotille non scientifique. » Deirdre McCloskey, *The Secrets Sins of Economics*, 2002.

19. Michel Beaud et Gilles Dostaler, *La Pensée économique depuis Keynes*, 1993.

20. « L'économie ne peut pas être découpée en branches spécialisées. Elle traite invariablement de l'interconnexion de tous les phénomènes de l'action. Il n'y a qu'un seul corpus cohérent de l'économie. » Ludwig von Mises, *Human Action : A Treatise on Economics*, 1949.

entre phénomènes observables, dualisme méthodologique, méfiance envers la formalisation mathématique.

Parce qu'elle est d'abord réaliste, cette tradition incorpore depuis toujours des idées aujourd'hui considérées comme des percées conceptuelles fondatrices d'autant de nouvelles écoles de pensée : rationalité limitée, information limitée, asymétries d'information, incertitude radicale, complexité des comportements et des relations sociales, dynamique des comportements et des situations, importance des institutions. Plus profondément encore, la plupart des problèmes épistémologiques que l'orthodoxie économique pose aux économistes et aux philosophes contemporains disparaissent ou trouvent leur solution dans la tradition classico-autrichienne. Bien peu nombreux sont aujourd'hui ceux qui s'en réclament, mais c'est pourtant ce courant qui représente aujourd'hui la tradition centrale, comme finit par le reconnaître en 1973 John Hicks, prix Nobel d'économie 1972 et l'un des principaux artisans de la synthèse néoclassique : « *The "Austrians" were not a peculiar sect, out of the mainstream ; they were in the mainstream ; it was the others who were out of it*²¹. »

Pour retrouver le bon chemin, la voie la plus sûre et la plus rapide serait donc de revenir au point où les économistes se sont fourvoyés en suivant Walras puis Keynes, pour retrouver avec Menger l'axe majeur de la pensée économique et y rejoindre le plus vite possible leurs collègues de l'école autrichienne et notamment Ludwig von Mises. À cent trente ans de distance, on peut dire en paraphrasant Jevons : « Nos économistes contemporains vivent au pays des rêves. La vérité est avec l'école franco-autrichienne, et plus vite on le reconnaîtra, mieux cela sera. »

21. « Les "Autrichiens" n'étaient pas une secte particulière en dehors du courant principal ; ils étaient le courant principal ; ce sont les autres qui étaient en-dehors. » John Hicks, *Capital and Time : A Neo-Austrian Theory*.

Sauver la démocratie libérale

THIERRY FOUCART

Chercheur associé au laboratoire de sociologie et d'anthropologie de l'université de Franche-Comté

La dynamique égalitaire en cours dans les démocraties occidentales, concomitante à la fin de l'autorité, favorise l'émergence de la médiocrité en incitant, comme l'explique Alexis de Tocqueville, les « faibles » à revendiquer l'égalité avec les « forts ». La faiblesse du pouvoir démocratique donne alors une ouverture au laxisme et à la démagogie.

Dans un avenir difficile à décrire, l'exercice du pouvoir par ceux que Tocqueville désignait par le qualificatif de « faibles » peut conduire à des avatars de la démocratie dangereux, comparables à ceux qui ont existé dans un passé récent.

Égalité démocratique et fin de l'autorité

On trouve de nombreuses études sur l'autorité, souvent fondées sur la classification classique de la domination proposée par Max Weber ¹ et sur l'ouvrage bien connu d'Hannah Arendt ².

En 1999, *Le Monde des débats* a ouvert un dialogue sur la disparition de l'autorité entre les philosophes Alain Renaut et Pierre Manent et le scientifique Albert Jacquard ³. Renaut a poursuivi sa réflexion dans un essai ⁴ où il étudie la fin de l'autorité d'un point de vue

1. Max Weber, 1922, *Économie et société*, Pocket, Agora, 1995.

2. Hannah Arendt, « Qu'est-ce que l'autorité ? » in *La Crise de la culture. Huit exercices de pensée politique*, Paris, coll. « Folio essais », Gallimard, 1972, p. 121-122.

3. Ce débat animé par Patrick Savidan a été publié : Albert Jacquard, Pierre Manent, Alain Renaut, *Une éducation sans autorité ni sanction ?*, Paris, Grasset, 2003.

4. Alain Renaut, *La Fin de l'autorité*, Paris, Flammarion, 2004.

général, puis en examinant successivement le pouvoir politique, éducatif, judiciaire et médical. Reprenant l'analyse d'Hannah Arendt, il explique que l'évolution vers l'égalité démocratique fait disparaître les références transcendantes dans lesquelles l'autorité trouvait sa justification. Comme le psychanalyste Mendel⁵, il considère l'autorité charismatique comme antidémocratique, puisque irrationnelle, et celle de l'expert fondée sur la raison théorique qu'il oppose à la raison pratique comme insuffisante pour agir.

L'élargissement du débat démocratique que le philosophe suggère pour rétablir l'autorité politique revient pour Mendel à renforcer a contrario la cause de sa disparition. De même, l'abaissement de l'âge de la majorité à 16 ans, que Renaut préconise parce que conforme à l'égalité démocratique, risque de se retourner contre ceux qu'il est au contraire important, suivant Arendt, de protéger et de tenir à l'écart de la vie politique.

Renaut ne donne pas, de son propre aveu, de solution satisfaisante. Il serait vain d'après lui de ne pas voir la nécessité d'une restauration de l'autorité tout autant que de souhaiter un simple retour à l'autorité traditionnelle.

RESTAURER
L'AUTORITÉ EN
IMPOSANT DE
NOUVELLES VALEURS
TRANSCENDANTES
EST UNE TENTATIVE
QUI SEMBLE
VOUÉE À L'ÉCHEC.

L'autorité se trouve placée au centre d'un entrelacs de propositions contradictoires. Les mesures que l'on envisage pour la restaurer sont contraires à la démocratie, ou inefficaces, et risquent d'avoir l'effet inverse de celui recherché. Restaurer l'autorité en imposant de nouvelles valeurs transcendantes est une tentative qui semble vouée à l'échec parce que, comme l'explique Arendt, se référant à Machiavel, cela nécessiterait une nouvelle fondation, c'est-à-dire une crise violente, brutale, inacceptable dans une démocratie. C'est en poursuivant l'analyse de la disparition de l'autorité que l'on peut trouver d'autres solutions rétablissant un fonctionnement de la démocratie plus efficace.

De l'informatisation de la société à celle de la pensée

L'informatisation de la société⁶ a concerné tout d'abord toutes les procédures de gestion. Les logiciels comptables ont fait disparaître tous les emplois subalternes et

5. Gérard Mendel, *La Révolte contre le père*, Paris, Payot, 1988 ; *Une histoire de l'autorité*, Paris, La Découverte, 2002.

6. Simon Nora, Alain Minc, *L'Informatisation de la société*, Documentation française, 1978.

amélioré la gestion des entreprises. Inversement, ils ont augmenté les possibilités de contrôles financiers des personnes et des sociétés.

Ce sont ensuite les procédés techniques qui ont été automatisés par le recours de plus en plus systématique aux robots et aux logiciels de pilotage des machines-outils. Il est devenu possible de substituer l'ordinateur à l'homme dans de nombreuses situations nécessitant pourtant un degré cognitif élevé, comme l'organisation et la manutention des matériels stockés dans un entrepôt ou la conduite d'un train. Il y a eu évidemment disparition d'emplois peu qualifiés, mais aussi renforcement des normes et des contrôles au fur et à mesure des progrès techniques.

Ces évolutions ont un point commun : de même que la force mécanique a dévalorisé la force physique, l'ordinateur a dévalorisé l'intelligence. En remplaçant l'homme par une machine, on diminue ce qui le différencie d'une machine. Cette dévalorisation dépend du degré cognitif de l'activité en question, et les progrès scientifiques en cours ne peuvent que l'accentuer, en rendant économiquement rentable et techniquement possible le remplacement de l'homme par l'ordinateur dans des activités nécessitant un degré cognitif de plus en plus élevé.

Nous observons maintenant depuis quelques années l'informatisation des faits sociaux et humains. L'apport des nouvelles technologies exerce des effets analogues aux précédents : l'informatisation, économiquement efficace, augmente les possibilités de contrôles non seulement financiers mais sociaux⁷. D'autres conséquences sont moins visibles : la facilité avec laquelle l'information est analysée fait émerger des inégalités statistiques interprétées comme des injustices sociales que l'État-providence est mis en demeure de faire disparaître.

LA PERCEPTION DE
LA SOCIÉTÉ ET DE
L'ÊTRE HUMAIN
EST DEVENUE
ESSENTIELLEMENT
QUANTITATIVE.

Les pouvoirs publics et les acteurs sociaux sont peu à peu amenés à recourir systématiquement à la mesure quantitative des comportements humains et des faits sociaux, considérée par Hayek comme « la source des pires aberrations et absurdités produites par le scientisme dans les sciences sociales⁸ », et à développer les sciences de l'homme et de la société répondant aux besoins de la collectivité : cette démarche montre que la perception de la société et de l'être humain est devenue essentiellement quantitative.

7. On consultera par exemple le site de l'association Mauss : www.revuedumauss.com.fr/.

8. Friedrich von Hayek, *Scientisme et sciences sociales*, Paris, coll. « Agora », Plon, 1953, p. 77.

Le politique fixe dorénavant directement certaines orientations de la recherche scientifique. Leur finalité principale est non l'accroissement des connaissances, mais le développement de méthodes fonctionnelles, directement utiles à la société : « En tout cas, le fossé se creuse dans les années 1970 entre deux formes de science sociale. La première remet en question de plus en plus profondément ses catégories, ses outils et ses fondements, tandis que la seconde évolue au contraire vers l'empirisme de plus en plus radical de l'analyse des données. La première adopte donc de plus en plus nettement une attitude critique vis-à-vis du pouvoir d'État, tandis que la seconde est au contraire de plus en plus étroitement associée aux demandes des administrations⁹. » C'est de toute évidence la seconde qui bénéficie du soutien des gouvernements. Il ne s'agit pas ici d'évaluer les résultats, dont certains sont évidents, mais d'en montrer les conséquences.

En fin de compte, la démarche politique actuelle concernant l'homme et la société copie la démarche suivie auparavant pour contrôler la gestion financière des entreprises et les normes techniques. Le pouvoir politique reprend le fantasme de certains polytechniciens d'avant la Seconde Guerre mondiale (le groupe X-Crise en particulier) de transformer la sociologie en une technologie sociale¹⁰ chargée de gérer l'homme et la société, de la faire passer du statut de science humaine à celui de science de la nature. Ce n'est plus seulement la substitution de l'homme par une machine dans une activité cognitive qui diminue son humanité, c'est la vision de l'homme par lui-même. Cette évolution est renforcée par les progrès fulgurants en génétique qui donnent à l'homme un pouvoir biologique sur l'espèce humaine et son évolution.

Réduction de l'être humain à un être de nature

La réduction de l'individu à son corps biologique par la génétique a pour équivalent la réduction de l'homme à ses profils et du fait social à ses mesures. L'homme et la société deviennent des objets. C'est une démarche qui détruit les transcendances sur lesquelles s'appuie l'autorité. Arendt, lectrice de Machiavel, voit ces dernières dans la tradition historique, la stabilité de la structure sociale, la religion, et finalement dans le concept romain de fondation. Leur force peut être expliquée par leur immanence dans l'inconscient culturel présent dans les familles et les institutions collectives

9. Hervé Le Bras, « Les sciences sociales entre biologie et politique », *La Recherche*, novembre 2000.

10. Odile Henry, « De la sociologie comme technologie sociale », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2004, n°153, p. 48-64.

que Georges Devereux considère comme fondamentales pour la transmission des valeurs et de la loi symbolique aux générations successives¹¹. En réduisant peu à peu l'homme à un objet, l'informatisation de la société rend le contenu de cet inconscient culturel de plus en plus pauvre et sa transmission plus difficile. L'immigration contribue à cette évolution de différentes façons : elle enrichit le patrimoine culturel en apportant de nouvelles valeurs, mais les immigrés ne partagent pas complètement l'inconscient culturel commun. Ce dernier imprègne de moins en moins la population, et on observe le remplacement de la loi symbolique, implicite, par la loi de la société, explicite, dont la nécessité pour compenser la faiblesse de la première en accélère en même temps l'affaiblissement. Cette évolution explique la multiplication des textes réglementaires de tous niveaux. La disparition de l'autorité et l'informatisation des esprits aboutissent ainsi au renforcement de la légalité, à l'inflation des lois et règlements, et à l'intrusion de la loi dans des institutions qui n'y étaient pas soumises auparavant.

L'ÉCHEC DE
L'ÉDUCATION FONDÉE
SUR LA RELATION
HUMAINE EST
CONSOMMÉ.

Un exemple est celui de l'école, de la « juridiciarisation du monde scolaire¹² ». L'autorité de l'enseignant est fondée sur une transcendance particulière due à son pouvoir et à la circonscription de ce dernier à son savoir, à sa position de *magister* et non de *dominus*, à la reconnaissance de ce savoir par les élèves, leurs parents et la société¹³. Elle disparaît au fur et à mesure de l'in-

trusion de la loi et de la réglementation dans les établissements scolaires. En fixant en détail les actions correspondant à chaque situation, le législateur rend concevables des comportements qui ne l'étaient pas auparavant, et les élèves n'acceptent plus d'obéir du simple fait de leur position et de celle de leur professeur, mais en vertu d'un règlement intérieur qui fait disparaître l'autorité pédagogique et qui, amené à recenser toutes les situations possibles, devient de plus en plus détaillé, précis et contraignant. Cette situation impose l'intrusion progressive dans les établissements scolaires de la justice et de la police, seuls pouvoirs habilités à faire appliquer le règlement : l'échec de l'éducation fondée sur la relation humaine est consommé.

La sexualité donne une autre illustration de la disparition de la loi symbolique et de ses conséquences. L'affaiblissement de l'inconscient culturel dû à la réduction

11. Georges Devereux, 1956, *Essais d'ethnopsychiatrie générale*, Paris, Gallimard, 1977.

12. Eirick Prairat, « La lente désacralisation de l'ordre scolaire », *Esprit*, décembre 2002, p. 138-151.

13. Yves Lorvellec, « Savoir et autorité », www.sauv.net/savoirautorite.php, 2004 ; Eirick Prairat, « Autorité et respect en éducation », *Le Portique*, mis en ligne le 15 décembre 2005, www.leportique.revues.org/document562.html.

de l'homme à son corps biologique a pour réciproque le contrôle légal des comportements sexuels. Le pouvoir politique a normalisé l'homosexualité et stigmatisé la pédophilie, les a introduites dans l'explicite, dans la légalité. L'inceste entre adultes consentants est légalement interdit dans certains pays comme le Canada (article 155 du code criminel), alors que c'est un interdit symbolique qui fait de l'homme un être de culture (la notion d'inceste n'existe pas dans les sociétés animales). De même, la zoophilie, même en privé, est interdite en France depuis la loi du 9 mars 2004 (auparavant, seule la bestialité qui faisait subir des sévices à l'animal était interdite). Ces lois explicites sont fondées sur des jugements de valeur sujets par la nature même de la démocratie à la discussion et à la contestation. Elles montrent a contrario que ces comportements sont devenus concevables au sein de la société humaine : devenus légaux ou illégaux, ils ne peuvent plus être normaux ou anormaux ; ils entrent au contraire dans le champ politique de la confrontation des idées.

Plus récemment, il a fallu interdire légalement le port du voile à l'école, et on envisage actuellement d'interdire celui de la burka en public : l'inconscient culturel occidental commun n'est pas partagé par une partie de la population qui, inversement, veut suivre les traditions dans lesquelles elle a vécu.

En donnant à tout responsable la possibilité d'expliquer sa décision par l'analyse de l'information disponible sur les banques de données et par l'application d'un texte réglementaire, on crée l'exigence réciproque : toute décision doit être argumentée de façon incontestable, en fonction de cette information, des règlements en vigueur et des décisions antérieures. La référence transcendante justifiant l'autorité donnait une valeur à une décision que l'on considère maintenant comme arbitraire et par suite inacceptable si elle ne résulte pas de l'analyse technique de la situation, du profil d'un individu, de l'information répertoriée, d'un ensemble de profils, d'une analyse quantitative s'il s'agit d'un fait social. On sait que l'autorité « est incompatible avec la persuasion qui présuppose l'égalité et opère par un processus d'argumentation¹⁴ » : la substitution de la persuasion et de la loi explicite à l'autorité et à la loi symbolique affaiblit ces dernières par le recours imposé à l'argumentation, et cet affaiblissement rend d'autant plus nécessaire le recours à la légalité.

L'égalité en humanité est une égalité de principe : elle laisse exister des différences entre les individus tout



L'ÉGALITÉ EN
HUMANITÉ EST
UNE ÉGALITÉ DE
PRINCIPE.

14. Hannah Arendt, *op. cit.*, p. 123.

LE CLASSEMENT ADMINISTRATIF DE L'INDIVIDU LUI DONNE LES AVANTAGES ET LES INCONVÉNIENTS DE SA CLASSE ET LE PRIVE EN FAIT DE SA LIBERTÉ INDIVIDUELLE.

en leur accordant la même importance morale dans la société. En revanche, l'informatisation réduit peu à peu l'être humain à l'information dont on dispose sur lui. L'informatique ne traite que des données codées : sexe, date de naissance, catégorie socioprofessionnelle, adresse, situation de famille... L'égalité devient l'égalité des profils : deux individus sont considérés comme égaux dès que les listes des codes choisis pour les caractériser sont les mêmes. L'État-providence, sommé de satisfaire les droits-créances en fonction des profils, classe l'individu pour le confondre avec ceux qui ont le même profil : on

perd l'individualité des cas pour ne considérer que des catégories, des classes, entre lesquelles on recherche une justice sociale et une juste redistribution. Le classement administratif de l'individu lui donne les avantages et les inconvénients de sa classe et le prive en fait de sa liberté individuelle.

Les individus sont perçus comme des objets regroupés par similitude, et les sciences de l'homme et de la société sont considérées comme des sciences de la nature, comme une technologie sociale. La société perd le sens de l'humain développé par les philosophes du XVIII^e siècle. Le fantasme de l'X-Crise est réalisé, mais l'homme est privé de sa liberté individuelle.

Renaut propose dans son essai une comparaison entre le passage du dressage à l'éducation et l'évolution de la conception de l'être humain comme objet vers l'homme démocratique, qui devient un être de culture séparé du règne animal par la liberté qu'il s'est lui-même donnée. Nous assistons à l'évolution inverse : l'informatisation des esprits, en limitant l'être humain à une liste de codes, en faisant disparaître la loi symbolique, le remet dans l'ordre de la nature. L'intervention de la justice et de la police dans les écoles est un retour au XVIII^e siècle dont Michel Foucault a rappelé qu'il est aussi celui d'« un rêve militaire de la société », de « rouages soigneusement subordonnés d'une machine », de « coercitions permanentes », de « dressages indéfiniment progressifs », de « docilité automatique »¹⁵. Elle relève du dressage, pas de l'éducation, et un pouvoir déshumanisé, opérant par sanctions automatiques et cherchant par ce moyen à créer chez l'homme les réflexes bien connus que Pavlov a étudiés sur des chiens et Skinner sur des rats, commence à apparaître.

15. Michel Foucault, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975, p. 198.

Effroi égalitaire

L'affaiblissement de la loi symbolique, la fin de l'autorité, la crise récurrente du système éducatif, la recherche systématique de la facilité, la réglementation généralisée, la réduction de l'homme à un objet, tout cela est la conséquence de la dynamique égalitaire que Tocqueville explique de la façon suivante : « Il se rencontre aussi dans le cœur humain un goût dépravé pour l'égalité, qui porte les faibles à vouloir attirer les forts à leur niveau, et qui réduit les hommes à préférer l'égalité dans la servitude à l'inégalité dans la liberté ¹⁶. » Attirer les « forts » au niveau des « faibles », c'est évidemment le contraire de ce qu'il faut faire, mais c'est la réalité actuelle.

Si la préférence pour « l'égalité dans la servitude à l'inégalité dans la liberté » est partagée par une majorité de personnes, il est normal dans un régime démocratique qu'elle soit peu à peu satisfaite. On peut se demander alors si la démocratie ne contient pas les germes de sa propre disparition. Jusqu'où peut mener en effet « l'égalité dans la servitude » ? Cette inquiétude était déjà celle de Tocqueville : « Tandis que les instincts naturels de la démocratie portent le peuple à écarter les hommes distingués du pouvoir, un instinct non moins fort porte ceux-ci à s'écarter de la carrière politique, où il leur est si difficile de rester complètement eux-mêmes et de marcher sans s'avilir ¹⁷. » La fin de l'autorité exerce dans tous les secteurs de la société l'effet que Tocqueville évoque dans le cas particulier du pouvoir politique. L'exigence d'une argumentation explicite justifiant une décision prise dans l'exercice d'un pouvoir (éducatif, judiciaire, policier, médical...) remet en cause non seulement l'autorité de celui qui le détient, mais aussi sa compétence particulière, dévalorise l'approche de l'humain sur laquelle elle est fondée. Elle marginalise « les hommes distingués », parfois peu aptes ou peu enclins à expliquer leurs décisions, qui préfèrent finalement appliquer éventuellement à contrecœur les instructions qu'ils reçoivent et se désintéresser de la vie sociale. L'individualisme des « forts » est la conséquence de l'égalitarisme des « faibles ».

La « désimplification » des élites fait craindre une « médiocratisation » de la société, en ce sens que les postes de responsabilité risquent d'être confiés de plus en plus souvent à des gens de compétence de moins en

LA « DÉSIMPLIFICATION » DES ÉLITES FAIT CRAINDRE UNE « MÉDIOCRATISATION » DE LA SOCIÉTÉ.

16. Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, Paris, Garnier-Flammarion, 1981, tome I, p. 115.

17. Tocqueville, *op. cit.*, tome I, p. 286.

moins élevée¹⁸. L'égalité dans la servitude risque d'y amener des gens qui n'en ont pas la compétence, et qui au mieux limitent leur rôle à appliquer et faire appliquer les textes en vigueur. Le pire se produit lorsqu'un « faible » exerçant un pouvoir ne se rend pas compte de sa médiocrité, et se croit l'égal des « forts », et même supérieur puisque c'est lui qui exerce le pouvoir. Ce dernier est alors d'autant plus contesté qu'il ne résulte d'aucune compétence, et ne peut exister que sous forme d'abus de pouvoir ou de domination charismatique.

Cette évolution renforce la domination du politique et de l'administration sur la compétence professionnelle : on la constate dans les services publics, en particulier dans les systèmes éducatif et sanitaire, les experts nommés par les ministères étant plus des statisticiens et des comptables que des pédagogues et des médecins confrontés aux difficultés des élèves et des patients. Le pouvoir politique s'attribue aussi la vérité historique et réduit la liberté d'expression malgré les protestations véhémentes des historiens¹⁹. Le danger pour la démocratie devient évident. Il est urgent d'y remédier.

Retour au pouvoir administratif

L'urgence commande de rétablir un pouvoir démocratique efficace, s'exerçant dans le cadre de la loi, dont les décisions seraient indiscutables. On pense évidemment au respect de la loi républicaine dans les banlieues, mais aussi aux systèmes sociaux en grande difficulté et aux problèmes inextricables posés par l'immigration non contrôlée.

Rétablir un pouvoir administratif fort, dont les décisions seraient quasi indiscutables, n'est pas incompatible avec la démocratie. Les conditions pour lui donner un caractère démocratique sont qu'il soit accepté par la population dans son ensemble, qu'il respecte les principes démocratiques, et qu'il ne soit pas violemment contesté par l'opposition politique du moment. On ne peut certes pas espérer l'unanimité, mais il est indispensable qu'une très grande majorité d'individus reconnaisse ce pouvoir. Ce n'est possible qu'en limitant son champ d'application à des problèmes pour lesquels il existe un consensus social, ce qui suppose le respect par l'opposition politique des décisions prises démocratiquement. Il est évident que ce n'est plus le cas, les

18. J'ai déjà expliqué cette évolution dans *Scènes ordinaires de la vie universitaire* (Fabert, 2004).

19. *Libération*, 13 décembre 2005.

mouvements sociaux dégénéralent souvent avec le soutien d'une partie de l'opposition du moment. En s'exerçant en dehors de ce consensus, le pouvoir rencontrerait des oppositions fortes et se trouverait confronté au dilemme que nous connaissons actuellement : se limiter à la gestion des affaires courantes ou intervenir par des manipulations peu avouables, le recours à des méthodes brutales n'étant pas imaginable en France.

Ce pouvoir administratif a besoin des « forts » pour être efficace. Il doit éviter toute intrusion dans la compétence professionnelle qu'il devrait au contraire favoriser et soutenir. Il est nécessaire que, dans des situations précises, bien circonscrites, une décision arbitraire fondée sur la compétence et la responsabilité soit acceptée sans discussion : les décisions d'un arbitre lors d'un match ne doivent pas pouvoir être contestées, même s'il y a erreur – en réalité surtout, sinon c'est sans intérêt. Accepter que les arbitres se trompent, c'est la seule façon pour que les matchs soient arbitrés correctement et que des vocations d'arbitre se manifestent. C'est la sélection de ces derniers qui fait leur compétence, pas le contrôle de leurs décisions. D'une façon plus générale, une décision ne devrait pas être contestée administrativement lorsqu'elle nécessite pour être efficace la reconnaissance individuelle et collective de l'autorité de celui qui la prend, sauf bien entendu en cas de préjudice majeur.

IL EST NÉCESSAIRE
QUE, DANS DES
SITUATIONS
PRÉCISES, BIEN
CIRCONSCRITES,
UNE DÉCISION
ARBITRAIRE
FONDÉE SUR LA
COMPÉTENCE ET LA
RESPONSABILITÉ
SOIT ACCEPTÉE SANS
DISCUSSION.

La préservation de la démocratie passe tout d'abord par une redéfinition du champ dans lequel le pouvoir politique peut s'exercer. Par principe, la démocratie protège de toute intrusion politique un domaine privé. C'est le respect de ce domaine privé qui donne un sens au concept de citoyenneté, qui justifie l'exercice du pouvoir démocratique dans le domaine public, et c'est en son sein que peuvent évoluer les valeurs de la société. Inversement, notre société démocratique, en s'attribuant la responsabilité de faire évoluer les comportements privés suivant une idéologie particulière, est en contradiction avec elle-même. Renaut voit dans cette sphère privée, indemne de toute intervention politique, une cause de fragilisation du pouvoir démocratique tenu par sa définition de permettre le développement de sa propre contestation. Avec Pierre Louÿs, nous voyons plutôt dans la violation de cette sphère l'origine des contestations de l'autorité : « Monsieur, l'homme demande qu'on lui fiche la paix ! Chacun est maître de soi-même, de ses opinions, de sa tenue et de ses actes, dans la limite de l'inoffensif. Les citoyens de l'Europe

sont las de sentir à toute heure sur leur épaule la main d'une autorité qui se rend insupportable à force d'être toujours présente. Ils tolèrent encore que la loi leur parle au nom de l'intérêt public, mais lorsqu'elle entend prendre la défense de l'individu malgré lui et contre lui, lorsqu'elle régenté sa vie intime, son mariage, son divorce, ses volontés dernières, ses lectures, ses spectacles, ses jeux et son costume, l'individu a le droit de demander à la loi pourquoi elle entre chez lui sans que personne l'ait invitée²⁰. »

Culture privée, culture publique

Le développement scientifique et technologique, en réduisant l'homme à un objet, a pour effet de réduire la sphère privée. Il revient au pouvoir démocratique de la restaurer, de refuser d'y intervenir, même à l'invitation des individus. Elle regroupe l'ensemble des valeurs pour lesquelles il n'y a pas de consensus. Inversement, le champ d'application du pouvoir politique d'une démocratie recouvre toutes celles qui sont partagées.

Cette culture publique commune ne peut exister que s'il existe une compatibilité entre les cultures privées, de façon que les inconscients culturels puissent converger avec les générations et intégrer les valeurs fondamentales de notre société. L'autorité politique joue un rôle important dans cette culture publique : l'objectif de la démocratie est l'intégration de tous et non la création d'une société de communautés séparées que leurs revendications différentes font diverger.

La séparation de ces deux sphères et leur respect réciproque est une nécessité politique. Elle est particulièrement difficile dans le contexte d'un État-providence qui se charge du bien-être des individus à leur propre demande, et elle impose une évolution des mentalités inverse de la dynamique providentielle actuelle.

20. Pierre Louÿs, 1901, *Les Aventures du roi Pausole*, Le livre de poche, 1958, p. 150.

Sans morale, le libéralisme n'est rien

MICHEL GUÉNAIRE
Avocat et écrivain

Le libéralisme a toujours été associé à un code moral, parce que la liberté est indissociable d'une éducation des hommes. Le monde de demain devra s'en souvenir.

Trois révolutions historiques ont marqué la naissance du libéralisme : la révolution d'Angleterre de 1689 – ou l'adoption, le 13 février 1689, par la Chambre des Communes et la Chambre des Lords du *Bill of Rights* qui affirmait les libertés anglaises et limitait les prérogatives du roi –, la révolution américaine – consécutive à la déclaration d'indépendance adoptée le 4 juillet 1776 par le Congrès réunissant les représentants des treize colonies – et, enfin, la Révolution française ou la part de la révolution libérale dans celle-ci, qui reposa sur la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 27 août 1789.

Des pionniers

Un groupe social fut au centre de ces trois révolutions. Il a lutté pour la liberté dans le cœur de ces révolutions. En Angleterre, il s'agissait des barons anglais et des heureux *yeomen* des campagnes, auxquels s'étaient joints les marchands des villes industrielles. Aux États-Unis, les pionniers, ou ceux que l'on nomma les *Pilgrim Fathers*, ont constitué ce groupe. En France, il s'est agi d'une partie de la noblesse, qui voulut prendre sa revanche sur la monarchie, et, bien sûr, de la bourgeoisie.

Ce groupe a eu une réelle homogénéité sociologique. Il réunissait des personnes qui exerçaient les mêmes responsabilités, et poursuivaient par voie de conséquence les

DOSSIER : APRÈS LA CRISE, QUEL LIBÉRALISME ?

mêmes intérêts. Ces personnes avaient une préparation ou des dispositions morales, que traduisaient des règles de vie communes : puritanisme anglican attaché à la terre pour les Anglais, puritanisme des pionniers américains, et morale, plus intellectuelle que religieuse, chez les Français.

CEUX QUI ONT
RAILLÉ LES
FONDEMENTS
MORAUX DU
LIBÉRALISME
QUAND LA CRISE
FINANCIÈRE A
ÉCLATÉ ONT COMMIS
UNE ERREUR SUR LE
PLAN HISTORIQUE.

Voilà pourquoi le libéralisme a une dimension proprement morale. Il a désigné la prise du pouvoir par un groupe qui était éduqué dans son amour de la liberté contre le gouvernement de la monarchie et sa conception de l'autorité. Ceux qui ont raillé les fondements moraux du libéralisme quand la crise financière a éclaté à l'automne 2008 ont commis une erreur sur le plan historique. Ils n'ont pas vu que le libéralisme est proprement né de la lutte d'un groupe déterminé par sa morale, sa formation et ses responsabilités, contre l'ancien pouvoir central.

Fausse route

La révolution libérale, celle qui est née de la politique néolibérale mise en place par Ronald Reagan et Margaret Thatcher à la fin des années 1970, s'est imposée après la chute du Mur de Berlin. Ce fut une révolution soudaine, sans guerre ni entrave. Les pays de toutes les régions du monde ont été invités à adopter la même organisation politique et économique : une organisation politique qui reposait sur les trois standards de la démocratie libérale – élections libres, gouvernement représentatif et État de droit constitutionnel – et une organisation économique qui était animée par les trois leviers du capitalisme libéral – libre-échange, déréglementation des anciens monopoles publics et concurrence.

La convergence des réformes entreprises par les États, le bloc des réformes libérales, le mouvement historique des vingt dernières années dictant le modèle libéral à toutes les nations du monde ont correspondu à un projet politique qui était lui-même porté par un groupe social. Il est en tout cas aisé de voir que les mêmes gens se sont retrouvés à la tête des entreprises multinationales, des organisations multilatérales et des grands États, et que ces gens, interchangeable d'une responsabilité à l'autre, ont puisé dans le même bréviaire les maximes du néolibéralisme.

Ils ont considéré que le libéralisme ouvrait la voie d'une nouvelle création des « richesses des nations ». Leur modèle de développement triomphait du modèle communiste qui avait été longtemps son rival. Les néolibéraux ont eu aussi une vision ethnocentrique de l'organisation politique et économique du monde, et n'ont pas pensé à la nécessité de la transition que présupposait la préparation morale de certains peuples à l'assimilation de leur modèle. Ils n'ont pas eu la dimension morale du premier libéralisme.

Il n'est pas étonnant que le modèle néolibéral soit devenu un mannequin, derrière lequel se sont cachés l'égoïsme du plus grand nombre et les prévarications de quelques-uns. Ceux qui composent le groupe social qui a, ces vingt dernières années, conduit la révolution libérale, ont agi sans pédagogie. La crise que nous traversons est exceptionnelle par rapport aux crises passées du capitalisme parce qu'elle est intervenue dans un monde sans préparation morale.

On ne récolte que ce que l'on sème

Les débats nés durant l'automne 2008 ont sommairement dénoncé la cupidité des milieux d'affaires et les erreurs de quelques banquiers, pour conclure à l'immoralité de tout un univers. La crise aurait été engendrée des seuls errements d'hommes et de femmes appartenant à l'univers des banques et des institutions financières. Cette conclusion était réductrice, car elle ne remontait pas à l'origine des erreurs dénoncées.

Les jeunes gens dont on a stigmatisé les turpitudes ou l'absence de moralité avaient suivi une formation dans les meilleures filières scientifiques des grandes écoles et des universités occidentales. Ils y avaient appris les modes opératoires qu'ils ont ensuite, scrupuleusement mais aussi sans retenue, mis en application, dont l'usage intensif de l'ordinateur et du téléphone portable, la communication des ordres par de courts mails, la numérisation de tous les échanges.

Cette formation était le plus souvent liée au seul manie-
ment des outils de la communication. Elle épousait aussi
une seule culture de résultats. Elle était enfin très indi-
vidualiste. À ces trois enseignes, elle était la formation
technicienne qu'avait voulue la politique universitaire

LA CRISE A ÉTÉ
LA RÉSU-
LTANTE
D'UNE CULTURE ET
D'UNE FORMATION
DOMINANTES
PRIVILÉGIANT
LE COURT TERME
ET L'APPROCHE
MICROÉCONOMIQUE.

dessinée par les États occidentaux. Il n'y avait pas de formation morale des nouveaux capitalistes, hormis quelques conférences donnant bonne conscience sur quelques philosophes. La crise a été la résultante d'une culture et d'une formation dominantes privilégiant le court terme et l'approche microéconomique.

La formation qu'avaient suivie les responsables de la crise était bien celle qui avait été définie, voire encouragée, par les institutions de la société. Les professeurs qui avaient enseigné les nouvelles techniques du progrès n'en avaient jamais critiqué les fondements. Ils avaient parlé toujours des performances du système, de la richesse qu'il apporterait, de la liberté qu'il procurerait. Les établissements d'enseignement, suintant de références au monde de l'entreprise, avaient formé nos capitalistes financiers.

Crépuscule du sens critique

Les hommes et les femmes qui opéraient dans les institutions financières appartenaient à la société civile. Dans les journaux, à la télévision, au cinéma, dans les livres, ils puisaient leur modèle de vie et les références de leur culture. C'était une classe d'âge, au moment de sa formation puis de son entrée dans la vie active, qui devait être éduquée dans le moule de la révolution libérale.

Qui leur disait le bien et le mal ? Qui séparait les individus en deux camps selon leur adhésion ou leur renoncement au mode de vie décrété ? Un univers unique des autorités, une stupéfiante convergence des intelligences, une pensée unique ont façonné et, peut-on tout aussi bien dire, fasciné la nouvelle jeunesse. C'étaient d'authentiques temps de censure, quoique de censure très implicite. Les goûts, les opinions et les engagements d'une génération furent stéréotypés : éloge de la mondialisation, défiance à l'égard du politique, amour de l'argent.

Dans ces temps, on ne pensa plus avec une vraie liberté critique. Personne n'aurait osé ni même pu dans les cercles autorisés critiquer la mondialisation, notamment dans son postulat de supériorité du modèle anglo-saxon sur le modèle français. De la même manière, il était impossible de mettre en cause le schéma de la construction européenne. Le politique, la logique des États, la sphère publique dans une société étaient disqualifiés. Enfin, l'argent devenait la valeur reine, celle qui permettait la liberté au mépris de la solidarité.

Un certain nombre de responsables ont généralisé, vulgarisé, affadi le consentement à une existence dans le grand marché néolibéral. Ne plus penser, c'est suivre les modes, rejoindre les opinions faciles, ne plus faire l'effort de la différence. Quand une génération entière, poussée par le grand vent de l'opportunisme, est entrée dans le monde de l'entreprise, elle n'avait plus les moyens de forger ses propres jugements, de résister aux facilités du milieu, de dire non. C'est aussi l'origine de la crise.

Un monde sans alternative

Il y eut bien sûr, quoique seulement très progressivement, une critique des premiers excès du capitalisme libéral avant la crise. Cette critique a pris son envol devant l'ampleur de cette dernière. Ceux qui tenaient ce discours ont plus jeté l'anathème sur des personnes que percé les mécanismes propres du système. Ils n'ont pas voulu, par exemple, séparer le bon grain de l'ivraie dans le système qui se déréglaît. De l'accusation du néolibéralisme au rejet du libéralisme, il n'y avait qu'un pas à franchir ; ce que tous ont fait sans discernement aucun.

On sentit bien que le socialisme, le cher socialisme des années de jeunesse des nouveaux progressistes, ne pourrait pas resservir. Pourtant, les États ont été appelés à rejouer un rôle de premier plan. Ce sont les libéraux au pouvoir qui ont, sans complexe et devant l'ampleur des conséquences d'une faillite du système bancaire, réutilisé le vieux levier de l'interventionnisme public.

ON SENTIT BIEN
QUE LE SOCIALISME
NE POURRAIT PAS
RESSERVIR.

Il faut parler à ce stade de cette catégorie particulière d'intellectuels ou plutôt d'universitaires qui a pris une part importante dans les débats pendant la crise : les économistes. Convertis depuis vingt ans aux doctrines monétaristes, ou jugeant en tout cas désuet l'attachement à l'analyse de John Maynard Keynes, ceux-ci ont couronné la fatuité du débat. Tantôt ils ont cherché à minimiser la crise, en affirmant que le capitalisme était familier des crises (sans chercher particulièrement à discerner ce qui pouvait être insolite dans celle-ci, notamment le fait qu'elle survenait dans un monde sans alternative au libéralisme) ; tantôt ils ont critiqué les hommes, en expliquant que les abus provenaient toujours d'individus (sans mettre en cause la culture imprudente qui avait animé certains opérateurs dans la confection des produits financiers, tandis que les mêmes produits s'étaient révélés vertueux en étant utilisés autrement).

DOSSIER : APRÈS LA CRISE, QUEL LIBÉRALISME ?

L'ampleur de la crise commandait une réflexion en profondeur. C'est précisément parce qu'aucun système économique ne peut prendre le relais du système néolibéral qu'il faut ouvrir le vrai chantier d'une réflexion qualitative, cherchant à identifier ce qui doit être changé et ce qui pourrait être conservé, creusant la nouvelle voie de l'équilibre dans le système libéral. Il faut, par exemple, rappeler la régulation du marché, fidèle à la pensée classique des libéraux qui n'ont jamais exclu le rôle de l'État, et l'éducation des hommes, en accord toujours avec la pensée des premiers libéraux.

Redonner du sens

Le libéralisme reste incontournable parce que ses bienfaits sont immenses. La concurrence entre les partis politiques, l'indépendance du principe de l'information, les droits fondamentaux des individus et, naturellement, la création de la richesse sont le magnifique legs du libéralisme. Qui oserait en outre imaginer un retour du socialisme ? Ou croire à la vertu supérieure d'un certain fondamentalisme religieux ?

Les États, qui se sont attaqués à la crise depuis septembre dernier, n'ont pas trouvé eux-mêmes, comme l'on disait autrefois, la solution de rechange, ou ce que l'on nomme aujourd'hui le plan B. La rupture n'est pas intervenue. Les États n'ont du reste pas osé la provoquer réellement. Chacun a fait les choses à moitié : les Anglais ont eu le courage de nationaliser leurs banques, mais n'ont pas envie de réformer en profondeur la régulation des marchés financiers ; et en France, où nous nous sommes montrés très volontaristes contre le capitalisme immoral, nous n'avons pas voulu entrer dans le capital des banques.

Le libéralisme est désormais vide de sens, de contenu. Il est une technique. Il est le marché. Il est l'espoir de la richesse pour soi. Il est la réalité brute. Et l'enjeu de notre temps est bien de redonner vie à ce grand corps malade, une colonne vertébrale à ce corps végétal, une sagesse au vieux métier du libéralisme, qui a été, est et restera la création de la liberté et des richesses.

Les États, les partis politiques et les entreprises veulent changer quelques règles, mais ils ne veulent pas se changer eux-mêmes. La réforme juridique est toujours invoquée plutôt que la réforme morale, la prescription plutôt que l'éducation. Ils n'auront aucun succès, et leur disqualification s'accroîtra. Le cœur du problème est le rapport de chacun d'entre nous à la liberté et à l'argent. Ce rapport doit être

éduqué. Il ne peut pas y avoir de renaissance du libéralisme sans redéfinition de son code moral. Les États ont sans doute beaucoup à y faire, mais les hommes aussi, c'est-à-dire chacun d'entre nous, par l'exemple que nous donnons de notre vie, de nos responsabilités et de nos jugements.

Éduquer

J'ai participé à de nombreux débats depuis l'automne 2008 et j'ai mesuré que la crise dont nous parlions n'était pas celle que nous traversons quand fut abordé le sujet de la morale. Je défendais que le libéralisme, qui avait été historiquement associé à un code moral, ne pouvait corriger ses errements que par l'éducation des hommes.

Et, en tant que juriste, j'ai pu observer que l'accumulation des règles ne parvenait qu'imparfaitement à les tenir. La meilleure preuve peut être apportée, sur la question de la rémunération des patrons, par le vote de sept lois en moins de dix ans, qui n'ont pas établi le sens de la mesure que seul un certain comportement d'éducation était parvenu à atteindre dans un autre temps.

La crise que nous traversons n'est pas une crise technique limitée moralement à quelques individus. Elle met à nu, révèle et montre une crise intellectuelle et morale. Certains préféreront rejeter en bloc le système plutôt que de croire à sa correction. Ils proclameront qu'aborder le sujet de la morale est interdit et dangereux, que la paix et la liberté des hommes n'ont que faire du message de la morale. Je souhaite, quant à moi, parler d'une autre éducation des hommes ; et, bien sûr, en songeant au vide de notre enseignement, lancer l'avertissement qu'il faut aujourd'hui donner une meilleure instruction aux futures générations.

Le meilleur remède à la crise restera longtemps encore l'exemple que nous serons capables de donner de nous-mêmes. Dans la gestion des affaires d'un pays, à l'échelle d'une communauté, au sein d'une entreprise, la meilleure qualité de la relation morale restera déterminée par ceux qui sauront l'insuffler dans le comportement de tous. Les hommes sont tout.

LE MEILLEUR
REMÈDE À LA CRISE
RESTERA LONGTEMPS
ENCORE L'EXEMPLE
QUE NOUS SERONS
CAPABLES DE
DONNER DE NOUS-
MÊMES.

Où sont passés les libéraux ?

MARC CRAPEZ

Chercheur en science politique associé à Sophiapol (Paris-X)

Il y a dans la désignation du libéralisme comme responsable de la crise une analyse peu argumentée et très réductrice de ses origines et des leçons à en tirer.

Débatant des retombées politiques de la crise, Olivier Duhamel affirme que les « partis de la droite modérée, libérale [...] sont à l'origine de la crise ». Pour un intellectuel reconnu qui a été député européen de gauche, cela est plutôt de bonne guerre. En revanche, on peut être surpris par les mots durs et définitifs de Marcel Gauchet qualifiant la crise de « démenti infligé au libéralisme ».

Le libéralisme n'aurait pas écouté les avertissements d'un « petit nombre d'observateurs lucides », tel celui, en 1998, de l'auteur d'un livre intitulé *Le Capitalisme malade de sa finance*¹. Cette hypothèse soulève des interrogations. Proposait-il des solutions applicables à un coût raisonnable ? Si on l'avait suivi, quels bénéfices auraient été engrangés au regard de quels inconvénients ? Aurait-on pu procéder de la sorte et obtenir de bons résultats pendant une décennie ? Tout le monde souscrit à l'idée d'une certaine hypertrophie du secteur financier, mais toute la question porte sur les possibilités d'amélioration.

1. *Le Débat*, septembre-octobre 2009, n° 156, p. 36, 38, 165 ; le livre *Le Capitalisme, malade de sa finance* est de Jean-Luc Gréau.

Un mal nécessaire

Si le libéralisme et la droite sont en cause, comment expliquer les mauvais résultats obtenus par les partis sociaux-démocrates aux dernières élections européennes. Il y a plusieurs facteurs permettant d'expliquer cette contre-performance. D'abord par l'abstention ou le glissement vers l'extrême gauche de fonctionnaires qui pensent que le libéralisme ne vaut pas cher et ne veulent pas voter pour des sociaux-démocrates complices de la faillite du capitalisme. Ensuite par l'érosion continue des classes populaires qui ne sont pas historiquement acquises à la gauche mais plus volontiers au socialisme, ce qui explique leur défection au fur et à mesure que la gauche délaisse le discours égalitaire. De surcroît, par l'antinomie entre la sauvegarde d'une partie du vote populaire indifférent à la mondialisation et la conquête des nouvelles classes modernistes enthousiasmées par celle-ci et avides de discours antipopulistes. Enfin, dans chacune de ces deux catégories difficiles à mobiliser simultanément – d'où les déboires des sociaux-démocrates britanniques et allemands –, les défections de ceux que laissent sceptiques la surenchère en milliards d'euros des plans de relance et les rengaines sur « la casse des services publics » et « l'impasse du néolibéralisme ».

Les déboires des partis sociaux-démocrates sont attribués par Michel Rocard à un choix des électeurs en faveur du « capitalisme financiarisé ² ». Il est permis de douter que cela reflète ce que vivent les gens, qui ne nourrissent pas à son égard de sympathie particulière. En revanche, il est plausible qu'ils le considèrent comme un mal nécessaire, qu'ils regardent le capitalisme tout court comme un phénomène positif, qu'ils estiment qu'en dépit de ses inconvénients personne n'a mieux à proposer, enfin, qu'ils aient momentanément désavoué les partis sociaux-démocrates parce que ceux-ci ont eu tendance à la facilité en imputant la crise à la nature intrinsèquement mauvaise du libéralisme. Il faut en fait mettre en relief les *bonnes raisons* des acteurs sociaux ; ces bonnes raisons ne sont pas forcément justes, mais elles résultent d'une analyse rationnelle du monde dans lequel ils vivent eu égard aux données dont ils disposent sur la crise.

Le déséquilibre franco-américain

La crise a d'abord renforcé l'idée que seuls les économistes anglo-saxons sont compétents. Or, s'il est vrai que, pour l'instant, il n'y a pas eu de livres français de la

2. *Le Monde*, 7 juillet 2009.

DOSSIER : APRÈS LA CRISE, QUEL LIBÉRALISME ?

trempe de ceux de Carmen Reinhart à Princeton ou de Martin Wolf à Yale, ce ne sont pas ces réflexions philosophiques sur les crises financières qui tiennent le haut du pavé, mais les sentences keynésiennes de Joseph Stiglitz et de Paul Krugman, stars de l'intelligentsia, avec pour eux les risques que cela comporte, ce maelström médiatique éclipsant le fait que leur période créative est derrière eux. De même, le rôle d'oracle prêté à Nouriel Roubini, s'il n'est pas usurpé, n'en est pas moins exagéré. Il ne fut pas le seul à vaguement prédire la crise. Il avait d'ailleurs précédemment pronostiqué, à tort, un effondrement du dollar pour ensuite annoncer comme inéluctable la nationalisation des banques américaines en juin 2009.

L'explication de cette inégalité de traitement résulte de ce que le monde anglo-saxon éprouve en science économique un sentiment de supériorité, tandis que les Français y font un complexe d'infériorité. Ajoutons à cela l'effet de masse de la littérature anglophone et une forme de cuistrerie chez certains économistes français de haut niveau qui restent perchés sur leur piédestal là où tout économiste américain considérera comme normal de répondre sur son blog à la question d'un étudiant lambda.

Autre déséquilibre franco-américain, l'accentuation dans l'Hexagone du traitement de faveur dont jouit la vulgate keynésienne. L'hebdomadaire *Marianne* se plaint de l'impact médiatique du journaliste Jean-Marc Sylvestre, considéré comme parangon de l'ultralibéralisme. Mais l'ultralibéralisme est une petite chapelle qui ne survit que sur Internet, alors que l'espace médiatique est saturé de formules altermondialistes hostiles à des entités mystérieuses et inquiétantes baptisées « néolibéralisme » ou « turbo-capitalisme ». Milton Friedman faisait observer qu'il avait fait des conférences aussi bien en Chine qu'au Chili. Et pourtant l'idée qu'une cellule de *Chicago boys* tirait les ficelles des dictatures sud-américaines est devenue un lieu commun.

LE KEYNÉSIANISME
A INSTAURÉ UN
CONFORMISME
ÉCRASANT.

Le keynésianisme a instauré un conformisme écrasant. *La Route de la servitude* de Friedrich August von Hayek fut stigmatisée comme un essai pamphlétaire et son

auteur ne put enseigner à l'université de Chicago que dans le département de sociologie. Par la suite, il dut partager son prix Nobel avec un keynésien. De nos jours, les économistes français vivant aux États-Unis, tels Georges de Ménil, Olivier Blanchard et Thomas Philippon, lorsqu'ils interviennent dans le débat français, se retrouvent décalés de plusieurs crans vers la droite par rapport à leurs étiquettes plutôt de gauche outre-Atlantique. Quant au libéralisme mesuré, qui conteste Keynes sans pour autant adhérer aux travaux d'Hayek, il est plus représenté dans les grandes écoles que dans les

départements d'économie des universités françaises. Dans ces derniers, Gérard Debreu s'étant exilé aux États-Unis, il est plutôt défendu par des savants académiquement rattachés à la sociologie, tels Raymond Aron hier et Jean Baechler aujourd'hui³.

À cela, il y a plusieurs explications conjoncturelles de socialisation « panurgiste » et de prudence idéologique, sur lesquelles il est inutile de s'appesantir. D'autant que les raisons historiques de fond sont plus intéressantes. On peut, semble-t-il, plaider que le libéralisme est d'abord une philosophie, qui fut naguère profondément ébranlée par les totalitarismes ; le désarroi qui s'est ensuivi a favorisé des tensions internes à la philosophie et des tensions entre la philosophie et certains développements économiques ; de méditation sur la liberté dans un environnement incrédule envers ses possibilités au XIX^e siècle, le libéralisme s'est retrouvé sur le banc des accusés du totalitarisme, puis associé à l'extension illimitée de la démocratie. D'aucuns ont fini par en privilégier unilatéralement tel ou tel aspect, jusqu'à devenir frères ennemis. Aux États-Unis, les gagnants ont expulsé les perdants du champ sémantique du vocable libéralisme, associé au libéralisme des mœurs, tandis que les libéraux économiques (*Libertarians*) et politiques (*Classical Liberals*) ont adopté d'autres désignations. Tandis qu'en Allemagne le parti libéral est plutôt à la droite du parti chrétien-démocrate recentré, aux États-Unis, la droite du parti démocrate, les *Blue Dogs*, s'oppose à l'interventionnisme, contrairement à la majorité de gauche du parti, les *Liberal Democrats*.

Lecture biaisée de la situation américaine

Le libéralisme historique est en France très affaibli, et ce déséquilibre se traduit par une appréhension de la crise toujours biaisée dans le même sens. Ce biais cognitif résulte du stock d'informations disponibles. Dans la presse française, on pouvait apprendre que le nombre de dossiers transmis à la justice américaine par son gendarme financier avait chuté durant le second mandat de George W. Bush. Mais il fallait lire le *Financial Times* pour apprendre que c'est la Cour suprême (à majorité démocrate) qui avait rendu plus difficiles les poursuites financières⁴. Il n'était pas facile non plus d'entendre parler du *Community Reinvestment Act*, cette législation antidiscrimination instituée

3. Outre son *Capitalisme* (Gallimard, 1995), voir sa lecture critique du Nouvel esprit du capitalisme dans *Commentaire*, n°91, automne 2000.

4. Gillian Tett, *Financial Times*, 4 septembre 2009.

par l'administration Carter en 1977 et renforcée par Bill Clinton en 1995 incitant les établissements de crédit à consentir des prêts à des représentants des minorités visibles insolubles. Cette cause de la crise du *subprime* ne saurait certes être surestimée, parce qu'elle n'est qu'un élément parmi d'autres et parce que les démocrates ne sont pas seuls responsables, mais il est malhonnête de l'ignorer.

Pourtant, un économiste incontestable par ses travaux et sa finesse d'analyse n'hésite pas à l'invalider⁵. Critiquer cette forme de discrimination positive sonne comme un reproche dans une « obamania » ambiante qui n'a été écornée que par quelques rarissimes esprits indépendants (Marc Fiorentino dans *La Tribune* et André Grjebine dans *Le Monde*). À tel point que si un économiste social-démocrate peut se permettre de prendre acte du fait que le rêve où « Wall Street venait au secours de Harlem » a « mal tourné⁶ », en revanche un essayiste ultralibéral en quête de légitimité médiatique préfère regarder ailleurs, motus et bouche cousue⁷.

Les médias français ne répercutent même pas les bonnes raisons des adversaires de la réforme du système de santé américain. Or, la question n'est pas que cette réforme s'attire des critiques infondées, mais que des modérés venus des deux camps – des républicains et des démocrates – s'opposent à elle parce qu'ils n'acceptent pas une réforme dont le financement est aléatoire⁸. En mars 2009, le président américain a promis une couverture santé pour tous, c'est-à-dire une réforme plus ambitieuse que celle annoncée durant sa campagne avant la crise, tout en assurant qu'il n'augmenterait que les impôts des riches. Les sceptiques n'ont pas forcément raison, mais ils ont des arguments valables que la presse française néglige complètement, en se focalisant sur la propagande de ceux qui rejettent la réforme sans discernement.

Points de vue

Schématiquement se confrontent cinq thèses : libérale, social-démocrate (Daniel Cohen), souverainiste (Jean-Michel Quatrepoint), ultralibérale (Mathieu Laine) et altermondialiste (Bernard Maris).

5. Jacques Mistral, in Pierre Dockès et Jean-Hervé Lorenzi (dir.), *Fin de monde ou sortie de crise ?*, Perrin, 2009, p. 97-99.

6. Daniel Cohen, *La Prospérité du vice. Une introduction (inquiète) à l'économie*, Albin Michel, 2009, p. 251.

7. Mathieu Laine, *Post-politique*, Lattès, 2009.

8. Clive Crook, *Financial Times*, 17 août 2009 ; Crispin Odey, *Financial Times*, 23 septembre 2009.

Force est de constater que l'interprétation social-démocrate domine l'espace intellectuel et médiatique, souvent épaulée par des thèmes altermondialistes. L'interprétation libérale est, en revanche, le parent pauvre. Nicolas Baverez s'est réfugié dans l'histoire économique et dans l'expectative avec un livre intitulé, à chaud, *En route vers l'inconnu*⁹. Hormis quelques articles non explicitement revendiqués comme libéraux au début de l'année 2009¹⁰, il faut attendre l'été 2009 pour découvrir les points de vue à contre-courant de Philippe Trainar¹¹, qui estime que le marché se contente de réagir positivement aux incitations de politiques macroéconomiques, et de Marc de Scitivaux¹². On remarque l'absence des poids lourds considérés comme libéraux et relevant du champ académique, qu'ils soient historiens de l'économie (Jacques Marseille) économistes universitaires (Jean-Claude Casanova) ou sociologues investis dans la réflexion économique (Jean Baechler, Raymond Boudon). Souci de prendre du recul ou de suspendre son jugement ?

L'INTERPRÉTATION
LIBÉRALE DE
LA CRISE EST
LE PARENT PAUVRE.

Publiés à l'été 2009, les livres de Daniel Cohen et de Marc de Scitivaux expriment des points de vue exempts de sectarisme. Marc de Scitivaux est un libéral chatouilleux sur le « danger protectionniste », aux antipodes donc de Maurice Allais, et qui charge parfois les moulins à vent de « l'économie administrée », à l'instar des ultralibéraux. Mais cet émule d'Hayek prend du champ, considérant que son modèle a pu surestimer la capacité des marchés à répercuter des informations fiables. Daniel Cohen, de son côté, à cent lieues du discours altermondialiste, rend hommage à Friedman et retrace la « crise du keynésianisme », quand la simultanéité de l'inflation et du chômage mirent à nu la crise des finances publiques. Il n'hésite pas à souligner qu'après guerre c'est la croissance forte qui a permis la hausse des dépenses publiques « et non les dépenses qui ont engendré la croissance ». Modestie éloignée de tout triomphalisme idéologique chez l'un comme chez l'autre.

Scitivaux critique les « ravages du consensus » en général et, en particulier, l'idée contraire au « bon sens » selon laquelle la division du risque le fait baisser. Semblablement, Cohen critique, comme André Orléan, un de ses proches, « l'uni-

9. Nicolas Baverez, *En route vers l'inconnu*, Perrin, 2008.

10. Marc Crapez, « Crise financière, consensus et contrariétés » (*Politique étrangère*, 2009-1) ; Christian Stoffaës, « Quel diagnostic pour quelle crise ? » (in Pierre Dockès et Jean-Hervé Lorenzi (dir.), *Fin de monde ou sortie de crise ?*, op. cit.).

11. Philippe Trainar, « Crise financière, crise de l'Etat ? », *Commentaire*, n°126, été 2009. Voir aussi Didier Ribadeau Dumas, « Opportunistes mais pas cupides », *Sociétal*, n°65, 3e trimestre 2009.

12. Marc de Scitivaux, *Le Père de famille, le Trader et l'Expert*, Larousse, 2009.

formisation des comportements¹³ », ainsi que l'oubli du « principe de réalité » croyant pouvoir « abolir les leçons de l'histoire ». Ce dernier point subsume différents aspects de sa thèse : la prospérité n'arrête pas les conflits car le commerce permet à une nation belliqueuse, en diversifiant ses sources d'approvisionnement, de se préparer au pire, ce qu'oublie notamment les nouvelles classes qui, elles, effectuent une migration schizophrénique vers le cybermonde.

Cohen superpose à un panorama économique une ambitieuse sociologie historique. Il pense que le niveau de vie aurait stagné entre le chasseur-cueilleur, l'esclave romain et l'ouvrier du début XIX^e, ce qui, comme le cliché sur l'hygiène calamiteuse au château de Versailles, peut laisser dubitatif. Toujours est-il que Smith aurait péché par optimisme. Le progrès s'effectue selon le processus de destruction créatrice décrit par Schumpeter, par rivalité entre les techniques, ruptures et innovations en saccades, adéquation entre économies d'échelle et nouvelles ressources énergétiques. Il se pourrait



SMITH AURAIT-IL PÉCHÉ PAR OPTIMISME ?

que l'idée de croissance perpétuelle, qui postule l'avidité comme un stimulant, la « prospérité du vice », coïncide avec une époque historique en voie de disparition.



Tandis que Cohen admet des défaillances étatiques, Scitiaux souligne plutôt leurs interférences, spécialement le rôle amplificateur des *foreclosures*, censées

défendre les débiteurs immobiliers, et qui poussèrent les emprunteurs à cesser de payer leurs traites. Il ajoute, toutefois, qu'Hayek a mésestimé les cas de figure où les mécanismes de marché ne répercutent plus d'informations pertinentes aux opérateurs, ce qui s'est produit puisqu'ils étaient « aux mains de traders qui travaillent à partir de modèles qui ne sont plus en prise avec l'économie réelle ». Il se serait agi d'un aveuglement collectif impliquant l'ensemble des acteurs et d'une faute individuelle, « l'erreur de Greenspan », qui a « cru que les gens ne deviendraient pas pervers », alors que Galbraith montre que les marchés sont « menés par les passions » comme l'appât du gain et la peur de perdre.

Cette interprétation repose sur la conjonction presque fortuite des facteurs : accidentel (l'erreur d'un homme), circonstanciel (l'aveuglement des traders), inévitable (l'éternel humain et ses emballements) et conjoncturel (le contexte de la mondialisation). Excellente hypothèse. On peut néanmoins lui adresser des objections. Elle

13. Voir André Orléan, *De l'euphorie à la panique : penser la crise financière*, éd. Rue d'Ulm, 2009. J'ai confronté les thèses de ce livre à la question de la rationalité des conduites en économie au chapitre 6 de mon ouvrage *Crises, incertitudes et bulles idéologiques*, éd. Michalon, 2009.

oscille en effet entre, d'une part, le plus haut degré de singularité, l'erreur humaine, sans se demander à quoi elle est due, en remontant la chaîne de causalité jusqu'à des motifs idéologiques socialement diffus et, d'autre part, le plus haut niveau de généralité, les passions activées par l'éternel humain, sans expliquer pourquoi les acteurs financiers seraient si irrationnels que cela.

Concernant les motifs idéologiques diffus, Scitivaux, qui déplore le consensus, comme Cohen, qui regrette l'uniformisation, réclament la contrainte d'une certaine conscience morale ou, à tout le moins, des contraintes tenant compte du fait que certains acteurs se trouvent soumis à des supplices de Tantale, ou bien des contraintes pour éviter de les placer dans certaines situations de tentation (quand les jeunes garçons des années 1960 titillaient leur aumônier en lui demandant ce qu'il ferait s'il se retrouvait dans le lit de Brigitte Bardot, celui-ci répondait que le tout était de ne pas s'y retrouver...).

Dialectique

La première réaction à la crise fut d'incriminer le libéralisme, ce qui repose souvent sur une appréhension subjective de sa nature. Marcel Gauchet perçoit ainsi le blairisme comme un « néolibéralisme pur et dur » et conçoit, à l'inverse, le sauvetage d'institutions financières porteuses d'un risque systémique comme un interventionnisme de facture keynésienne. Or, la plupart des libéraux et même certains ultralibéraux regardent cette intervention ponctuelle et ciblée comme normale, car relevant des fonctions régaliennes d'un État efficient minimal, et n'ayant rien de commun avec l'interventionnisme plus traditionnel auquel nous avons assisté avec la généralisation des déficits budgétaires pour stimuler la demande.

En second lieu, Keynes, dont la pensée était plus subtile que celle de beaucoup de keynésiens, était membre du parti libéral britannique. À son époque, l'espace de droite était occupé par un parti conservateur fort et...

fort conservateur ! C'est à l'encontre d'un consensus jugeant hérétique la dette et la relance budgétaire que Keynes avança des idées hardies. Dans la France de son temps, « l'écureuil » s'appelait la Caisse d'épargne et de prévoyance, et on y faisait

C'EST PARCE QU'IL
APPARTENAIT À LA
FAMILLE LIBÉRALE
QUE KEYNES
A FAVORISÉ LE
RECENTRAGE DE LA
SOCIAL-DÉMOCRATIE.

DOSSIER : APRÈS LA CRISE, QUEL LIBÉRALISME ?

des placements de « bon père de famille ». C'est parce qu'il appartenait à la famille libérale que Keynes a favorisé le recentrage de la social-démocratie, cette nébuleuse politique issue d'un compromis précaire entre des discours socialistes et des agissements libéraux.

La deuxième réaction, face à la crise, consista à s'illustrer dans le registre de la dénégation de son ampleur.

La troisième réaction fut catastrophiste, voire sarcastique. Nombreux furent ceux qui perdirent leur sang-froid. Ainsi fila la métaphore postnucléaire d'un « hiver glacé ¹⁴ ». Voilà qui est parler, mais ne s'est pas vérifié jusqu'à présent.

Une déclinaison subtile de la deuxième réaction fut que certains diagnostics percèrent avec un temps de retard. On s'est ainsi aperçu que le problème n'était pas seulement de liquidité mais bel et bien de solvabilité, ce qui nécessitait une recapitalisation des banques, comme on le fit au Royaume-Uni sous la houlette de Gordon Brown.

CE N'EST QU'AU
MOIS DE NOVEMBRE
2008 QUE L'ON S'EST
APERÇU QUE LE
PROBLÈME N'ÉTAIT
PAS SEULEMENT DE
LIQUIDITÉ MAIS
BEL ET BIEN DE
SOLVABILITÉ.

Il a fallu attendre le mois de novembre 2008 pour que ce diagnostic sur les banques commence à être pris en considération par les médias.

L'évaluation de la crise conditionne les solutions proposées. Deux lectures se sont affrontées, concernant le traitement de la crise, sur le thème, unanimement admis, des rémunérations indues. Quelques-uns ont fait valoir qu'un peu de contrainte ne pourrait pas nuire car bonus, paradis fiscaux et *hedge funds* ont facilité la crise. Si les responsabilités sont collectives, certains sont plus coupables que d'autres. Mais la majorité des élites soutenait que ces bonus, paradis fiscaux et *hedge funds* sont des symptômes et non pas des causes, qu'il faut se garder d'en faire des boucs émissaires, car les raisons de la crise sont plus profondes.

Ce raisonnement découle d'une sorte de lieu commun méthodologique, qui procède par généralisation abusive d'hypothèses de méthode. L'idée de base est qu'il conviendrait, et ce à tout propos, d'analyser les structures sous-jacentes et non les épiphénomènes, de discerner les choses cachées derrière les choses, de rompre avec les évidences trop familières du sens commun, de ne surtout pas prendre le problème pour la solu-

14. Philippe Dessertine, *Ceci n'est pas une crise (juste la fin d'un monde)*, éd. Anne Carrière, 2009, p. 10.

tion, ce qui serait une fausse bonne idée, ni de chercher des responsables, ce qui serait simpliste, mais de poser les bonnes questions afin de repenser le problème.

Dans ces conditions, la législation antidiscrimination des démocrates se trouve automatiquement innocentée ; la crise du *subprime* provient plutôt de la mentalité des républicains : Paul Jorion imagine un puritanisme poussant à s'endetter pour ne pas paraître manquer de foi patriotique (!). Ce vocabulaire est propice à la dévalorisation de la rationalité des acteurs, devenus le jouet de forces sociales et de faux-semblants psychologiques. Spécialiste de « la dynamique sociale des marchés financiers », Robert Shiller octroie la part du lion à des phénomènes d'imitation et de « marottes » – d'aucuns préfèrent dire d'habitus. Ce vocabulaire décrypte, en toile de fond de la crise, une liquidité excessive qui facilita un endettement compris comme « sous-produit d'un déséquilibre économique » qui « portait en lui les germes de son effondrement » ; pour l'éviter, il aurait fallu un changement d'échelle des régulations (plus de mondialisation) ¹⁵.

Ne pas trop croire à l'autorégulation

Lors du sommet du 18 octobre 2008, à Washington, avec George W. Bush, Nicolas Sarkozy met en avant la nécessité d'une réforme des rémunérations, des paradis fiscaux et des *hedge funds*. Pendant près d'un an il tient bon, contre vents et marées. Les principes élaborés et édictés par la France, le 23 août 2009, sont suivis par l'Allemagne et le Royaume-Uni, puis l'Union européenne les 2 et 18 septembre 2009. Le G20 qui suit consacre ce système de rémunérations variables encadrées, révocables et différées dans le temps. Juste avant, un rapport du Conseil d'analyse économique franco-allemand, dirigé par Catherine Lubochinsky, une spécialiste reconnue de la titrisation, montre que les paradis fiscaux portent une « part de responsabilité », car les banques revendaient les risques de leurs crédits à des *hedge funds*, via des transactions opérées dans ces paradis, dont l'opacité empêchait tout droit de regard, et qui ont permis aux *hedge funds* parties prenantes d'anticiper et de « tirer de vastes profits ».

Il aura fallu près d'un an pour que l'emporte l'idée que bonus, paradis fiscaux et *hedge funds* ne sont pas seulement des symptômes, comme d'aucuns l'affirmaient ; qu'ils portent une part de responsabilité pour avoir contribué aux conditions de possibilité

15. Denise Flouzat, « Comment n'ont-ils rien vu venir ? », in Thierry de Montbrial et Philippe Moreau Defarges (dir.), *Ramses 2010*, Dunod, 2009, p. 33.

de la crise ; que le fait de ne pas pouvoir établir la culpabilité d'une causalité directe ne signifie pas l'absence d'un rôle de complice, donc un certain lien de cause à effet ; que le sens commun avait raison contre l'avis pseudo-complexe d'experts occupés à huer le populisme et ses trop faciles évidences qui cherchent des coupables ; qu'il ne s'agit évidemment pas de couper des têtes en faisant n'importe quoi sur les rémunérations ou contre les *hedge funds* ; mais que pour apporter des remèdes, il faut bien parvenir à faire entériner un constat contre l'avis de ceux qui, raisonnant par les conséquences, postulent que la pire chose serait un remède indésirable et en infèrent un déni du réel à grand renfort de pseudo-scientificité.

Simultanément, deux lectures se sont affrontées sur le thème des normes prudentielles et comptables. Certains ont défendu l'idée que l'ajout de nouvelles strates réglementaires devait être limité, la crise découlant de la non-application de

ON A ASSIMILÉ
L'IDÉE
D'AUTORÉGULATION
AU LIBÉRALISME
EN OUBLIANT
QU'ELLE N'EN EST
QU'UN ÉLÉMENT
QUI, DÉVELOPPÉ
UNILATÉRALEMENT,
PEUT CONDUIRE
HORS DE
L'ENSEMBLE.

réglementations et non pas de leur absence. Mais la majorité des élites a réclamé une révision draconienne. Cette tendance a pu être accentuée par un phénomène de surcompensation détecté par un analyste financier qui observe que tel « adepte de la dérégulation veut maintenant tout sur-réglementer ¹⁶ ».

Le discours sur la dérégulation n'est pas une fantaisie fabriquée par des ultralibéraux. Il repose sur un constat, qui a conduit à réformer l'État-providence. S'il s'est fait intolérant, c'est d'une part parce qu'il lui a fallu bousculer le conformisme keynésien, d'autre part parce qu'il s'est hybridé avec un progressisme dogmatique d'inspiration tout autant social-démocrate. On a quelque peu confondu et assimilé l'idée d'autorégulation au libéralisme, en oubliant qu'elle n'en est qu'un élément qui, développé unilatéralement, peut conduire hors de l'ensemble. Grisés par un concept abstrait de marchés libres érigé en vérité absolue, certains défenseurs de l'autorégulation n'étaient peut-être pas réellement libéraux. Ainsi, en tenant toute contradiction comme sacrilège, leur scientisme n'épousait pas l'un des fondements du libéralisme que l'on pourrait baptiser le libéralisme intellectuel et qui se méfie de l'interventionnisme idéologique. Il convient de savoir rester modeste et à l'écoute et, selon la formule de Jean Leca, de récuser toute hiérarchie de valeurs univoque fondée de science certaine ¹⁷.

16. Richard Bove, entretien à *La Tribune*, 24 septembre 2009.

17. Jean Leca, entretien, *Krisis*, n°31, mai 2009, p. 71.

Retour sur les leçons de la crise

Une vue synthétique des facteurs de la crise répertorie une naïveté sur l'autorégulation, une illusion sur l'augmentation continue des prix des actifs, une recherche effrénée du profit et d'une « prospérité mondiale » allant de pair avec un sentiment de facilité procuré par la « valorisation » offerte par la science économique, et un sentiment de sécurité procuré par l'insouciance des instances de contrôle¹⁸. On pourrait ajouter que maintes techniques en cause, les marchés de gré à gré, la désintermédiation, le hors bilan, la titrisation, les paradis fiscaux, sans parler des délocalisations, renvoient à des structures parallèles de domiciliation. S'il est une « métathéorie¹⁹ » impliquée – ou un paradigme –, c'est celle, tant vantée par les élites depuis les années 1960, de la déterritorialisation. S'il est un « cadre épistémique dominant²⁰ », c'est bien celui-là, qui donne le diapason au microcosme intellectuel. S'il est un horizon régulateur, c'est celui d'un pluralisme des perspectives qui contrebalance ce progressisme dogmatique et la pesée qu'il exerce sur la sphère économique.

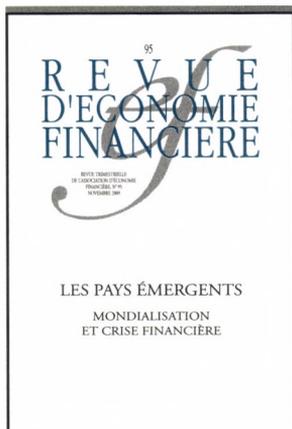
18. Denise Flouzat, « Comment n'ont-ils rien vu venir ? », *op. cit.*

19. Jean Leca, « La théorie politique », in *Traité de science politique*, PUF, 1985, t. 1, p. 64-65.

20. Frédéric Lebaron, in Philippe Steiner et François Vatin (dir.), *Traité de sociologie économique*, PUF, 2009, p. 283.

26, rue de Lille
75356 Paris 07 SP
Tél. 01 58 50 95 10
Fax 01 58 50 05 17
Email : ref.aef@club-internet.fr

Vient de paraître



Les résumés des articles présentés dans ce numéro peuvent être consultés sur le site Internet de l'Association d'économie financière :
www.aef.asso.fr

Sommaire

Les pays émergents Mondialisation et crise financière

Introduction
Benoît CŒURÉ - Javier SANTISO

Un univers en expansion intégré dans l'économie mondiale

Les groupes français et les marchés émergents
Bruno LAFONT

L'émergence des multinationales latines
Javier SANTISO

Les économies émergentes dans un monde interdépendant : le cas de l'Amérique latine
Manuel BALMASEDA - Elena NIETO

Intégration aux marchés financiers internationaux et lissage de la consommation : observations récentes en Amérique latine
*Guillermo LARRAIN - Mariel SIRAVEGNA
Guillermo YAÑEZ*

Les déterminants à long terme des comptes externes brésiliens
*Octavio DE BARROS
Fernando Honorato BARBOSA*

Consommation et finance dans la Chine rurale
Yasheng HUANG

Renminbisation des actifs internationaux de la Chine
*Yin-Wong CHEUNG - Guonan MA
Robert N. McCauley*

Innovations financières pour les pays émergents
Ivan ZELENKO

Les pays émergents et l'aide au développement
*Jean-Raphaël CHAPONNIÈRE
Emmanuel COMOLET - Pierre JACQUET*

Une bonne capacité de résistance à la crise

La Chine va se redresser mais sa consommation restera insuffisante
Charles DUMAS

La Chine : accélération des transformations et nouveaux défis
Thierry APOTEKER

La Chine et l'Inde : les plus solides des BRIC
Françoise LEMOINE

Trois pays émergents dans la crise : Indonésie, Russie, Turquie
François-Xavier BELLOCQ - Yves ZLOTOWSKI

À quoi ont servi les réserves de change très importantes ?
Patrick ARTUS

Le repositionnement des pays émergents : de la crise financière asiatique de 1997 à la crise de 2008
Delphine LAHET

Conseils aux pays émergents sur la crise actuelle : quoi de neuf ? qu'est-ce qui a changé ? pourquoi ?
*Marcos CHAMON, Christopher CROWE,
Atish R. GHOSH, Jun KIM, Jonathan D. OSTRY*

Articles divers

La finance islamique : une récente histoire avec la France, une longue histoire avec ses banques
Ghassen BOUSLAMA

Microfinance professionnelle et banques universelles : la singularité du cas de l'Allemagne
Agnès LABY

Réparer après la crise : d'abord sortir de la confusion
Vivien LÉVY-GARBOUA

La normalisation comptable internationale face à la crise
Bernard COLASSE

Bon de commande

À retourner à ASSOCIATION D'ÉCONOMIE FINANCIÈRE - 26, rue de Lille - 75356 Paris 07 SP

Nom : Fonction :

Société / Institution : Adresse :

Code postal : Ville : Pays :

Je commande exemplaire(s) du numéro 95 de la *Revue d'économie financière* au prix unitaire de 30,00 € soit un total de €.

Mode de paiement : par chèque à l'ordre de Association d'économie financière ou par virement sur le compte de l'AEF (nous contacter). Une facture acquittée sera jointe à votre commande.

Signature

Sociétal

1^{er} TRIMESTRE 2010 - N°67

DOSSIER

Après la crise, une nouvelle ère du libéralisme ?

- Relire la théorie économique
- Réhabiliter l'autorité
- Redécouvrir la morale
- Libérer la parole

GRAND TENDON - ÉCONOMISTE JÁNOS KORNAI

« Ne pas se tromper sur Marx »

INSTITUT DE
L'ENTREPRISE

Je souhaite m'abonner

Pour 1 an (4 numéros)

France

Étranger

Particuliers et Bibliothèques

45 €

60 €

Entreprises et Institutions

55 €

70 €

Étudiants

39 €

54 €

(joindre une photocopie de la carte d'étudiant)

Mme

Mlle

M.

Nom Prénom

Organisme..... Fonction.....

Adresse

Tél E-mail

Je joins un chèque à l'ordre de la S.E.R.P.E. - Sociétal, à envoyer à SER-Sociétal 14 rue d'Assas 75006 Paris

Je préfère régler par virement bancaire : Compte BNP Paribas

Code banque : 30004 - Code guichet : 01635 - N° de compte : 00010010273 - Clé Rib : 63

IBAN : FR76 3000 4016 3500 0100 1027 363

Date :

Signature :

Offre valable jusqu'au 31/12/2010. Prix TTC - TVA à 2,10 %. Conformément à la loi Informatique et libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant.

Bulletin d'abonnement
à retourner sous enveloppe affranchie à :

SER - Sociétal
14, rue d'Assas
75006 Paris

Abonnements : 01 44 39 48 04

Réconcilier dirigeants et managers intermédiaires, c'est urgent et c'est possible ¹

FRÉDÉRIC LEFEBVRE-NARÉ
Consultant en stratégie, cabinet Memesis

SOPHIE PELLAT
Directrice du développement d'Inria-Transfert

Pour construire un pont entre salariés et dirigeants, une négociation est nécessaire au sein des entreprises. Nécessaire pour reconnaître les divergences d'intérêts. Nécessaire pour dépasser ces divergences, trouver la synergie nouvelle qui permettra la prospérité durable de l'entreprise. Affectio societatis, capital social, société : et si ces mots retrouvaient leur sens ?

L'évolution des grandes entreprises depuis le milieu des années 1970 a fait diverger les intérêts de la direction générale, liée à l'actionnariat, des intérêts des autres salariés ayant des responsabilités durables, à quelque échelle que ce soit – nous les appellerons ici les « managers intermédiaires ».

1. Les auteurs remercient l'Institut de l'entreprise, qui les a associés aux réflexions de son groupe de travail « Redéfinir le rôle du manager dans l'entreprise de l'après-crise ».

L'écart se creuse

	Dirigeants	Managers intermédiaires
Organisation hiérarchique	Commandent plus directement par des chaînes hiérarchiques plus courtes	Pouvoir affaibli par cette influence plus directe du niveau central
Systèmes de gestion	Contrôlent plus directement l'exécution du travail via les progiciels de gestion intégrés (PGI/ERP)	Réduction de leur indépendance, de leur marge de manœuvre
Statut social	Gagnent en statut social à mesure que les grandes entreprises se concentrent	Le statut de cadre se banalise en France. National, il est moins reconnu dans les multinationales
Rémunération	Leur rémunération a fortement augmenté	Rémunération stagnante

Cette divergence profite, à court terme, aux dirigeants. Mais elle menace de casser l'actif même de l'entreprise, c'est-à-dire sa capacité à transformer le temps de travail des personnes en production collective. Qu'est-ce, en effet, que l'actif, au-delà du capital financier, des biens propres et du capital immatériel (brevets et marques, talents individuels...) ? L'actif essentiel de très nombreuses entreprises est un « capital social », au sens de « capital humain collectif ».

L'ACTIF ESSENTIEL DE TRÈS NOMBREUSES ENTREPRISES EST UN « CAPITAL SOCIAL », AU SENS DE « CAPITAL HUMAIN COLLECTIF ».

Ce qui permet de produire efficacement, d'innover, de vendre, de s'adapter aux changements, c'est la vitalité du corps social qu'est l'entreprise ; sa capacité à mettre la bonne personne à la bonne place ; l'entente entre dirigeants, cadres, salariés ; la bonne communication avec les partenaires extérieurs, clients et fournisseurs ; la reconnaissance de l'entreprise et de sa marque par le public.

Ce « capital social » est gravement fragilisé par la divergence entre dirigeants et managers intermédiaires. L'entreprise se mettrait en danger si elle prétendait traiter séparément sa dimension économique (qui serait mondialisée, offensive, sa vraie dimension au fond) de sa dimension sociale (qui serait à l'échelle nationale, défensive, presque une question de forme).

C'est déjà vrai pour l'entreprise taylorienne – chaîne de montage, hypermarché, centre d'appels... – où la transformation du temps de travail en production collective passe par l'assujettissement des corps et des esprits des travailleurs à des instructions préétablies. Peut-être la cohésion entre dirigeants et managers intermédiaires peut-

elle y être obtenue sans discuter du travail lui-même : en appelant les cadres à une cohésion idéologique, en sélectionnant les profils psychologiques les plus résistants aux contradictions et frustrations, en négociant des améliorations symboliques de rémunération, en promouvant des activités en marge comme la formation ou l'humanitaire...

L'entreprise taylorienne est encore assez présente dans les esprits pour que ce mode de direction soit populaire. Il échouerait cependant dans l'entreprise créative – commerce, service client, R&D.... Celle-ci a besoin d'un engagement solidaire des dirigeants et des managers intermédiaires sur le contenu de leur travail. Lequel engagement solidaire suppose :

- de partager un objectif commun ;
- de s'être entendus, par la négociation, sur la façon d'atteindre cet objectif, donc sur le travail lui-même (systèmes d'information, organisation, rémunérations, statut).

Y a-t-il bien un objectif commun qui permette la négociation sur le travail ? Dans beaucoup de cas, cet objectif commun devrait être, tout simplement, la prospérité durable de l'entreprise. Si chacun (dirigeant ou manager intermédiaire) est convaincu que l'autre veut lui aussi la prospérité de l'entreprise à long terme, on peut discuter ensemble de la façon d'y parvenir. Et déjà cette négociation vivante, entre personnes aux intérêts différents, créera ou renforcera le capital social de l'entreprise.

Y a-t-il une chance que ces négociations débouchent, que soient résolues les divergences sur les systèmes d'information, l'organisation, les rémunérations, le statut ? Il nous semble que oui, car sur chacun de ces quatre sujets, les divergences en cours contiennent leur propre solution.

Rétablir le dialogue

L'information des dirigeants par des systèmes d'information (SI) centralisateurs semble priver les managers intermédiaires de marge de décision. Ces systèmes doivent donc évoluer pour servir aussi à ces derniers dans leur prise de décision.

Il ne s'agit pas seulement là d'accès à l'information : admettons que celui-ci soit partout acquis. Les progiciels de gestion intégrés (PGI/ERP) outillent l'entreprise

LE NIVEAU CENTRAL
N'EST PAS EN
MESURE DE PRENDRE
LES DÉCISIONS
À LA PLACE DU
MANAGEMENT
INTERMÉDIAIRE.

pour centraliser l'information, superviser la consommation de moyens comme la production réalisée, à un niveau fin.

Mais remontée d'information n'est pas capacité de décision. Malgré l'illusion que donne le SI au dirigeant d'être dans un cockpit² où tout est possible en direct, le niveau central n'est pas en mesure de prendre les décisions à la place du management intermédiaire.

La prise de décision en continu est en fait la raison d'être du management intermédiaire, en particulier en fonctions opérationnelles. Il manque au niveau central toute la qualité contextuelle de l'information et la capacité d'action, qui seules permettent de prendre une décision adéquate et assumable.

Et le SI ne suit pas grand-chose de ce qui fait ces décisions quotidiennes. Il consigne surtout ce qui a été prévu à l'avance, il gère très mal les événements imprévus. Il n'enregistre que très peu de caractéristiques des personnes, il ne connaît presque rien des qualités complémentaires d'une équipe. Il peut certes voir les moyens affectés, quantités sortantes et taux de défauts constatés, mais il est sourd à la relation de travail, à la qualité du service, à la durabilité de ce que l'entreprise construit.

Les SI peuvent-ils évoluer pour, demain, appuyer la prise de décision, relayer fonctionnements hiérarchiques et réseaux horizontaux, porter les échanges qui font avancer l'entreprise ? Rendront-ils la capacité de décision aux personnes les mieux placées pour prendre les décisions ?

On en voit de premiers éléments, aussi limités soient-ils, avec l'informatisation des *workflows* (ou plus simplement la gestion intelligente des *to-do lists*, la méthode GTD), avec les outils d'aide au brainstorming ou à la conception de plans d'action. De nouveaux outils sont en création aujourd'hui, entre réseaux sociaux et management de projet, à destination des groupes de travail plus ou moins formels et pérennes. Ils préfigurent de nouveaux concepts de SI, au service commun de l'ensemble des décideurs du « haut » comme du « bas » de l'entreprise. Ils accompagnent des changements dans la façon de travailler, de négocier les décisions, d'exercer ses responsabilités.

2. Comparaison formulée par le lieutenant-colonel Ludovic Monnerat, http://www.ludovicmonnerat.com/archives/2009/09/le_syndrome_du.html

Instaurer la subsidiarité

L'écrasement de la pyramide permet aux dirigeants de s'adresser directement aux salariés par-dessus la tête des managers intermédiaires. Mais il permet aussi aux managers intermédiaires de conduire leur action, au lieu d'être bloqués par des lignes hiérarchiques in(dé)finies.

Certes, l'aplatissement de la pyramide hiérarchique est un changement de forme de l'organisation. Mais la pyramide est toujours là ! Elle n'a rien d'obsolète : par exemple les clubs de foot, les équipes de formule 1, Apple ou les McDo sont des organisations très hiérarchisées. Avoir des responsabilités clairement définies, une mission, des objectifs, un chef à qui l'on rend compte, c'est d'avenir dans l'entreprise créative.

L'aplatissement de la pyramide faciliterait même la vie du manager intermédiaire en élargissant sa zone de responsabilité et en réduisant le nombre de « concurrents verticaux » qu'il rencontre pour exercer cette responsabilité. Alors, où est le problème ?

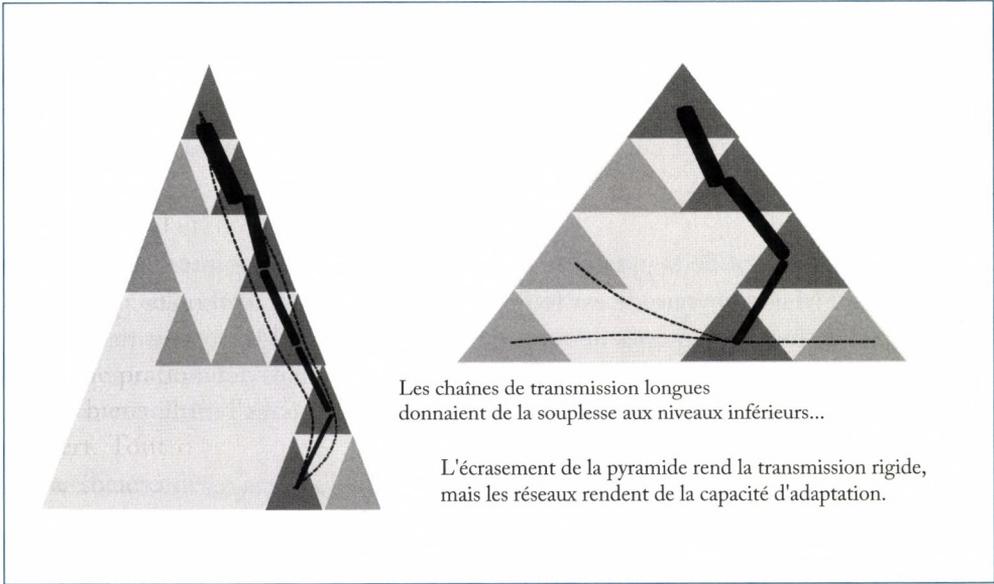
C'est que, dans la pyramide haute, la longueur des échelles hiérarchiques et la durée des transmissions d'information pouvaient donner en pratique beaucoup d'autonomie à l'échelon local. Tandis que, dans la pyramide aplatie, le niveau local est sous une pression plus directe du niveau central. Rendre compte à une seule personne peut être écrasant.

DANS LA PYRAMIDE
APLATIE, LE NIVEAU
LOCAL EST SOUS
UNE PRESSION PLUS
DIRECTE DU NIVEAU
CENTRAL.

L'aplatissement de la pyramide est donc d'une part un gain, d'autre part une perte. L'entreprise perd les négociations des actions et des enjeux, de strate en strate, qui permettaient la traduction, l'adéquation et l'ancrage. En supprimant des interactions humaines, l'aplatissement de la pyramide a pu mettre de la distance entre le manager intermédiaire et son entreprise, enlever du sens à son travail, réduire la capacité à « agir ensemble ».

Pour continuer à se comprendre mutuellement, pour agir en synergie, il faut qu'apparaissent de nouveaux cheminements ailleurs dans l'organisation.

Comment vont-ils apparaître ? Comment la pyramide va-t-elle être complétée pour que l'organisation reste vivante et capable d'évoluer ?



Une première réponse est fournie par les réseaux de connaissances, les fonctionnements horizontaux, qui sont facilités par les TIC et dont les jeunes générations sont « natives ». Ils ne remplacent pas la pyramide, ils s'y combinent et donnent aux managers intermédiaires des ressources complémentaires pour remplir leurs missions. Ils leur rendent de la liberté et facilitent l'évolution des personnes.

Ces échanges horizontaux laissent entière la responsabilité du manager intermédiaire. Société « en réseaux » ou non, il devra se méfier de la fiction consensuelle ; après avoir écouté et échangé au sein de son équipe, il devra assumer ses décisions comme hiérarchiques, et en répondre devant sa propre hiérarchie.

Il faut poser un principe de subsidiarité dans l'entreprise (« toute l'autorité réside chez les managers intermédiaires sauf lorsque le contraire est explicitement spécifié ») ; valoriser la prise de risque s'inscrirait bien dans cette approche du management.

Le pouvoir hiérarchique supérieur sera d'autant plus fort qu'il donnera mission et viendra en dernier ressort – et, qu'entre temps, les actions aux niveaux intermédiaires s'accorderont d'elles-mêmes. Mais pour que la subsidiarité fonctionne, pour que le

jeu des responsabilités individuelles diverses produise une action collective cohérente, un préalable est d'établir des procédures, mécanismes, règles partagées³.

Entre autres règles responsabilisantes, les entreprises pourraient promouvoir le parrainage, le *whistleblowing*, les actions collectives (*class actions*) ou encore le mentorat,

Parler argent

Les principaux dirigeants se sont accordé ces dernières années de fortes hausses de rémunérations, tout en limitant celles des autres cadres et salariés ... et cela a désolidarisé cadres intermédiaires et dirigeants. Si ces derniers veulent retrouver cette solidarité, ils devront accepter que l'échelle des rémunérations dans l'entreprise et la répartition des gains entre catégories de personnel soient sujettes à discussion et à consensus entre ces catégories de personnel.

Entre 1984 et 2006, le salaire des cadres a augmenté de 67 %, celui des chefs d'entreprise de 136 %. Cette divergence des rémunérations est une cause essentielle de discordes et de perte de confiance entre management intermédiaire et direction générale.

ENTRE 1984 ET
2006, LE SALAIRE
DES CADRES A
AUGMENTÉ DE 67 %,
CELUI DES CHEFS
D'ENTREPRISE DE
136 %.

La solution semble aussi simple que le problème : il faut une entente pour qu'en interne l'échelle des rémunérations soit jugée juste. Or, aujourd'hui, ce débat passe par l'extérieur de l'entreprise, les médias, le politique. L'entreprise a tout à gagner à le mener en son sein, par exemple sous forme de négociation organisée, de façon à obtenir une solidarité de ses salariés face à d'éventuelles interrogations de l'extérieur.

Redonner le pouvoir

C'est de la réalité du pouvoir détenu par les managers intermédiaires dans l'entreprise, et non plus du statut, que doit provenir la valorisation et la motivation.

3. Voir p.ex. Jean-Michel Cornu, « La coopération : nouvelles approches », publié en ligne, 2001.

Il s'agit donc, au-delà de l'héritage historique qu'est le statut de cadre à la française ⁴, d'investir de façon pérenne sur un statut d'avenir pour la mission d'encadrement – qu'il soit opérationnel ou fonctionnel, hiérarchique ou d'expertise.

■ HIER LE CADRE
AVAIT UN RÔLE DE
« COURROIE DE
TRANSMISSION».

IL DOIT
AUJOURD'HUI
ÊTRE UN CHEF,
RESPONSABLE,
GESTIONNAIRE,
DÉCIDEUR AUTO-
NOME.

Hier l'encadrement avait un rôle de « courroie de transmission », c'est-à-dire de représentation du patron lointain ; ce rôle, les TIC l'ont définitivement rendu obsolète.

Le cadre doit être aujourd'hui un chef, responsable, gestionnaire, décideur autonome. C'est ainsi qu'on pourra répondre aux deux grandes souffrances exprimées par les managers intermédiaires d'aujourd'hui : stress et manque de considération.

■ Au lieu du stress des « doubles contraintes » insolubles, l'entreprise doit et peut instaurer la subsidiarité dans des règles du jeu claires, et donner le pouvoir d'agir : faire, décider et assumer... succès et échecs.

Au lieu du manque de considération, l'entreprise peut faciliter la reconnaissance des personnes et de leurs résultats, que ce soit par la hiérarchie, par les réseaux internes ou par l'entourage de la personne à l'extérieur de l'entreprise.

Il s'agit bien là de choix à l'échelle de l'entreprise, d'une ingénierie de la collaboration collective. Il ne s'agit ni de trier les individus selon leur psychologie, ni d'enfermer leurs attentes dans une marge hors du travail quotidien (dispositifs type DIF, VAE, classification, statut formel...).

S'approprier un rôle de cadre, c'est possible si l'on est à l'aise dans sa mission, tant en interne par le pouvoir d'agir conformément à la mission, qu'en externe comme représentant de l'entreprise. C'est indépendant de toute catégorie statutaire ou convention collective nationale.

4. Dans la plupart des entreprises, mondialisées ou locales, industrielles ou de services, grandes ou petites, les salariés, en particulier les managers intermédiaires, raisonnent depuis longtemps par emploi, mission, rôle, rémunération... Les questions statutaires sont réglées dans un second temps, pour inscrire le poste dans le cadre réglementaire local.

Mettre en mouvement des individus

Les cadres en France continuent à s'impliquer, à se mobiliser, mais souffrent de voir leur vie personnelle oblitérée par leur travail. En d'autres termes, ils ne fuient pas le travail pour la vie personnelle : c'est la vie personnelle qui leur semble fuir un travail qui prend tant de place.

Cela pose la question de ré-humaniser leur travail, de mettre les personnes dans des situations humaines, vivables (au lieu de leur demander une ab-négation, une abstraction de la vraie vie).

Est-ce une difficulté spécifiquement française ? Dans certaines sociétés européennes, le travail est intégré à une éthique sociale globale, qui impose des équilibres. La vision américaine, contractuelle, suggère une autre façon d'équilibrer humainement le travail. Selon le cliché, tout le monde quitte l'entreprise à l'heure pile. Si on fait abstraction de sa dignité et de ses aspirations personnelles, ce n'est que pour un temps limité.

La conception française du travail, d'origine féodale (la « logique de l'honneur » nommée par d'Iribarne, déjà analysée par Michelet), fait risquer un déséquilibre. Le manager intermédiaire, qui s'engage sans compter, se sent à juste titre floué si le dirigeant ne remplit pas son devoir de suzerain, qui est de veiller à la sécurité et au bien-être de ses vassaux.

LE MANAGER
INTERMÉDIAIRE
SE SENT FLOUÉ
SI LE DIRIGEANT
NE REMPLIT PAS
SON DEVOIR DE
SUZERAIN, QUI EST
DE VEILLER À
LA SÉCURITÉ ET AU
BIEN-ÊTRE DE SES
VASSAUX.

Est-ce une difficulté nouvelle ? Elle est certainement amplifiée dans le système technique actuel. Quand le travail ne s'appuie plus tant sur une machine physique que sur Internet, quand on doit être joignable à tout instant, quand les relations client ou fournisseur concernent toutes les étapes de la production, il devient très difficile de mettre en parenthèses ses valeurs et son identité personnelle le temps de 35 ou 39 heures.

Si, dans la production, le groupe de travailleurs devient l'élément-clé (non plus l'annexe d'une machine), alors la réussite de l'entreprise passe par la réussite de ce groupe et celle des personnes qui y travaillent.

L'entreprise française a donc besoin, pour réussir durablement, que la communauté humaine y soit reconnue comme un actif, et un actif précieux.

ENTREPRISE

Cela se dit en mots, cela se concrétise en organisation, en outils et méthodes de management. Les mots des dirigeants seront entendus et repris s'ils consistent, non pas en « communication sur » ce que fait l'entreprise au plan macro, mais en engagements concernant chaque cadre à sa propre échelle de travail.

Trouver les mots sur lesquels on s'accordera, les mots qui raconteront aux dirigeants et aux managers intermédiaires une histoire d'avenir commun, c'est l'objet même du dialogue, de la négociation à ouvrir dans l'entreprise mondialisée.

Entre SI du futur et réseaux, organisation et responsabilisation, échelles des rémunérations et définitions de poste, le grain à moudre abonde pour ce dialogue nouveau.

Il aura fallu la crise pour le rendre nécessaire ? Voyons-y l'opportunité d'une refondation durable, la chance de créer ensemble l'entreprise de l'après-crise !

Le plan d'économie qui valait 50 milliards

FRANÇOIS ÉCALLE

Chargé de cours à l'université Paris I

Il faut redresser rapidement la situation des finances publiques en France et prendre à cette fin des mesures simples ayant un impact automatique, rapide et massif sur les dépenses publiques.

Le déficit public de la France pourrait dépasser, en 2009, 7 % du PIB, soit 140 milliards d'euros, et la crise en explique moins de la moitié. Ce déficit était d'ailleurs déjà de 3,4 % du PIB en 2008, alors même que l'impact de la crise sur les finances publiques était encore limité. Le déficit structurel, c'est-à-dire corrigé des effets de la conjoncture macroéconomique sur les recettes et les dépenses, est en effet supérieur à 3,5 % du PIB, soit à 70 milliards d'euros, et reflète l'incapacité de la France à maîtriser ses finances publiques depuis de nombreuses années. Il en résulte un emballement de la dette publique qui pourrait atteindre 90 % du PIB à la fin de 2012 ¹.

Stabiliser la dette dès la reprise

Dès que la reprise de la croissance sera établie, il faudra rééquilibrer les comptes publics pour stabiliser puis réduire la dette, mais le désendettement est un processus très lent. Avec une croissance en valeur du PIB de 3,5 % par an, il faudrait douze ans pour faire passer la dette de 90 à 60 % du PIB en supposant que le déficit soit instantanément ramené à zéro. Il faudra donc viser un solde structurel nul à un horizon proche, au mieux en deux ou trois ans et au plus en cinq ans. L'effort à faire

1. « Rapport sur la situation et les perspectives des finances publiques », Cour des comptes, 2009.

est d'environ 70 milliards d'euros et, compte tenu du niveau élevé des prélèvements obligatoires en France, il doit porter en priorité sur les dépenses publiques.

Ce que signifient 70 milliards d'euros d'un effort structurel sur les dépenses

Pour réduire le déficit structurel de 70 milliards d'euros en cinq ans en jouant sur les dépenses, il faut que les dépenses publiques soient, d'ici là, inférieures de 70 milliards d'euros à ce qu'elles seraient si elles augmentaient au même rythme que les recettes publiques en volume, soit 1,8 % par an, en considérant que les recettes évoluent, à législation constante, comme le PIB et que la croissance potentielle du PIB en volume est elle-même de 1,8 % par an.

Le montant des dépenses publiques étant d'environ 1 050 milliards d'euros en 2009, il faudrait ainsi viser un montant d'environ 1 080 milliards d'euros en 2014, hors effet de l'inflation. Or leur croissance tendancielle, constatée sur les années 1998 à 2007², est de 2,3 % en volume par an, ce qui conduirait « spontanément » à un montant de 1 175 milliards d'euros en 2014. L'économie à faire, par rapport à cette évolution tendancielle, est donc de presque 100 milliards d'euros, mais les charges d'intérêt peuvent augmenter de plus de 20 milliards d'euros à cet horizon. Sur les seules dépenses primaires, l'économie nécessaire est donc d'environ 120 milliards d'euros, ce qui correspond à un objectif de croissance nulle en volume sur cinq ans.

Réduire le déficit structurel de 70 milliards d'euros en cinq ans en agissant sur les dépenses signifie que les dépenses primaires devront être inférieures de 120 milliards d'euros en 2014 au niveau qu'elles atteindraient en suivant leur tendance de ces dernières années (cf. encadré). Ce chiffre peut sembler énorme, mais l'évolution tendancielle des dépenses publiques observée ces dernières années intègre de nombreuses dépenses nouvelles. Dans les dix dernières années, la plus coûteuse (8 à 10 milliards d'euros) a été la réduction de la durée du travail dans la fonction publique, mais il y en a eu bien d'autres dans les domaines les plus divers (prise en charge de la dépendance ou du coût du jeune enfant, aides à l'emploi...). Bien qu'il n'en existe pas de recensement, on peut prendre pour hypothèse qu'elles contribuent à accroître

2. L'année 2008 est peu significative car la reprise imprévue de l'inflation a mécaniquement réduit la croissance en volume des dépenses et la désinflation imprévue de 2009 aura l'effet inverse.

les dépenses de 5 milliards d'euros par an. Dans ces conditions, l'économie la plus importante consiste à ne pas décider de nouvelles dépenses et, si l'on y parvenait, on pourrait économiser 25 milliards d'euros en cinq ans. Il reste donc près de 100 milliards d'euros à trouver.

L'ÉCONOMIE LA PLUS IMPORTANTE CONSISTE À NE PAS DÉCIDER DE NOUVELLES DÉPENSES.

Même si d'autres pays (Allemagne, Suède...) ont fortement réduit leurs dépenses publiques, cet objectif est très difficile à atteindre. En France, plusieurs gouvernements ont affiché leur volonté de modérer leur croissance et aucun n'a su contenir sa progression en volume au-dessous de 2 % par an.

L'objectif n'est pas pour autant inaccessible. En 2007, l'Observatoire de la dépense publique de l'Institut de l'entreprise a ainsi établi une liste de mesures permettant d'économiser environ 100 milliards d'euros³. Toutefois, la réduction des dépenses publiques est généralement attendue de réformes en profondeur de l'État, de la Sécurité sociale et des collectivités locales, ou de la révision de leurs politiques d'intervention. Ces réformes sont indispensables mais ne suffiront pas pour atteindre cet objectif dans les délais requis. Il faudra aussi prendre des mesures simples ayant un impact rapide, automatique et massif sur les comptes publics, même si elles ne sont pas forcément toujours les plus pertinentes. L'annonce de telles mesures permettrait de rehausser la crédibilité des engagements budgétaires français, aujourd'hui quasi nulle pour de nombreux observateurs⁴.

Des réformes indispensables mais avec un faible impact

1. La réforme de l'État

Elle a été proposée, annoncée et lancée de nombreuses fois depuis longtemps. Des progrès importants ont été réalisés et la mise en œuvre de la Lolf (loi organique de

3. « L'agenda 2012 : 37 propositions pour une maîtrise de la dépense publique », Observatoire de la dépense publique, notes de l'Institut de l'entreprise, 2007.

4. J. Pisani-Ferry dans *Le Nouvel Économiste* du 10 septembre 2009.

2001 sur les lois de finances) n'en est pas le moindre. Le chantier reste immense et devra faire appel à des outils très divers : refonte de l'organisation des services, développement de la mobilité des agents, révision de la carte des implantations territoriales de l'État, renouvellement du régime de responsabilité des gestionnaires, simplification des procédures...

La révision générale des politiques publiques (RGPP) lancée en 2007 est la dernière initiative en ce domaine. Elle a donné lieu à 374 décisions très hétérogènes qui concernent surtout l'organisation des services de l'État. Il s'agit, par exemple, de refaire l'organigramme des services centraux d'un ministère ou encore de regrouper les directions régionales et départementales de plusieurs ministères. Du point de vue budgétaire, ces mesures devraient permettre de ne remplacer qu'un départ d'agent de l'État en retraite sur deux et les économies attendues sont relativement modestes : 7,7 milliards d'euros à l'horizon de 2011, dont il faut déduire 1,7 milliard d'euros qui seront rétrocédés aux fonctionnaires sous forme de primes de mobilité ou d'intéressement aux gains de productivité. Encore faut-il considérer ce résultat avec prudence car il est très mal documenté ⁵.

La méthode suivie peut être critiquée sur certains points mais aucun gouvernement n'a réussi à faire mieux. C'est d'ailleurs difficile dans la mesure où la baisse des effectifs ne peut venir que du non-remplacement d'une partie des départs en retraite, même si ces départs sont actuellement nombreux.

On peut espérer que les mesures déjà prises et celles qui le seront, dans le cadre de la RGPP ou de dispositifs semblables, permettront d'économiser 10 milliards d'euros à l'horizon de 2014, mais pas beaucoup plus.

2. La réforme des retraites

Deux grandes réformes ont déjà été faites, en 1993 puis en 2003, et il faudra les compléter car nous sommes loin de pouvoir résorber les déséquilibres financiers futurs des régimes de retraite.

Les réformes les plus pertinentes visent à repousser l'âge de départ en retraite et à augmenter ainsi le rapport entre les nombres de cotisants et de retraités, mais leur impact

5. « Rapport sur la situation et les perspectives des finances publiques », Cour des comptes, 2009.

est progressif et incertain. Les mesures relatives au mode de calcul des pensions ont des effets plus sûrs mais ne concernent généralement que les nouveaux retraités et il faut donc très longtemps pour que leur impact se fasse sentir sur les comptes. Ajoutons que les grandes réformes en cette matière peuvent comporter des dispositions qui en facilitent l'acceptation mais se révèlent rapidement coûteuses (2,4 milliards d'euros en 2008 pour les retraites anticipées permises par la réforme de 2003).

3. La réforme du système de santé

Les dysfonctionnements sont nombreux dans le système de santé et les économies potentielles considérables, mais l'histoire des réformes et des plans de redressement des comptes de l'assurance maladie est déjà très riche et n'a pas empêché les prestations d'augmenter en volume de 3,5 % en moyenne annuelle de 1998 à 2007. Sans ces réformes, leur progression aurait été bien plus dynamique et elles doivent être poursuivies inlassablement, mais maintenir durablement la croissance des dépenses au-dessous de ce rythme tendanciel serait déjà un résultat satisfaisant.

Certains observateurs considèrent que les réformes annoncées jusqu'à présent ont manqué d'ambition ou n'ont pas été réellement mises en œuvre, mais ils proposent des mesures qui trouvent vite des limites inhérentes à la nature des dépenses de santé.

Les uns proposent de rendre l'assurance maladie et l'offre de soins beaucoup plus concurrentielles et de donner plus de place au marché. Celui-ci conduit toutefois les assureurs à adapter leurs primes en fonction des risques, ce qui est inacceptable dans la mesure où celles-ci peuvent être sans commune mesure avec les revenus des assurés. Le jeu du marché doit être encadré par des réglementations complexes qui en limitent l'efficacité sans résoudre ce problème d'équité. L'exemple des États-Unis est révélateur.

FAUT-IL CONTRÔLER
ET SANCTIONNER
PLUS SÉVÈREMENT
LES PROFESSIONNELS
DE SANTÉ ?

D'autres proposent, dans une optique administrative, de contrôler et sanctionner plus sévèrement les professionnels de santé et de gérer les hôpitaux dans une logique de performance. Mais les dépenses de santé résultent d'un « colloque singulier » entre le médecin et son patient qui ne peut pas être standardisé, dont peuvent dépendre la vie ou la mort et qui échappera toujours aux contrôles administratifs et à la logique de performance.

Tenant compte de ces contraintes, les plus réalistes cherchent des moyens d'inciter les professionnels à prendre de meilleures décisions. Les recherches et les réformes portent surtout sur les modes de rémunération des médecins et de financement des hôpitaux, mais le bon point d'équilibre n'a pas encore été trouvé entre les systèmes de rémunérations au forfait ou à l'activité, ces deux systèmes ayant des avantages et des inconvénients difficiles à mesurer.

4. La réforme des collectivités locales

Les dépenses des collectivités locales ont crû en moyenne et en volume de 4,2 % sur les années 1998 à 2007, et de 3,2 % par an si on retire du calcul les dépenses transférées par l'État.

La maîtrise des dépenses locales est un enjeu majeur, mais les leviers d'action sont faibles. L'État peut seulement réduire les subventions qu'il verse aux collectivités locales en espérant qu'elles réduiront à leur tour leurs dépenses, mais elles peuvent tout aussi bien augmenter les impôts locaux ou s'endetter.

La solution est dans une grande réforme touchant le nombre de catégories de collectivités, la répartition des compétences entre elles, l'assiette et la répartition du produit des impôts locaux, les modalités d'allocation des subventions de l'État. Cette réforme est annoncée mais, à supposer qu'elle soit aussi ambitieuse, elle ne se traduira pas rapidement par une modération des dépenses locales. Au contraire, toute grande réforme de ce type ayant un coût immédiat de mise en œuvre, il faut plutôt s'attendre à des dépenses supplémentaires dans les prochaines années.

5. La révision des interventions de l'État et des régimes sociaux

Beaucoup d'interventions (subventions, prestations sociales, dépenses fiscales...) ont probablement une faible utilité au regard de leur coût et pourraient être supprimées. La démarche la plus satisfaisante consiste à les évaluer et à supprimer les moins efficaces, mais, en France, les évaluations de politiques publiques sont rares et elles ne débouchent pas souvent sur une remise en cause. Et même lorsque c'est le cas, le pouvoir politique ne décide pas de supprimer ces interventions ou d'en réduire sensiblement la portée pour diverses raisons : souci des droits acquis, ignorance des contraintes pesant sur les finances publiques, méfiance vis-à-vis des expertises...

Il est nécessaire d'évaluer plus systématiquement et plus rigoureusement les interventions, mais on peut douter qu'il en résulte des gains budgétaires considérables.

Des mesures simples mais avec un impact fort et rapide

6. La valeur du point de la fonction publique

La rémunération principale de tous les fonctionnaires (État, collectivités locales et hôpitaux) est calculée en multipliant un indice représentatif de leur classement hiérarchique par un montant en euros, le point « fonction publique ». Ce montant est augmenté de façon discrétionnaire par le gouvernement, même s'il prend la peine de consulter les syndicats, voire de négocier avec eux. Chaque augmentation de 1 % du point accroît les dépenses publiques de 1,7 milliard d'euros.

Ces hausses du point ont été de près de 1 % par an sur la période 1998-2007, mais les fonctionnaires bénéficient aussi d'augmentations liées à leur ancienneté et à leur avancement dans la hiérarchie. Elles forment le « glissement vieillissement technicité positif » qui s'élève à plus de 2 % par an. Les agents publics bénéficient aussi d'augmentations réservées à des catégories particulières d'entre eux si bien que, au total et en moyenne, ils ont vu leur rémunération s'accroître de 3,7 % en euros courants et de 2,3 % en euros constants par an sur les années 1998-2007 quand ils étaient en poste dans l'administration deux années de suite ⁶. Les fonctionnaires ayant été épargnés par la crise, il ne serait pas inéquitable de leur demander une contribution particulière au redressement des finances publiques.

**LES FONCTIONNAIRES
AYANT ÉTÉ ÉPARGNÉS
PAR LA CRISE, IL
NE SERAIT PAS
INÉQUITABLE DE
LEUR DEMANDER
UNE CONTRIBUTION
PARTICULIÈRE AU
REDRESSEMENT
DES FINANCES
PUBLIQUES.**

Le gel du point, qu'il n'est pas non plus interdit de baisser, conduit à économiser 1,7 milliard d'euros par an, tout en permettant à la plupart des fonctionnaires de

⁶. Rémunération des « présents-présents ». Rapports annuels sur l'état de la fonction publique et éléments statistiques publiés par le ministère du Budget et de la Fonction publique en octobre 2007.

bénéficier d'augmentations significatives de leur pouvoir d'achat. Appliqué sur cinq ans, cela représente près de 9 milliards d'euros.

7. L'indexation des prestations sociales

Beaucoup de prestations sociales sont indexées sur l'inflation et chaque hausse de 1 % de ces prestations accroît de 2,2 milliards d'euros les dépenses publiques.

Les dispositions législatives précisant les modalités de cette indexation pourraient être modifiées pour que ces prestations augmentent seulement pendant quelques années comme l'inflation moins 0,5 ou 1 point.

Les retraités ayant été épargnés par la crise, cette mesure pourrait concerner plus particulièrement les pensions (chaque hausse de 1 % des pensions indexées sur l'inflation coûte 1,8 milliard d'euros).

Sur cinq ans, le gain budgétaire serait de 11 milliards d'euros si toutes ces prestations étaient globalement indexées sur l'inflation moins 1 point.

8. Les dépenses fiscales

Les dispositifs dérogatoires (réductions et crédits d'impôt, exonérations, déductions et abattements sur les revenus, taux réduits) qui permettent d'alléger les prélèvements fiscaux coûtent 70 milliards d'euros ⁷. Bien qu'il n'existe pas de séries historiques homogènes, il est certain que le nombre et le coût de ces dispositifs augmentent rapidement, pour une raison assez simple : ces dépenses fiscales ont les mêmes propriétés économiques que des dépenses budgétaires mais ont le grand avantage, politique, d'être comptabilisées en baisses d'impôt.

Beaucoup d'entre elles n'ont qu'une faible utilité, insuffisante pour justifier leur coût, et la démarche la plus satisfaisante, comme pour l'ensemble des interventions, est de les évaluer systématiquement et de supprimer celles qui sont trop coûteuses par rapport aux avantages qu'elles apportent. On peut cependant douter du résultat de cette appro-

7. Projet de loi de finances pour 2009. Tome II du rapport sur les « voies et moyens ».

che au cas par cas qui s'est toujours heurtée à une défense très efficace des contribuables concernés et à l'absence de consensus sur les conclusions des évaluations.

Il faut adopter une méthode plus radicale, en complément éventuellement de l'évaluation mesure par mesure. Le montant des réductions et crédits d'impôt est désormais presque toujours plafonné et il en est souvent de même des revenus exonérés ou soumis à abattements. Il faudrait réduire d'un même pourcentage tous ces plafonds, ce pourcentage étant calculé pour obtenir une diminution d'environ 10 milliards d'euros du total des dépenses fiscales, éventuellement en complétant cette mesure par la suppression des dispositifs les plus contestables. Les seuls crédits et réductions d'impôt sur le revenu coûtent 14 milliards d'euros et une baisse de leurs plafonds permettant de réduire ce coût d'un tiers ferait gagner près de 5 milliards d'euros.

En 2009 a été instauré un plafond global appliqué à la plupart des crédits et réductions d'impôt sur le revenu, mais il est relativement élevé (25 000 euros + 10 % du revenu imposable par foyer fiscal). La mesure précédente pourrait être en partie remplacée par une baisse de ce plafond global pour un rendement équivalent.

9. Le taux de remboursement des dépenses de santé

Le moyen le plus efficace pour réduire les dépenses de l'assurance maladie consiste à baisser le taux de remboursement en créant ou en augmentant des franchises, forfaits et tickets modérateurs. De telles mesures pèsent toutefois plus lourdement sur les ménages dont les revenus sont les plus faibles et leur « reste à charge » peut devenir insupportable. Pour atténuer ce problème ont été mis en place des dispositifs d'exonération des tickets modérateurs ou de plafonnement des forfaits et franchises.

Le coût croissant de ces dispositifs atténuateurs, notamment celui qui concerne les affections de longue durée, compense les gains budgétaires tirés des nouveaux forfaits, franchises et tickets modérateurs, si bien que le taux moyen de remboursement des dépenses de santé par la Sécurité sociale est toujours à peu près le même, autour de 77 %, depuis quarante ans. L'ensemble de ces dispositifs est en outre excessivement complexe et n'empêche pas le reste à charge d'être beaucoup plus important pour les ménages les plus pauvres⁸.

8. F. Ecalte, « Assurance maladie : plafonner les tickets modérateurs et franchises en fonction du revenu », *Sociétal*, 2007.

POLITIQUES PUBLIQUES

Il faudrait remplacer ces dispositifs par une seule disposition législative, le « bouclier sanitaire », prévoyant que les dépenses de santé d'un assuré sont remboursées à 100 % dès que son reste à charge atteint une certaine proportion de son revenu sur l'année. Techniquement, ce bouclier peut être mis en place en deux ans ⁹.

Le problème social étant résolu, il serait possible de diminuer le taux de remboursement moyen des dépenses de santé. Une baisse de 1 point de ce taux entraîne une réduction des dépenses publiques de 1,7 milliard d'euros et une baisse de 5 points se traduirait par un gain de 8,5 milliards d'euros.

Le gel du point de la fonction publique toucherait les personnels hospitaliers et devrait être accompagné d'une mesure similaire concernant les honoraires des professions de santé. Une réduction de 1 point par an sur cinq ans des revalorisations tarifaires, par rapport à leur évolution tendancielle, permettrait d'économiser 1,5 milliard d'euros. Au total, le gain serait donc d'environ 10 milliards d'euros sur les dépenses de l'assurance maladie.

Avec les gains budgétaires d'une « RGPP étendue », les mesures décrites permettraient de réduire d'environ 50 milliards d'euros les dépenses publiques ¹⁰. Elles devraient bien sûr être complétées par d'autres réformes, notamment par la suppression de certaines interventions, mais il serait peu réaliste d'en attendre des économies aussi importantes à l'horizon des cinq prochaines années, surtout si on ne remet pas en cause des principes comme la garantie d'emploi des fonctionnaires ou les droits acquis à certaines prestations sociales. La France échappera donc difficilement à une hausse des prélèvements obligatoires.

**LA FRANCE
ÉCHAPPERA
DIFFICILEMENT À
UNE HAUSSE DES
PRÉLÈVEMENTS
OBLIGATOIRES.**

tion de certaines interventions, mais il serait peu réaliste d'en attendre des économies aussi importantes à l'horizon des cinq prochaines années, surtout si on ne remet pas en cause des principes comme la garantie d'emploi des fonctionnaires ou les droits acquis à certaines prestations sociales. La France échappera donc difficilement à une hausse des prélèvements obligatoires.

9. R. Briet et B. Fragonard, Rapport de la mission sur le bouclier sanitaire, 2007.

10. En considérant les dépenses fiscales comme des dépenses publiques, ce qu'elles sont économiquement pour la plupart d'entre elles.

Indispensable PIB

ALAIN BIENAYMÉ

Économiste

Mesurer le bien-être plutôt que la richesse est une volonté ancienne. Le rapport récemment remis au président de la République sur le sujet par deux Prix Nobel d'économie va-t-il vraiment changer la situation ? Vu la complexité du problème, on peut en douter. Il sera néanmoins utile si ce genre d'exercice ne conduit pas à occulter l'attente première de la population, à savoir la capacité d'accéder au plein-emploi.

Environ deux siècles ont été nécessaires depuis la parution des premiers textes d'Adam Smith pour que l'idée vienne aux économistes de résumer dans une grandeur centrale la performance dégagée par la collectivité nationale. Pendant longtemps, on s'est contenté d'employer le mot de richesse. Or, ce mot est ambigu, et ce à un double titre. Il nous vient de la langue franque et des grandes invasions germaniques du V^e siècle : *riki* signifiait puissant ; c'est ce qui donnera par la suite le *Reich* allemand et le *Rik* scandinave ; France se traduit par *Frankreich* en allemand et *Frankrike* en suédois. Le mot anglais de *wealth*, popularisé par Adam Smith, évoque plutôt l'aisance, l'opulence et le bien-être quasi physique qui en est ressenti, ainsi qu'une possible contraction entre *well* et *health*.

Qu'est-ce que la richesse ?

Par la suite, ce mot de richesse a entretenu une fâcheuse confusion entre ce qui constitue un stock que l'on possède (capital, fortune, patrimoine...) et le flux des productions que notre activité fait naître. Certains mercantilistes faisaient même pire en assimilant, tel Harpagon, la richesse d'un pays à son stock de monnaie, c'est-à-dire son stock d'or et d'argent. Or un stock est une richesse mesurée à une date donnée, tandis qu'un flux de production génère une richesse supplémentaire au cours d'une période donnée.

Bien que le contenu du fameux livre d'Adam Smith ne fasse pas de doute sur son véritable objet – la croissance économique –, son titre, *La Richesse des nations* (1776), maintient cette ambiguïté. La confusion s'est en partie dissipée lorsque la science économique commença à prendre son autonomie. On attend en effet aujourd'hui de l'activité économique qu'elle satisfasse les besoins des consommateurs que nous sommes tous, de notre naissance à notre décès. Ces besoins se manifestent quotidienne-

ment ; ils demandent donc pour être satisfaits que des productions adéquates y répondent et se renouvellent périodiquement.

CE QU'ON ATTEND
DE L'ACTIVITÉ
ÉCONOMIQUE, C'EST
QU'ELLE SATISFASSE
LES BESOINS DES
CONSOMMATEURS.

On peut considérer que ce sont les physiocrates qui franchirent le premier pas en plaçant la production agricole au cœur des performances des économies. Le *Tableau économique* que décrivit François Quesnay en 1758 représenta les flux monétaires circulant à l'occasion de

la production entre les fermiers, les propriétaires fonciers et les artisans dont la société se composait en très large majorité. Mais réduire la performance à la seule production agricole était critiquable. On justifiait cette assimilation non seulement par son poids prépondérant dans la production nationale, mais aussi par l'argument naïf suivant : la production agricole permet aux semences de croître et de se multiplier miraculeusement, tandis que l'artisanat détruit une partie des matières nécessaires à l'obtention d'un produit fini : vêtements, meubles, maisons, etc.

Richesse, valeur, utilité

Par la suite, la théorie économique dut affronter le problème posé par la variété croissante des biens qui est de savoir comment on peut mesurer une performance hétérogène (additionner des carottes et des vêtements). Il a fallu pour cela comprendre que, derrière les richesses matérielles, l'essentiel se cache, c'est-à-dire les utilités, les services rendus, les satisfactions que ressentent les utilisateurs des biens issus de l'activité et en fin de compte les valeurs que les marchés attribuent aux biens rendus disponibles par la production. D'importants débats se déroulèrent au XIX^e siècle sur ce qui fonde la valeur des biens, sur les prix relatifs qui permettent de les comparer sur les différents marchés. L'opposition entre « valeur travail » (Ricardo, Marx) et « valeur utilité » (Menger) sera résolue élégamment par Alfred Marshall et sa distinction entre courte période (celle des modes passagères qui agitent la demande de

biens) et longue période (celle des conditions de production et de travail qui évoluent lentement avec les progrès techniques).

Ricardo et les classiques ne s'intéressèrent à la performance de l'économie nationale que par le biais des estimations épisodiques des revenus privés et publics ; Walras et les néoclassiques se contentèrent d'étudier les comportements individuels. Les séries statistiques du XIX^e siècle concernaient un petit nombre de produits-clés. Il a fallu attendre 1929 et la crise pour que s'affirme une forte demande de données statistiques sur la valeur monétaire des flux d'activité et pour que la comptabilité nationale fasse ressortir l'interdépendance entre les agrégats de production, de revenus et de dépense globale. La comptabilité nationale fit comprendre que le produit national n'est pas la somme des productions ou des chiffres d'affaires des entreprises. Il faut éliminer les doubles emplois ; et par conséquent soustraire les consommations intermédiaires de la valeur des ventes des entreprises marchandes. Définir le produit national comme une somme de valeurs ajoutées permet d'éviter d'avoir à s'interroger sur une cascade de consommations intermédiaires illustrant la transformation progressive des ressources naturelles. Depuis lors, sous l'impulsion en particulier de l'OCDE, le produit national est devenu dans sa variante moderne le produit intérieur brut. Ce PIB est considéré comme la mesure principale sinon unique de la performance d'un pays. L'adhésion à des conventions statistiques internationales en fait l'instrument de comparaison de la puissance respective des nations (UE, FMI). Ces conventions statistiques fournissent des jalons indispensables pour suivre les processus de croissance dans le monde.

Mesurer le bonheur ?

Plusieurs considérations imposent de compléter cette estimation synthétique de la valeur des performances accomplies par un pays. Un pays est performant s'il maintient la stabilité du niveau général des prix, et par conséquent le pouvoir d'achat ou valeur interne de sa monnaie. Une inflation incontrôlée entraîne de nombreux désordres susceptibles de fragiliser le pacte social existant : enrichissement indu des débiteurs aux dépens des créanciers, appauvrissement des titulaires de revenus fixes et modestes (bas salaires, pensions de retraite...), biais en faveur des spéculations à court terme, dépréciation des cours de change, fuite devant la monnaie, incertitude sur la politique économique à venir (*stop and go*). Par conséquent, un pays est d'autant plus performant qu'il maintient l'inflation à un niveau tolérable, de l'ordre de 2 % en moyenne annuelle, qui ne décourage pas les investissements productifs.

LA RELATION ENTRE
LA DISTRIBUTION
DES REVENUS ET
LE BIEN-ÊTRE
EST FLOUE
ET INSTABLE.

De plus, s'il est globalement vrai que le bien-être de la communauté dépend positivement du produit par tête, les individus concernés ne perçoivent pas clairement le lien entre leur niveau de vie personnel, familial, et cette abstraction qu'est le PIB moyen par habitant. La plupart sont tentés de comparer leur sort à celui de leur voisin immédiat ou de groupes de référence. Ce comportement s'observe dès la petite enfance. Et donc,

la répartition des revenus opérée en contrepartie de la production joue son rôle dans le bien-être ou le malaise ressenti dans différentes couches de la société. Mais la relation entre la distribution des revenus et le bien-être est floue et instable, ce d'autant que la théorie économique moderne ne dispose pas de critères incontestés pour déterminer avec précision les paramètres d'une répartition socialement juste des revenus. Si le chômage, les grèves, les manifestations de rue et l'absentéisme des travailleurs ont une incidence négative qui finit par avoir une conséquence chiffrée sur le PIB, comment en revanche tenir compte dans les statistiques des envies et des frustrations éprouvées par les différents membres de la société ?

Divers indicateurs annexes tels que la répartition des revenus par quintile ou décile, l'écart entre revenu médian et revenu moyen et son évolution, la quantité de biens de confort par habitant, l'espérance de vie et la mortalité infantile, les niveaux de scolarisation, etc. complètent les classements internationaux (rapport Ramses de l'Ifri). Certaines opérations sont menées au niveau international pour définir un indicateur synthétique appelé IDH (indice de développement humain). Pour autant, la vieille question du bonheur national brut que Gilbert Mathieu aborda dans *Le Monde*, il y a plus de quarante ans est toujours pendante et elle a resurgi avec la commission Stiglitz, Sen, Fitoussi.

Compléter le PIB

Alors que cette commission a remis son rapport au président de la République, il faut avoir le courage de dire qu'il paraît impensable à notre sens de trouver un indicateur unique de substitution au PIB dans cette ligne de pensée. Et, par conséquent, il faudra se montrer modeste et se contenter d'étendre la gamme d'indicateurs disponibles, avec tous les problèmes de pondération que pose le fait que les peuples n'ont ni les mêmes aspirations, ni les mêmes priorités. Le rapport à la production diffère

largement selon que l'on est en état de pénurie ou d'opulence, que l'on vit dans une phase de démarrage de l'économie ou dans une situation où tous les besoins les plus pressants sont satisfaits.

Certes, les dommages environnementaux entraînés par la production devraient être mieux pris en compte dans les statistiques. Ils devraient venir en soustraction du PIB alors que la pollution conduit bien souvent à accroître ce dernier. La notion de produit national net que développe la Banque mondiale repose sur une vision élargie des patrimoines dans lesquels nous puisons pour assurer la consommation et l'investissement en capital matériel nécessaire à la production et à son taux de croissance apparent (cf. André Babeau, *Les Richesses du monde*, Economica, 2008). On peut aussi critiquer la manière dont sont comptabilisés certains phénomènes, comme par exemple les accidents de la route. Alors même qu'ils sont un mal collectif, ils engendrent des dépenses affichées comme un plus dans le PIB : il en va ainsi de l'activité des compagnies d'assurances, des garagistes ou de celle résultant des soins prodigués aux victimes. Pour autant, que dirait-on si l'on privait les victimes des soins nécessaires ? Il y a donc là bel et bien un élément complexe où un mal que l'on devrait exclure conduit à un bien-être que l'on ne peut ignorer.

ON NE ROMPRA
PAS DE SITÔT
AVEC L'« IDÉOLOGIE
DE LA CROISSANCE »
QUI FAIT DE
CELLE-CI PLUS
LE MOTEUR
DÉTERMINANT
DU NIVEAU DE
L'EMPLOI QU'UNE
CONSÉQUENCE DES
DÉPENSES
EN TRAVAIL.

Ces différentes critiques concernant le PIB et son taux de croissance ne doivent pas conduire à se tromper sur son rôle et celui de la comptabilité nationale. Leur intérêt repose sur les comparaisons dans l'espace et dans le temps qui se fondent sur ces indicateurs. L'observation suivie et argumentée des statistiques annuelles, trimestrielles et mensuelles de la production industrielle, des emplois et de leurs variations reste indispensable. Car on ne rompra pas de sitôt avec l'« idéologie de la croissance » qui fait de celle-ci plus le moteur déterminant du niveau de l'emploi qu'une conséquence des dépenses en travail. Il faudra bien que parmi les économistes, ceux qui sont à la fois désireux de faire avancer leur science et légitimement soucieux de la protection de l'environnement se souviennent que ce que l'on attend de leur savoir est d'expliquer en premier lieu comment éliminer ce qui reste le pire des gaspillages : le loisir forcé et très mal vécu que représente le chômage de masse.

Internet ou l'utopie démocratique

BENJAMIN FERNIOT

Directeur chez Suez Environnement

Il est un poncif assez partagé qui est de considérer Internet comme un moyen de renforcer la démocratie. Cela est aller un peu vite.

Dans sa tribune du 21 août 2009 publiée dans *Le Monde*, Franck Louvrier, conseiller en communication de Nicolas Sarkozy, évoque le potentiel démocratique d'Internet. Il est certain qu'il a engendré la démocratisation de nombreux outils d'information et de communication, en rendant accessible à tous, et le plus souvent gratuitement, des plates-formes d'expression. Ainsi, Twitter est devenu un puissant « moyen de libre expression », comme l'affirme Hillary Clinton, qui facilite l'affirmation et la diffusion des opinions individuelles. Ce sujet invite néanmoins à la prudence.

Liberté d'expression et action démocratique

Grâce à la multiplication des outils d'autopublication (blogs, micro-blogging, vidéos, médias sociaux...), Internet garantit une grande liberté de parole et d'opinion au-delà de toute censure. Les connections directes créées par le réseau digital rapprochent les individus entre eux et tissent des relations. Internet est aussi devenu une formidable caisse de résonance du *demos*, en favorisant le dialogue entre les citoyens et les élus. Tout individu peut aujourd'hui divulguer une information exclusive (comme ce fut le cas récemment en Iran) et engager un dialogue direct avec un élu en lui envoyant un e-mail, en déposant un commentaire sur son blog ou en l'interpellant sur un forum.

Ainsi, chacun a son mot à dire et chaque parole peut bénéficier d'un retentissement inattendu. Les partis politiques multiplient les initiatives en ce sens avec le lancement de plates-formes dites communautaires qui fournissent aux militants les moyens de s'exprimer : « Les créateurs de possibles » pour l'UMP, la « Coopool » pour le PS ou encore les « Démocrates. fr » pour le Modem. Toutefois, la construction de ces outils d'expression politique et militante répond à une fausse idéologie démocratique.

Limite de l'expression spontanée

Internet ne représente à l'heure actuelle que la somme de l'expression spontanée et libre d'opinions individuelles, et, comme le rappelle Jean-Jacques Rousseau, la somme des volontés individuelles n'équivaut jamais à la volonté générale. En tant qu'outil de communication, Internet rend possible l'affirmation d'une parole individuelle et sa diffusion publique, mais il y a loin entre la somme de ces opinions personnelles partagées et la formation d'une opinion publique et d'une *agora* démocratique. Il ne faut pas faire d'amalgame et considérer Internet comme l'accomplissement de la démocratie uniquement parce qu'il rend possible l'expression individuelle des citoyens. Qu'Internet parvienne à engager les citoyens à plus de responsabilité politique et d'implication dans la vie démocratique est une avancée positive, mais l'exercice de la démocratie implique d'autres engagements que la seule libéralisation de la parole. Affirmer qu'Internet est une forme de démocratie idéale repose sur des clichés, et serait plutôt une parade à l'abstention, à la démobilisation et à la décrédibilisation de la vie politique.

L'EXERCICE DE
LA DÉMOCRATIE
IMPLIQUE D'AUTRES
ENGAGEMENTS
QUE LA SEULE
LIBÉRALISATION DE
LA PAROLE.

La *doxa* voudrait qu'Internet possède de manière intrinsèque un caractère démocratique car l'égalité et la liberté y règneraient entre les internautes et chacun y aurait droit à la parole. Les personnalités politiques ont repris cette idée reçue à leur compte en la transformant en opportunité politique. Dominique de Villepin, qui a lancé son propre site, contribue ainsi à diffuser et à alimenter cette illusion : « Je me rends compte aujourd'hui que l'Internet est un élément d'équilibre du jeu démocratique. Nous avons besoin de contre-pouvoirs et ces contre-pouvoirs nous les voyons peu s'exercer [...]. Or l'Internet est justement un espace où des idées, des propositions et des témoignages peuvent être apportés et faire vivre beaucoup plus intensément la démocratie ».

Poncifs

La *doxa* voudrait également que les créateurs d'Internet se soient réunis au sein d'une « république d'informaticiens ¹ » autour des valeurs de partage, d'égalité et de coopération en faveur du bien commun. Le sociologue Patrice Flichy, professeur de sociologie à l'université de Marne-la-Vallée et chercheur au laboratoire « Techniques, territoires et sociétés » (LATTTS), qui étudie les imaginaires liés aux innovations techniques, démontre à juste titre que cette dimension démocratique véhiculée par Internet n'est qu'un mythe. Dans son livre, *L'Imaginaire d'Internet*, il explique : « L'idée d'un groupe virtuel où tout le monde s'exprime de façon égalitaire continue à dominer. L'utopie devient dans ce cas une idéologie qui masque en partie la réalité, mais simultanément mobilise les acteurs ² ». Parler de la dimension démocratique d'Internet revient à faire référence à cette utopie fondatrice et à s'inscrire dans une idéologie trompeuse. Les idées de transparence, d'accès direct aux hommes politiques représentent des mythes colportés par cette idéologie. Il n'y a pas de technologie démocratique en soi. Internet peut contribuer à plus de démocratie, mais tout autant favoriser la surveillance des individus, engendrer une centralisation des pouvoirs et une uniformisation de la pensée politique.

Comme l'affirme Jérémie Zimmermann, cofondateur de la Quadrature du Net, dans sa réponse à Franck Louvrier ³, Internet permet « l'expression démocratique massive des individus », mais il ne satisfait pas pour autant les conditions nécessaires à la réalisation d'une démocratie. En effet, la représentativité, principe fondateur de nos démocraties modernes, achoppe à plusieurs niveaux et limite le potentiel démocratique d'Internet.

Un problème de représentativité

D'une part, il y a un défaut de représentativité sociale. Bien que le taux de pénétration d'Internet ne cesse de progresser, la France compte « seulement » 67,7 % d'internautes. Twitter, qui serait le paragon de la nouvelle ère démocratique, est encore moins représentatif de la population française. Les jeunes utilisateurs y sont surreprésentés, quand certaines classes d'âge, pourtant nombreuses dans la

1. P. Flichy, *L'Imaginaire d'Internet*, La Découverte, 2001.

2. P. Flichy, *op. cit.*, p. 111.

3. J. Zimmermann, « Internet et rhétorique », *Le Monde*, 28 août 2009.

population et actives politiquement, y sont quasiment absentes. Ainsi, les 50-60 ans, qui représentent la catégorie qui vote le plus aux élections, ne représentent que 3 % des utilisateurs de Twitter. La fracture numérique constitue un frein à l'avènement de cette démocratie digitale. La condition première pour fonder une démocratie numérique implique la plus parfaite représentativité sociologique, au risque sinon de créer une fracture démocratique.

D'autre part, il y a un défaut de représentativité politique. Internet est le lieu de l'individualité, de l'expression personnelle et de l'affirmation de soi. Même s'il est possible de se regrouper dans des communautés d'intérêt, de partager des avis et des contenus, Internet demeure le lieu de la responsabilité individuelle. Or, pour exprimer la volonté générale, le régime représentatif organise la médiation entre le peuple et ses représentants élus grâce au vote. Faire du commentaire individuel l'étalon de la vitalité démocratique et la forme de l'expression citoyenne revient à donner un poids démesuré à l'individu face à la communauté nationale et à remettre en cause le principe de représentativité. La construction d'une « nation-naute » demande plus que la simple expression individuelle des citoyens.

PRENDRE
LES OPINIONS
INDIVIDUELLES
COMME MESURE DE
L'ACTION POLITIQUE
REMET EN CAUSE
L'INTÉRÊT
COMMUN
DÉMOCRATIQUE
EN FAVEUR DE
LA DÉMOCRATIE
D'OPINION.

À trop vouloir valoriser la puissance démocratique et politique d'Internet, le risque de l'émergence d'un relativisme politique teinté de populisme est à prévoir.

Prendre les opinions individuelles comme mesure de l'action politique remet en cause l'intérêt commun démocratique en faveur de la démocratie d'opinion. En ce sens, il est à noter que les partis politiques qui forgeaient l'opinion publique et établissaient un programme auquel devaient adhérer les citoyens, impliquent à présent les militants ou les citoyens dans l'élaboration de leur vision politique. Laurent Fabius constate amèrement ce renversement quand il affirme : « Au mieux, le parti contribue à fabriquer l'opinion, ce qui était son rôle depuis toujours, mais désormais c'est l'opinion qui va faire le parti [...]. Beaucoup de dirigeants qui veulent être candidats iront dans le sens du poil et non pas dans le sens qui serait nécessaire ⁴ ». Ce renversement paradigmatique de la fonction et de la place des partis dans la société participe sans doute de l'origine de la crise que subit par exemple le Parti socialiste en ce moment. En se référant ainsi directement au peuple, en instituant un principe

4. Laurent Fabius, « Des primaires ouvertes à toute la gauche », *France Soir*, 25 août 2009.

de co-création de la pensée politique, la différenciation entre les hommes politiques, les partis et leur programme sera de plus en plus ténue. La libération de la parole citoyenne comporte le risque de conduire à la cacophonie, au flou politique et à une homogénéisation de la pensée. De plus, une étude des propos publiés sur Twitter, réalisée en août 2009 par Pear Analytics, prouve que la prétendue *agora* numérique s'apparente à des propos de « cafés du commerce ». Cette étude ⁵ révèle que plus de 40 % des tweets (messages échangés) représentent des bavardages futiles et seulement 3,6 % des informations. En soi, Twitter favorise l'expression immédiate et démocratique des avis, mais, en pratique, les internautes l'utilisent pour commenter leur vie quotidienne et non comme levier d'affirmation politique.

Effet Obama ?

Les premières tentatives d'utilisation d'Internet à des fins politiques n'en ont pas établi l'efficacité démocratique. La réalité du politique sur Internet est tout autre. Si Barack Obama, l'exemple même de la parfaite utilisation d'Internet dans le domaine politique, a su se servir de la puissance du web afin de recueillir un maximum d'adhésions et de contributions financières à sa candidature, il n'a pas pour autant bouleversé sa manière de gouverner. À l'heure actuelle, Internet demeure un canal privilégié dans la communication du président Obama et non un moteur de la vie démocratique américaine. Malgré des tentatives comme AppsForDemocracy ⁶, site qui sollicite la créativité des internautes pour inventer de nouveaux services digitaux afin de réaliser des économies pour l'administration, Internet ne constitue pas le levier politique de cette prétendue nouvelle démocratie directe. Le politologue Thierry Vedel, chercheur au Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof), qui s'est intéressé aux formes de démocratie numérique, constate : « Internet sert surtout à mobiliser des électeurs déjà intéressés par la politique et non à convaincre des indécis ⁷ ». Internet, plutôt que de bouleverser les règles du fonctionnement démocratique, accompagnerait au contraire les changements et les évolutions de la société. Il aurait tendance à accentuer l'opposition entre une partie de la population qui est intéressée par la politique et la majorité qui ne s'y intéresse pas. Internet ne résoudrait en rien la montée de l'abstentionnisme dans les sociétés occidentales et le problème du

5. « Twitter Study », Pear Analytics, août 2009.

6. <http://www.appsfordemocracy.org/>

7. « Les candidats battent la Netcampagne », *Le Monde* 2, 13 janvier 2007, p. 21.

clivage entre les citoyens concernés ou non. Le politologue américain Markus Prior, professeur de sciences politiques à l'université de Princeton, a démontré dans son livre *Post-Broadcast Democracy* qu'en raison de l'éclatement de l'offre médiatique et des divertissements numériques, le socle de connaissance politique s'amenuise. En somme, Internet offre à ceux qui sont a priori intéressés par la politique de nombreux outils d'information, de communication et de mobilisation, mais permet surtout à la majorité de ne plus être exposée aux messages politiques. La montée du taux d'absentéisme serait l'un des symptômes de ce désintérêt croissant et la preuve en quelque sorte de l'absence d'une *agora* numérique. « Bien que l'information politique soit abondante et plus facilement accessible, la connaissance politique a diminué chez une grande part de l'électorat [...]. Ironiquement, la proportion de personnes qui ne se tient pas informée de la politique a augmenté depuis que nous sommes entrés dans l'« ère de l'information »⁸. Internet n'est pas un accélérateur de politisation des masses ; les usages des internautes le démontrent. Alors que les autoroutes de l'information promettent une information gratuite, facilement et rapidement échangeable, accessible à tous, la réalité de la consommation numérique et médiatique prouve que la majorité des citoyens se désintéresse de la chose publique. Impliquer les internautes dans la co-construction de la pensée politique et dans la cogestion de la vie démocratique revient à se couper d'office d'une grande partie des citoyens démobilisés et à survaloriser une « aristocratie » connectée.

Ne nous trompons pas, Internet est un formidable outil d'information, de communication et de mobilisation mais une technologie n'est pas démocratique en soi. Sa dimension politique et démocratique dépendra uniquement des usages que nous en faisons et de la volonté politique de les organiser.

EN RAISON DE
L'ÉCLATEMENT
DE L'OFFRE
MÉDIATIQUE ET DES
DIVERTISSEMENTS
NUMÉRIQUES,
LE SOCLE DE
CONNAISSANCE
POLITIQUE
S'AMENUISE.

8. M. Prior, *Post-Broadcast Democracy*, p. 134.

Le sens du commerce

De retour d'Angleterre, Voltaire publie en 1734 des Lettres philosophiques ou Lettres anglaises où il fait l'éloge d'Albion pour mieux critiquer la France. En vingt-cinq missives, il passe en revue les problèmes religieux, scientifiques, philosophiques et politiques. La lettre X est consacrée à l'économie et à ce qu'il appelle le commerce. Au XVIII^e siècle, « commerce » a un sens plus large que de nos jours et signifie plutôt « activité économique ». Le « commerçant » de l'époque de Voltaire est le « chef d'entreprise » d'aujourd'hui. Celui qui s'investit dans l'échange et la vente plus que dans la production est appelé à l'époque négociant. Voltaire défend le commerçant et affirme l'utilité du négociant qui fait la force de l'Angleterre face à la France et à l'Allemagne dominées par des noblesses rétrogrades, vainement attachées à leurs titres et à leur étiquette. Le message est toujours d'actualité, notamment en France où le mythe de la « noblesse d'État » est toujours vivant. En Allemagne, en revanche, l'esprit de commerce est bel et bien là et les situations comparées de l'Angleterre et de l'Allemagne d'aujourd'hui montrent qu'aucun pays n'a de statut économique définitif. L'important est de savoir maintenir le « sens du commerce ».

Jean-Marc Daniel

SUR LE COMMERCE ¹

Voltaire

Depuis le malheur de Carthage, aucun peuple ne fut puissant à la fois par le commerce et par les armes jusqu'au temps où Venise donna cet exemple. Les Portugais, pour avoir passé le cap de Bonne-Espérance, ont quelque temps été des seigneurs sur les côtes de l'Inde, et jamais redoutables en Europe. Les Provinces-Unies n'ont été guerrières que malgré elles. Et ce n'est pas comme unies entre elles, mais comme unies avec l'Angleterre, qu'elles ont prêté la main pour tenir la balance de l'Europe au commencement du XVIII^e siècle.

1. *Lettres philosophiques*, Lettre X, 1734.

Carthage, Venise et Amsterdam ont été puissantes. Mais elles ont fait comme ceux qui, parmi nous, ayant amassé de l'argent par le négoce, achètent des terres seigneuriales. Ni Carthage, ni Venise, ni la Hollande, ni aucun peuple n'a commencé par être guerrier, et même conquérant, pour finir par être marchand. Les Anglais sont les seuls. Ils se sont battus longtemps avant de savoir compter. Ils ne savaient pas, quand ils gagnaient les batailles d'Azincourt, de Crécy et de Poitiers², qu'ils pouvaient vendre beaucoup de blé et fabriquer de beaux draps qui leur vaudraient bien davantage. Ces seules connaissances ont augmenté, enrichi, fortifié la nation. Londres était pauvre et agreste lorsque Edouard III conquérait la moitié de la France. C'est uniquement parce que les Anglais sont devenus négociants que Londres l'emporte sur Paris par l'étendue de la ville et le nombre des citoyens ; qu'ils peuvent mettre en mer deux cents vaisseaux de guerre, et soudoyer des rois alliés. Les peuples d'Écosse sont nés guerriers et spirituels : d'où vient que leur pays est devenu, sous le nom d'Union, une province d'Angleterre ? C'est que l'Écosse n'a que du charbon, et que l'Angleterre a de l'étain fin, de belles laines, d'excellents blés, des manufactures et des compagnies de commerce.

Quand Louis XIV faisait trembler l'Italie, et que ses armées, déjà maîtresses de la Savoie et du Piémont, étaient prêtes de prendre Turin, il fallut que le prince Eugène marchât du fond de l'Allemagne au secours du duc de Savoie. Il n'avait point d'argent sans quoi on ne prend ni ne défend les villes. Il eut recours à des marchands anglais : en une demi-heure de temps on lui prêta cinq millions. Avec cela il délivra Turin, battit les Français et écrivit à ceux qui avaient prêté cette somme ce petit billet :

« Messieurs, j'ai reçu votre argent, et je me flatte de l'avoir bien employé à votre satisfaction. »

Tout cela donne un juste orgueil à un marchand anglais, et fait qu'il ose se comparer, non sans quelque raison, à un citoyen romain. Aussi le cadet d'un pair du royaume ne dédaigne point le négoce. Milord

2. Ces batailles sont les principales victoires des Anglais pendant la guerre de Cent Ans. Voltaire parle peu après d'Edouard III qui est le roi de Crécy et de Poitiers. À Azincourt, le roi d'Angleterre est Henry V.

Townshend, ministre d'État, a un frère qui se contente d'être marchand dans la Cité. Dans le temps que milord Oxford gouvernait l'Angleterre, son cadet était facteur ³ à Alep, d'où il ne voulut pas revenir et où il est mort.

Cette coutume, qui pourtant commence trop à se passer, paraît monstrueuse à des Allemands entêtés de leurs quartiers. Ils ne sauraient concevoir que le fils d'un pair d'Angleterre ne soit qu'un riche et puissant bourgeois, au lieu qu'en Allemagne tout est prince ; on a vu jusqu'à trente altesses du même nom n'ayant pour tout bien que des armoiries et une noble fierté.

En France, est marquis qui veut. Et quiconque arrive à Paris du fond d'une province avec de l'argent à dépenser, et un nom en ac ou en ille, peut dire : « un homme comme moi, un homme de ma qualité... », et mépriser souverainement un négociant. Le négociant entend lui-même parler si souvent avec dédain de sa profession qu'il est assez sot pour en rougir. Je ne sais pourtant lequel est le plus utile à un État, ou un seigneur bien poudré qui sait précisément à quelle heure le roi se lève, à quelle heure il se couche, et qui se donne des airs de grandeur en jouant le rôle d'esclave dans l'antichambre d'un ministre, ou un négociant qui enrichit son pays, donne de son cabinet des ordres à Surate et au Caire, et contribue au bonheur du monde.

3. Le mot désigne au XVIII^e siècle un industriel, terme qui fait son apparition dans la langue française au XIX^e siècle.

L'AUTRE ANNIVERSAIRE

BERNARD CAZES

S'il est un événement dont l'importance est unanimement reconnue, c'est bien la chute du Mur de Berlin. D'où la surprise des lecteurs de *Newsweek* en découvrant en novembre dernier¹ un article de l'historien britannique Niall Ferguson intitulé « L'année où le monde a réellement changé ». L'auteur s'explique sans tarder : 1989 a été effectivement l'année où d'une part les Peco (désignation habituelle pour les pays d'Europe centrale et orientale) ont été libérés du joug de l'URSS et où d'autre part cette dernière s'est révélée n'être qu'une « Haute-Volta dotée de missiles » (Helmut Schmidt). Ce n'est pas rien mais, pour Ferguson, « le Mur de Berlin n'est que l'une des nombreuses reliques de la guerre froide submergées par les vagues déclinées à partir de l'année 1979 ».

1979 ? C'est en effet, explique-t-il, l'année où les Britanniques adoptèrent l'économie de marché grâce à l'élection de Mme Thatcher et amorcèrent leur renaissance, où Deng

Xiaoping visita les États-Unis et découvrit par lui-même tout ce dont le marché était capable, et où les Iraniens inaugurèrent une ère de conflits entre civilisations en expulsant le Shah pour le remplacer par une République islamique. De fait, « les véritables tendances de notre époque » dont parle Ferguson – essor de la Chine, radicalisation de l'Islam, montée du fondamentalisme de marché² – ont débuté dix ans avant la fameuse chute...

En revanche, une autre tendance lourde a visiblement échappé à l'influence de l'*annus mirabilis* 1979, à savoir la démographie. Ici je ne saurais trop recommander la lecture de *The Economist* du 31 octobre dernier, et notamment de son article au titre significatif « Croissez et multipliez... nettement moins vite ». La conclusion générale de cet article est que la baisse de la fécondité n'est vraiment plus l'apanage des seuls pays occidentaux : presque tous les pays dits du « Sud » s'y sont mis, l'Iran étant en l'occur-

1. "The year the world really changed", *Newsweek*, 16 novembre 2009.

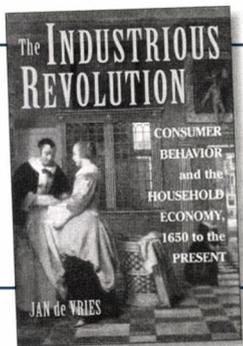
2. Ferguson a en fait écrit « montée et déclin », mais il a peut-être été un peu trop optimiste.

rence le champion du monde avec un taux de fécondité qui est passé en vingt-deux ans (entre 1984 et 2006) de 7 à 1,9 ! On peut encore progresser du côté de la baisse de la fécondité en favorisant la diffusion du planning familial en Afrique, mais l'impact sur le « pic » de la population mondiale attendue pour 2050 serait marginal : on ramènerait ce pic à 8,5 milliards au lieu de 9,2. Aller plus loin impliquerait le recours à des méthodes

coercitives à la chinoise³, ce qui, pour *The Economist*, serait immoral.

Cela reviendrait en effet à forcer les pauvres à avoir moins d'enfants qu'il n'en désirent à cause de la consommation excessive des riches. Adam Smith ne pourrait qu'être d'accord. Pas celui de la *Richesse des nations*, mais celui de la *Théorie des sentiments moraux*...

3. Le même article souligne tout de même que la politique suivie jusqu'ici par la Chine a eu pour effet que la population compte aujourd'hui 300 ou 400 millions d'habitants de moins, une moindre population dont a bénéficié le reste du monde.



The Industrious Revolution

Jan de Vries

Aux origines de la consommation

CYRILLE PIATECKI

Professeur de science économique à l'université d'Orléans

À partir du milieu du XVII^e siècle, les sociétés européennes ont commencé à se transformer et à passer d'une société dans laquelle la demande du consommateur était restreinte et semblait moralement suspecte à une société industrielle dans laquelle la consommation a pu émerger comme rapport social. C'est cela qui est à l'origine de la Révolution industrielle.

Pour que la consommation émerge, il a fallu qu'un grand nombre d'éléments puissent s'emboîter les uns dans les autres de manière à la fois séquentielle et concurrente. Ainsi, pour pouvoir consommer plus, il a fallu simultanément que la société « dé-moralise » la prodigalité, qu'elle autorise une relative différenciation des désirs, et qu'elle permette d'accumuler les moyens d'acquérir les objets convoités. Il s'agit d'un « saut quantique » induisant un profond remaniement des structures sociétales car, alors que jusque-là le « luxe » – la consommation ostentatoire – servait essentiellement comme marqueur, comme moyen de discriminer entre les personnes, les lieux et le temps, il est soudain devenu un vecteur de communication de sens culturel, de lien social accessible à tous ceux qui en avaient les moyens.

Nouveau statut du luxe, nouvel esprit consommateur

Là où, au travers du christianisme et de la tradition classique, le luxe apparaissait comme l'ennemi de la vertu, il ne pouvait être que la prérogative des élites qui s'estimaient suffisamment et justement privilégiées pour réclamer une exonération des structures morales garantissant en cela l'homogénéité des goûts et la recherche de la grandeur ou d'un raffinement exquis. Inversement, le « nouveau luxe » acquis par les sociétés urbaines ne pouvait qu'être hétérogène, ne pouvait rechercher que le confort et le plaisir selon les goûts de chacun.

Pour que pratiquement une société se tourne vers la consommation d'un large spectre de biens, il a fallu qu'un certain nombre d'éléments coïncident et évoluent de concert. Tout d'abord, il a fallu dégager suffisamment de ressources pour passer d'une société de subsistance à une société de consommation. Mais, comme il est difficile de consommer des biens que l'on n'imagine ni ne voit, il a fallu aussi que de nouveaux biens et services arrivent sur les marchés et soient ostensiblement consommés par certains pour que d'autres les désirent.

Il n'est pas de place européenne spécifique où cette évolution a pris place, mais la république hollandaise à la fin du XVII^e siècle peut servir de point d'observation privilégié dans la mesure où les nouvelles formes de consommation s'y sont diffusées le plus rapidement et le plus largement dans la population. Pour la première fois sur notre planète, à une échelle aussi étendue et pour une période de temps aussi longue, on y trouve une société capable de garantir à une part de la population nettement plus importante que la petite élite traditionnellement habituée au luxe de consommer des biens courants, mais aussi des nouveautés qui vont servir à façonner de nouvelles cultures matérielles.

Les écrits des nombreux voyageurs qui visitent la Hollande à la fin du XVII^e siècle sont concordants, même ceux qui, comme Pallavicino, nonce du pape à Cologne, avaient de nombreuses raisons de ne pas louer le confort hollandais. Les maisons bourgeoises y étaient plus larges que dans la plupart des villes européennes, des biens de luxe originaires des quatre coins du monde y trouvaient leur place, comme les tapisseries – dont la fonction décorative était largement complétée par la protection contre le froid qu'elles offraient – qui complétaient un mobilier provenant du sud de la Hollande, où une tradition du faire avait été encouragée depuis longtemps par les cours espagnoles. Les carreaux de Delft, élaborés par des artisans d'exception dans un but de vaste diffusion et déclinés dans des gammes variées de qualité et de prix,

recouvraient les sols hier encore de terre battue, et la faïence de même origine servait en cuisine et ornait les tables. Les penderies se remplissaient de vêtements aux modes changeantes, de chemises de lin et, ce qui était certainement l'élément le plus remarquable, tous ces articles se retrouvaient dans des versions plus modestes chez les agriculteurs eux-mêmes.

Avons-nous tous conscience en visitant les salles hollandaises des musées qu'au milieu du XVII^e siècle entre 700 et 800 peintres avaient pignon sur rue et que les œuvres que nous admirons tant aujourd'hui ornaient les intérieurs bourgeois ? L'observation de la première de couverture de *The Industrious Revolution* est édifiante : aurait-on pu imaginer un siècle plus tôt un peintre représenter le rangement d'une garde-robe ?

Il est évident que le calvinisme – ou, plus généralement, les diverses obédiences chrétiennes, pour prendre en compte les déclinaisons possibles selon les affiliations religieuses des uns et des autres – a largement marqué ce premier mouvement de consommation. Mais il n'était pas déchiffrable par ceux qui le vécurent et ce n'est qu'à l'extrême fin du siècle, en commençant par l'Angleterre, qu'une théorisation adéquate est apparue.

LA PROVIDENCE
DIVINE PERMETTAIT
À DES RELATIONS
SOCIALES
FRUCTUEUSES
DE GERMER SUR
LE FUMIER QUE
REPRÉSENTAIENT
L'AMOUR DE SOI
ET LES INTÉRÊTS
PERSONNELS AU
TRAVERS DU DÉSIR
DE RECONNAISSANCE
PAR LES AUTRES.

Pour ce faire, il fallait qu'une nouvelle compréhension de la personne humaine plongée dans son environnement social puisse apparaître. Ce furent tout d'abord les calvinistes et les jansénistes qui partageaient l'idée selon laquelle l'homme est le pantin de ses passions. Les calvinistes et les auteurs de Port-Royal finirent par penser que, nonobstant ces passions, la providence divine permettait à des relations sociales fructueuses de germer sur le fumier que représentaient l'amour de soi et les intérêts personnels au travers du désir de reconnaissance par les autres. Une des premières applications de ce point de vue à la consommation vint justement des deux frères hollandais Johan et Pieter de La Court, qui pensaient que dans les républiques les passions individuelles sont soumises aussi bien à l'autocritique qu'à la critique sociale. De ce fait, elles sont dirigées vers une consommation modérée.

Ils ne furent pas les seuls observateurs à adopter ce point de vue. Parmi les plus célèbres, on relèvera Nicholas Barbon dans son *Discours sur le commerce* de 1690,

mais également Bernard Mandeville – qui était aussi hollandais – dans sa *Fable des abeilles* largement inspirée des frères de La Court, Montesquieu, et plus tard Hume, Rousseau, Dudley North, Daniel Defoe, Adam Smith et tant d'autres.

Mais, et c'est le point central de *The Industrious Revolution*, quelles sont les conditions ayant permis ce changement radical de société par rapport à la société malthusienne qui, pour les spécialistes, caractérise le monde pré-industriel ? Les sociétés malthusiennes étant des sociétés dont les structures sont solidement établies, on devrait s'attendre, et c'est la démarche que les historiens des faits économiques ont généralement suivie, à une transformation de ces sociétés par un phénomène exogène dont la violence à elle seule aurait pu permettre de sortir de la malédiction liée à la divergence entre croissance des ressources et croissance des populations.

Travailler plus et gagner plus

Ainsi, pour expliquer comment les sociétés ont pu acquérir les moyens d'une plus grande consommation, on est tenté de rechercher une modification brutale du salaire horaire. Or, jusqu'au début du XIX^e siècle, on n'observe aucune modification substantielle des salaires horaires dans toute l'Europe. C'est donc à une évolution à plus long terme que l'on doit l'accumulation des ressources individuelles qui a permis les conditions nécessaires au mouvement observé. Cette évolution se traduit par une augmentation des gains annuels des ménages. Mais, apparemment, celle-ci s'est traduite par une modification profonde de leur structure : le nombre de jours ouvrés a crû significativement, les femmes et les enfants ont été détournés de la production domestique vers la production marchande, l'intensité de l'effort au travail a significativement augmenté.

En ce qui concerne le premier point, il est étonnant de découvrir que, selon la plupart des études, le nombre de jours ouvrés par an était compris entre 250 et 260 jusqu'à la Réforme. En termes plus lisibles, on travaillait environ 35 semaines par an, ce qui laissait 17 semaines de repos étalées tout au long de l'année – les sociétés européennes n'ont retrouvé un niveau équivalent que dans les années 1950 ! Avec les diverses formes du protestantisme et leur désir de rationaliser le calendrier liturgique, il ne restait que peu de place, voire aucune, pour célébrer les saints. Ainsi, l'Église anglicane supprima 49 jours chômés dès 1536 et un synode de l'Église réformée hollandaise décida que seul le sabbat devait être chômé. Les pays restés fidèles à

l'Église catholique ne furent pas en reste et, par exemple, à Paris entre 15 et 20 fêtes de saints furent supprimées, même si la suppression fut moins brutale et répartie sur une plus longue durée. Ces pays furent marqués par des vagues de résistance très fortes, comme en Autriche après l'abolition par l'impératrice Marie-Thérèse de 24 jours fériés en 1754.

JUSQU'À LA
RÉFORME, LE
NOMBRE DE JOURS
OUVRÉS PAR AN
ÉTAIT COMPRIS
ENTRE 250 ET 260.

Cela eut pour conséquence d'augmenter de plus de 20 % le nombre d'heures ouvrées. Mais l'effet sur la productivité ne peut avoir été homogène dans tous les secteurs dans la mesure où, en agriculture, le travail pouvait être rationalisé mais non intensifié tant que de nouvelles méthodes n'étaient pas disponibles. En fait, avant le XIX^e siècle, il ne fut pas question de gains de productivité par spécialisation, les gains de productivité observables furent surtout obtenus par un usage plus intensif des anciennes technologies. Cela conduisit à ce qu'au XVIII^e siècle environ 25 % du temps de travail en agriculture était détourné vers d'autres tâches qui permirent l'émergence de savoirs et de métiers pouvant se développer dans les interstices de la vie rurale.

Ainsi une proto-industrie émergea dans de nombreux pays d'Europe mais plus spécifiquement dans le nord de la France, dans les Flandres, dans l'est de la Hollande et dans de nombreuses parties de la Grande-Bretagne. Bien qu'organisée et financée par des marchands urbains, elle reposait sur des technologies familiales tournées principalement vers la production textile, mais aussi vers la fabrication de produits de la métallurgie, du cuir, du bois et de la céramique.

Cette proto-industrie eut un rôle fondamental dans le redéploiement du travail des femmes et des enfants. De manière traditionnelle, les historiens tirent trois conclusions de la littérature consacrée à la proto-industrialisation : elle a constitué une réponse immédiate à la pauvreté qui, malencontreusement, la renforça dans le long terme ; elle permit aux familles de protéger leur organisation traditionnelle contre les hasards du temps ; les époux et, au-delà, toute la famille y travaillèrent de manière coopérative sans subir une division du travail oppressante. Mais la vision qui ressort des analyses contemporaines de la proto-industrialisation est beaucoup moins optimiste. On a pu montrer que si le revenu des épouses complétait celui des époux, en général leurs activités étaient séparées et les femmes confinées dans des tâches subalternes.

La couture a connu dès la fin du XVII^e siècle un développement intéressant. Alors que le travail des tissus avait toujours été réservé aux hommes indépendamment du sexe auquel le vêtement était destiné, les femmes commencèrent à envahir cette industrie en raison d'une demande accrue renforcée par le fait qu'elles finirent par abandonner totalement la production domestique des articles vestimentaires. Cela eut comme conséquence inattendue la constitution de réseaux de distribution au détail dans des boutiques qui attirèrent une main-d'œuvre sans formation n'arrivant plus à s'employer à la campagne.

Les études des budgets des ménages sur cette période montrent que les femmes mariées s'engagèrent dans le travail salarié. L'industrialisation naissante renforça cette tendance. Les femmes et les enfants demeurèrent substituables jusqu'à ce que l'école retire, tardivement, les enfants de la force de travail. Ceux-ci vivaient jusqu'à un âge élevé à l'intérieur des ménages, ce qui avait une conséquence directe sur le bien-être de la famille comprise comme un tout lui-même dépendant de la structure des consommations et de la redistribution interne des revenus.

Une mutation des esprits consentie

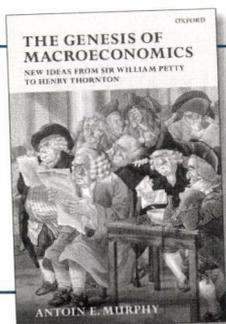
Il demeure encore un point important pour comprendre la révolution industrielle : par quel mécanisme les individus ont-ils accepté de substituer du travail au loisir ? Certainement par une modification des aspirations et des choix des individus, et non pas par l'oppression comme le prétendent les marxistes – cela ne revient pas à nier l'existence de l'exploitation du travail par le capital. En effet, par contraste avec ce que l'on rencontrera au XIX^e siècle, les auteurs contemporains de la révolution industrielle n'ont jamais signalé que la proto-industrialisation ait été réalisée sous la contrainte. Il reste à savoir maintenant vers quelles consommations se sont dirigés les premiers consommateurs modernes ? Comment, sous la pression de leurs désirs, ont-ils commencé à accumuler des biens, à choisir des objets dont la permanence sur la durée de leur vie n'était pas assurée ? Comment le désir de porcelaine a-t-il conduit au développement d'une industrie locale pour diminuer les coûts liés au transport des biens arrivant d'horizons lointains ? Toutes ces questions, et bien d'autres concernant les premières accumulations de vêtements et les balbutiements de la mode, sont au cœur de cet ouvrage.

The Industrious Revolution n'est de toute évidence pas un livre de vulgarisation, et les éléments présentés ci-dessus ne sont que le pâle reflet de la richesse des faits et des arguments qu'il avance pour défendre une thèse centrale. Avant la révolution industrielle qui s'est développée essentiellement au XIX^e siècle, il y a eu une autre révolution plus douce pour les individus, qui a reposé sur des choix individuels et qui a participé à notre modernité.

LES AUTEURS
CONTEMPORAINS
DE LA RÉVOLUTION
INDUSTRIEUSE N'ONT
JAMAIS SIGNALÉ
QUE LA PROTO-
INDUSTRIALISATION
AIT ÉTÉ RÉALISÉE
SOUS LA
CONTRAINTE.

Le livre et son auteur

Jan de Vries : *The Industrious Revolution, Consumer Behavior and the Household Economy, 1650 to the present*, Cambridge University Press, 2008, 340 pages.



The Genesis of Macroeconomics

Antoin E. Murphy

Trajectoires économiques

MICHEL LUTFALLA

Maître de conférence à Sciences Po

Un des débats récurrents concernant les réflexions sur l'histoire de la pensée économique consiste à s'interroger sur la part, chez chaque économiste, de ce qui constitue leur réaction à des événements intimes et datés de leur vie personnelle, de ce qui traduit leur réflexion sur la conjoncture immédiate et de ce qui est un apport valable en tout temps et toute situation à la théorie économique. Antoin Murphy s'est exercé à ce travail sur les précurseurs de la pensée économique moderne.

Il y a, idéalement, deux manières d'écrire l'histoire de la théorie économique : l'absolutiste et la relativiste.

La première ne traite que d'outils, sans se préoccuper des conditions dans lesquelles ils ont été forgés. Elle a une vision atemporelle de la science économique. La seconde, au contraire, que l'on peut aussi qualifier de sociologisante, explique l'apparition de ces outils et des concepts de la théorie économique par les conditions du moment, les problèmes auxquels la société qui environne l'économiste est confrontée¹.

1. Je me permets de renvoyer à mon article paru dans *L'année sociologique en 1969*, « Les cadres sociaux de la connaissance économique ».

Antoin Murphy, professeur au Trinity College de Dublin, mais également étroitement attaché à notre pays par des liens tant familiaux qu'intellectuels, appartient résolument à la seconde école. Le lecteur français intéressé par l'histoire économique sait qu'il est considéré comme l'un, si ce n'est le meilleur, des connaisseurs actuels de John Law², et qu'il a aussi écrit sur son compatriote Cantillon, dont l'essentiel de l'œuvre a été publié en français à titre posthume.

Des précurseurs

Le livre qu'il donne aujourd'hui revient sur huit grands précurseurs de la macroéconomie moderne. Deux sont anglais : William Petty et Henry Thornton ; trois sont écossais : John Law, David Hume et Adam Smith ; un est irlandais : Richard Cantillon (soit au total la moitié de « celtes ») ; et, enfin, deux sont français : François Quesnay et Anne Robert Turgot.

Murphy excelle à dépeindre la vie haute en couleurs de Petty (anatomiste, musicien, « arpenteur » dans l'Irlande des « plantations » cromwelliennes), de Law (du « Beau » au contrôleur général) et de Cantillon (est-il mort dans l'incendie de sa maison londonienne ou n'est-il pas le chevalier de Louvigny, mystérieusement réapparu six mois plus tard au Surinam ?)

Les parcours sur cette terre des autres auteurs ici étudiés sont plus conventionnels, encore que Thornton ait joué un rôle important à la Chambre des communes dans l'abolition britannique de la traite des Noirs.

Dans sa conclusion, Murphy énumère les « contributions » des auteurs étudiés à l'édification de la macroéconomie telle que nous la connaissons aujourd'hui : la comptabilité nationale (Petty, Cantillon, Quesnay), même si sa forme moderne s'est imposée après la Seconde Guerre mondiale ; la distinction entre revenu et richesse (Petty) ; l'identité revenu = dépense (encore Petty) qui est une anticipation de ce que l'économie moderne connaît sous le nom de loi de Say ; le flux circulaire de revenu (Petty, Law, Cantillon, Hume, Quesnay) ; le multiplicateur (Petty, Quesnay³) ; le rôle du travail (Petty, Cantillon, Quesnay, Smith) ; celui du capital (Quesnay, Turgot,

2. *John Law, économiste et homme d'État*, Bruxelles, Peter Lang, 2008.

3. Il convient toutefois de ne pas oublier l'analyse de Boisguilbert ; notre Normand est d'ailleurs cité par Murphy.

Smith) ; la nature et la définition de la monnaie (tous sauf Petty et Quesnay) ; et, enfin, la fonction de demande de monnaie (Law, Cantillon).

La guerre comme révélateur

J'ai dit le caractère résolument relativiste de cette histoire. C'est-à-dire que Murphy cherche à expliquer systématiquement comment et pourquoi telle ou telle idée est venue aux auteurs en question. La première cause de leur réflexion macroéconomique semble bien être la guerre – dont on sait qu'elle est par ailleurs la principale origine, jusqu'au XIX^e siècle, de la dette des États. Il s'agit, en effet, de savoir comment financer cette fort coûteuse activité, c'est-à-dire quelles sont les capacités contributives d'un pays. Cette réflexion se prolonge et s'approfondit en général sur les modalités de développement des institutions financières, car il apparaît clairement que, dans les périodes de guerre, il faut compléter l'impôt par l'emprunt, et donc disposer d'un outil en charge de la collecte et de la gestion à long terme de la dette publique.

Dans ce domaine, l'Angleterre, après la « Glorieuse Révolution » de 1688, sera pionnière. L'échec de Law, qui s'était fait fort de rembourser l'énorme dette léguée par les guerres de Louis XIV, est celui de la financiarisation de notre pays. Cet échec marquera la mémoire collective et fera prendre à la France, en termes de finance, un retard préjudiciable à son envolée économique. Notre pays devra alors attendre un siècle pour connaître le même type d'institutions bancaires et finan-

cières que sa rivale d'outre-Manche. Au XVIII^e siècle, alors que le roi de France faisait régulièrement banqueroute, celui du Royaume désormais Uni pouvait à la fois imposer beaucoup plus fortement ses sujets et emprunter à des taux nettement moins élevés. La guerre est également à l'origine des réflexions de Thornton⁴, au moment du cours forcé que le gouvernement anglais impose concernant la livre, durant les conflits qui opposent le Royaume-Uni à la France de la Révolution et de l'Empire.

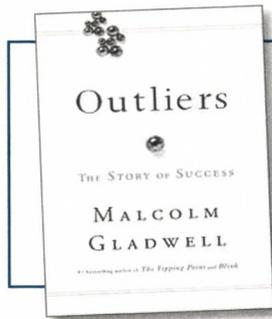
L'ÉCHEC DE LAW
À FINANCIARISER
LA FRANCE FERA
PRENDRE AU
PAYS UN RETARD
PRÉJUDICIALE
À SON ENVOLEE
ÉCONOMIQUE.

4. Thornton est bien connu en France grâce à l'ouvrage de Philippe Beaugrand (Paris, PUF, 1981), auquel Murphy se réfère à plusieurs reprises.

Il y a en fait énormément de richesses dans le petit livre d'Antoin Murphy. Le lecteur français, en tout cas celui davantage familier de Quesnay ou du grand Turgot, apprendra surtout sur les auteurs britanniques. Il sera dès lors plus sensible, à son retour, à Petty, à Hume, ou même à Smith souvent évoqué dans la littérature mais si rarement vraiment étudié et compris. Mais encore une fois, tout est passionnant dans cet ouvrage, dont on ne saurait par ailleurs trop recommander la lecture à l'actuelle reine d'Angleterre. Elle qui a récemment « interpellé » les économistes sur leur incapacité verrait que la matière et la réflexion sont plus riches que ce que la rumeur et la bienséance mondaines voudraient faire croire...

Le livre et son auteur

Antoin E. Murphy : *The Genesis of Macroeconomics, New Ideas from Sir William Petty to Henry Thornton*, Oxford, Oxford University Press, 2009, 234 pages.



Outliers. The Story of Success

Malcolm Gladwell

Un peu de chance, beaucoup de travail et l'environnement qu'il faut

JÉRÔME MARCHAND
Enseignant à Sup Europe Cesec

Où se situent les déterminants de la réussite individuelle ? Est-il simplement question de dispositions particulières ? Ou bien faut-il chercher les explications ailleurs, dans un substrat complexe mêlant la culture, la famille, la communauté, la génération, le moment ? Malcolm Gladwell penche plutôt pour la seconde hypothèse. Pas question de nier la part de l'investissement et du talent. Pas question de minimiser celle de la chance. Mais, selon notre auteur, il faut prendre en compte les multiplicateurs d'opportunités qui permettent aux atouts personnels et familiaux, dans certains contextes, d'atteindre un rendement optimal.

Malcolm Gladwell est un habitué des hit-parades. Vulgarisateur hors pair, il compte à son actif plusieurs best-sellers qui l'ont propulsé, outre-Atlantique, dans la catégorie des vedettes de l'édition. *Blink : The Power of Thinking Without Thinking* (2005) s'appliquait à réévaluer la place de l'intuition dans les processus décisionnels, sur le mode « la première impression est souvent la bonne ». Et avant cela, *The Tipping Point : How Little*

Things Can Make a Big Difference (2000) s'était intéressé aux *fads*, aux effets de mode, aux effets cumulatifs de mini-événements isolés les uns des autres, aux points de bascule au-delà desquels tout retour en arrière devient impossible. Dans les deux cas, notre auteur avait fait étalage de vrais talents de conteur. Sachant à la fois recycler les acquis novateurs de la production académique et en illustrer la portée à travers des anecdotes bien choisies et bien transcrites, Malcolm Gladwell compte parmi les poids lourds du circuit des conférences outre-Atlantique. La contrepartie ? Un manque de rigueur agaçant, qui finit par avoir des effets démobilisateurs sur le lecteur.

L'angle historique

Après deux succès d'édition mémorables, Malcolm Gladwell resurgit avec un texte consacré aux réussites individuelles d'exception et à leurs déterminants. Le titre de l'ouvrage – *Outliers* – provient de la terminologie statistique. Il fait référence aux éléments atypiques positionnés sur les deux bords des courbes en cloche, en dehors de la moyenne. Pris au pied de la lettre, ce choix lexical pourrait laisser croire qu'on se trouve face à un énième catalogue hagiographique chantant les louanges de tel génie ou de tel prodige, et dressant la liste de ses aptitudes hors du commun. Dans le style « tout petit déjà, il faisait de grandes choses et songeait à sa ressemblance frappante avec Alexandre/Napoléon/Beethoven/Rockefeller/Einstein/les cinq à la fois... ». Le propos est différent. Aux yeux de Gladwell, historien de formation, il n'est pas très intéressant d'interroger un businessman ou un scientifique de grand renom sur ce que lui-même perçoit de son ascension. Le discours tourne vite en rond. En revanche, il est plus stimulant de comprendre d'où ils viennent, de quels moments et de quels endroits particuliers ils sont les produits, de quelles occasions leurs familles et eux-mêmes ont su se saisir. Bref, Gladwell nous recommande une approche contextuelle et multigénérationnelle pour compenser les limites du discours journalistique standard et ses exhalaisons people. Derrière ce pitch, on devine une kyrielle d'interrogations sous-jacentes. Le dernier chapitre nous livre quelques clés (p. 270-285). Fils d'un mathématicien écossais et d'une boursière jamaïcaine, lointain descendant d'esclaves africains transplantés dans le Nouveau Monde, diplômé de l'université de Toronto, ancien du *Washington Post* et du *New Yorker*, Gladwell est le représentant d'une nouvelle intelligentsia métissée qui fonctionne selon d'autres codes que les bourgeoisies blanches, et qui a démontré son dynamisme en s'installant à la Maison Blanche. Cette élite ascendante a besoin de comprendre et de faire comprendre d'où elle vient.

Fenêtres d'opportunité

Outliers revient à plusieurs reprises sur cette question des classes ascendantes et des opportunités qui s'offrent à elles. Exemple : les enfants noirs qui ont la chance d'être admis dans l'une ou l'autre des cinquante écoles Kipp (Knowledge Is Power Program) établies sur le territoire américain. À la différence de leurs semblables, enfermés dans les zones pauvres et condamnés aux lycées pourris, les diplômés Kipp apprennent très tôt, au contact d'enseignants qualifiés et motivés, à s'imposer une charge de travail soutenue. Plus de 80 % des élèves passés par cette filière vont à l'université. Ils bénéficient d'un environnement culturel qui a su dépasser le discours de victimisation et légitimer la réussite individuelle. Le point est intéressant. Se trouve-t-on pour autant face à des *outliers*, nantis de trophées dépassant l'imagination ? Pas vraiment. C'est pourquoi Malcolm Gladwell paraît plus près de son sujet avoué lorsqu'il fait le point sur les multimilliardaires du secteur informatique : Bill Gates, Paul Allen, Steve Ballmer (Microsoft), Steve Jobs (Apple), Eric Schmidt (Novell), Bill Joy, Scott McNealy (Sun). Prenant pour base les dates de naissance de ces baby-boomers, réparties entre 1953 et 1955, l'auteur nous montre comment ces individus ont été en mesure d'exploiter la révolution du PC, survenue en janvier 1975, avec la commercialisation de l'Altair 8800, premier micro-ordinateur en kit. Leur avantage ? Tout juste sortis du lycée, mais pas encore happés par les poids lourds de type IBM, ces passionnés ont su s'émanciper des cadres de réflexion conventionnels et deviner les potentialités d'un marché qui passait pour quantité négligeable. Légèrement plus jeunes ou plus âgés, ils n'auraient pas eu la même liberté d'action.

En complément, on doit noter que Gladwell sait aussi faire la part aux opportunités locales. Dit concrètement, Bill Gates a eu la chance de naître et de vivre dans une famille aisée, ouverte, bien connectée aux milieux dirigeants de Seattle. Ses parents l'ont inscrit dans une école privée, qui, dès 1968, disposait d'un terminal et de connexions informatiques. À peine sorti de l'enfance, il a pu de la sorte se familiariser avec les principes de la programmation. Admis à Harvard, il a très vite compris que le psittacisme académique allait le démotiver. Ses parents ont tenté de le raisonner, puis ils ont fini par s'incliner. Sans nier son intelligence et sa détermination, Bill Gates a eu beaucoup de chance.

Pas question non plus de minorer la part de l'investissement personnel. Les croyances populaires, renforcées par le discours journalistique, font souvent la part belle au talent naturel. Pour éviter d'être mal compris, Malcolm Gladwell s'attaque de front à ce mythe simplificateur. Son leitmotiv : il faut un minimum de 10 000 heures de

pratique intensive et motivée pour parvenir à maîtriser son sujet (chap. 2). Dans n'importe quelle discipline : musique, sport, ingénierie... L'argument est plus polémique et plus politique qu'il ne paraît de prime abord. D'une part, c'est une manière de se démarquer du credo américain de l'élite, de celui qui dispose à la naissance de tous les dons intellectuels/athlétiques et n'a plus ensuite qu'à exploiter ceux de son choix. Pas de place pour le fatalisme para-darwinien. D'autre part, c'est une façon de relativiser le système des concours/examens et les marqueurs de pseudo-excellence qui l'accompagnent. S'investir corps et âme dans une passion, ce n'est pas la même chose que suer sang et eau pour obtenir un label institutionnel auprès d'une instance d'homologation. Les demandes de créativité et les dynamiques de dépassement de soi ne sont pas comparables.

IL FAUT UN
MINIMUM DE
10 000 HEURES DE
PRATIQUE INTENSIVE
ET MOTIVÉE
POUR PARVENIR
À MAÎTRISER SON
SUJET.

Sélections biaisées

Les observations critiques ne s'arrêtent pas là. Dans son livre, Malcolm Gladwell met également l'accent sur les mécanismes de filtrage bureaucratique qui génèrent arbitrairement toutes sortes de handicaps artificiels. Exemple : les équipes de jeunes opérant dans les sports collectifs physiquement exigeants, comme le hockey sur glace ou le football (chap. 1). En consultant les dates de naissance des pratiquants intégrés dans les sélections nationales, l'auteur s'est aperçu que les premiers mois de l'année (janvier-mars) étaient fréquemment surreprésentés par rapport au reste du calendrier. L'explication ? Elle serait à chercher du côté des dispositifs de répartition par tranches d'âge, qui utilisent couramment le 1^{er} janvier et le 31 décembre comme dates butoirs, sans prendre en compte les disparités de développement entre deux garçons nés aux extrêmes.

Pour Malcolm Gladwell, cet exemple fournit matière à questionner le degré de neutralisme effectif des institutions bureaucratiques, ainsi que les capacités analytiques et les aptitudes autocritiques de leurs personnels. En même temps, il permet de comprendre comment des mécanismes de sélection biaisés dès l'origine s'institutionnalisent, se perpétuent, se transforment en schémas de fonctionnement immuables, protégés par une carapace de bon sens apparent, alors même qu'il s'agit d'amplificateurs de dysfonctionnements et de nuisances. L'enseignement fourni en filigrane ?

On ne doit jamais laisser les instances administratives dérouler à leur aise le tapis de leurs explications et de leurs justifications pré-formatées. Trop peu distanciées vis-à-vis de leurs schémas idéologiques et de leurs routines procédurières, ces entités sont incapables de s'auto-amender. Aux forces actives de la société civile (ONG/médias) de combattre leurs tropismes d'inertie réactionnaire.

Crash test

L'exemple des pilotes de ligne sud-coréens complète et enrichit le propos (chap. 7). Au cours des années 1980-1990, les organismes spécialisés dans l'analyse des catastrophes aériennes ont relevé un taux d'accidents anormalement élevé pour la compagnie KAL (Korean Air Lines). Des investigations approfondies ont suivi. Après avoir exploré diverses pistes (maintenance/démoralisation/relâchement/malfaisance), les enquêteurs ont fini par se concentrer sur les schémas relationnels ayant cours dans les postes de pilotage. Leurs constatations ? En étudiant de près le contenu des boîtes noires, ils ont mis en évidence des *patterns* de déférence et de conformisme, hérités d'une société ultra-codifiée et ultra-hiérarchisée, valorisés dans la vie courante, mais inadaptés dans un environnement technologique avancé. Trop de considération pour les routines, les conventions, les inhibiteurs, les grades, trop de place pour les notables et les gérontocrates, pas assez d'espace pour les argumentaires critiques et les propositions alternatives venant des subordonnés.

Dans un premier temps, ces observations étayées par des enquêtes internes/externes ont déclenché une levée de boucliers au sein de l'entreprise. Pas question de critiquer le modèle culturel dominant. Puis la hiérarchie a compris, dans un second temps, qu'elle ne pourrait se dérober. Les remèdes ? D'abord, généraliser l'emploi de l'anglais dans la cabine, pour éviter d'être pris au piège des interdits véhiculés par la langue coréenne. Ensuite, mettre sur pied tout un ensemble de modules de déprogrammation, pour apprendre aux pilotes et mécaniciens à s'émanciper, à discuter démocratiquement les incidents de vol, à pratiquer le retour sur l'erreur, à signaler les commandants de bord incapables de gérer les crises potentiellement létales. Ces mesures d'assainissement ont eu les effets attendus. En quelques années, la compagnie KAL a vu son taux d'incidents et d'ac-

UNE ORGANISATION
DOIT SANS ARRÊT
QUESTIONNER LA
VALIDITÉ ET LA
RATIONALITÉ DU
LEGS CULTUREL
DONT ELLE EST
PORTEUSE.

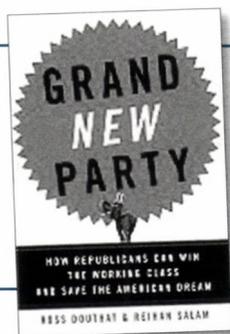
cidents redescendre aux niveaux standards. La leçon ? Une organisation doit sans arrêt questionner la validité et la rationalité du legs culturel dont elle est porteuse. Les discours d'auto-valorisation fondés sur le patriotisme exalté ou le chauvinisme ombrageux montrent vite leurs limites. Une fois identifiés comme vecteurs de dysfonctionnements chroniques, ils doivent céder le pas devant les nécessités de l'action. Les organisations et les institutions qui refusent de s'ajuster ? Tôt ou tard, elles sont condamnées à disparaître. Celles qui souhaitent survivre doivent, à la manière de KAL, apprendre à s'affranchir des convenances et des traditions devenues contre-productives.

Papillonnage

Ces observations ne donnent qu'un bref aperçu des idées développées dans le texte de Malcolm Gladwell. *Outliers* n'est pas un livre scientifique comme le conçoivent ordinairement les universitaires, et c'est sans doute une des raisons de son succès : l'ouvrage figure depuis des mois dans le haut de la liste des best-sellers aux États-Unis. L'auteur sait se mettre au service de son lecteur et le convier à une promenade plaisante, parsemée de petites surprises. Stylo en main, le travail du décrypteur se révèle un peu plus difficile. Non seulement la multitude de travaux dépouillés et analysés par Gladwell peine à s'insérer dans un cadre conceptuel cohérent, mais, surtout, on ne discerne pas toujours clairement les connexions entre l'axe central – les déterminants contextuels de l'hyper-réussite – et les illustrations attrayantes qui surgissent ici ou là (cf. par exemple le passage sur les rizières et le sens de l'effort et la science des nombres). En privilégiant l'art du conteur, Gladwell donne parfois l'impression qu'il manque de coffre. Pour autant, on s'abstiendra de minimiser le phénomène d'édition. À sa manière, le succès d'*Outliers* dit des choses sur le grand désarroi des classes moyennes et leur besoin d'être rassurées symboliquement.

Le livre et son auteur

Malcolm Gladwell : *Outliers. The Story of Success*, Londres, Allen Lane, 2008, 320 pages.



*Grand New Party**. How Republicans Can Win the Working Class and Save the American Dream

Ross Douthat et Reihan Salam

Elephants can remember

PATRICK CHAMOREL

Senior resident scholar, Stanford in Washington, université Stanford

Au moment où les Européens s'interrogent sur la crise de la social-démocratie, les Américains assistent au déclin du parti républicain, voire, selon certains, à « la mort du mouvement conservateur ».

Pour la première fois depuis 1992, le parti républicain ne contrôle ni le Congrès ni la Maison Blanche. Les signes d'un affaiblissement durable foisonnent, tant en matière d'identification et d'affiliations partisans que de mobilisation et de résultats électoraux, et même de ralliements d'élus républicains modérés au parti démocrate. Plus que jamais le parti républicain est un parti de Blancs, de riches et d'intégristes religieux replié sur sa base régionale du Sud ; conservateur et doctrinaire, il s'est coupé de la jeunesse et des évolutions de la société moderne. Bien qu'accélééré par les échecs de la présidence Bush, ce déclin a des causes plus profondes. Dès lors, le parti est-il en mesure de se redresser ? L'élection de Barack Obama, le rejet de l'ère Bush et les excès économiques révélés par la crise financière annoncent-ils un nouveau cycle politique dominé par le parti démocrate, qui succéderait à la domination républicaine et conservatrice entamée en 1968 ?

* Le parti républicain est couramment appelé « *Grand Old Party* », d'où le titre du livre.

Autopsie du parti républicain

Ross Douthat et Reihan Salam se distinguent des David Frum, Michael Gerson, Joe Scarborough et autres Sidney Blumenthal pour n'avoir jamais été associés aux équipes Bush ou Clinton. Dans un livre original, stimulant et bien écrit, ces jeunes journalistes républicains du mensuel centriste *The Atlantic* fondent le renouveau de leur parti sur la conquête durable de la « classe ouvrière » : « Depuis 1968, ces électeurs ont été derrière la majorité silencieuse qui a élu Nixon, les démocrates qui ont offert à Reagan ses raz-de-marée, et les hommes blancs en colère (*“angry white men”*) qui ont assuré la victoire de Newt Gingrich au Congrès en 1994¹. » La thèse de Douthat et Salam repose sur deux postulats : en premier lieu, la classe ouvrière est le groupe charnière de la politique américaine ; en basculant d'un parti à l'autre, elle décide des scrutins présidentiels : « Le problème pour les partis politiques est le refus de la classe ouvrière de choisir un camp et de s'y tenir. » En second lieu, les classes populaires sont confrontées à des problèmes culturels plus qu'économiques : « La classe ouvrière américaine fait face à une crise d'insécurité et d'immobilité, pas de pauvreté, et cette crise est de nature culturelle autant qu'économique. »

Pourquoi les deux partis se révèlent-ils incapables d'attirer durablement à eux ces classes populaires ? Douthat et Salam estiment qu'une majorité de démocrates partagent la thèse proposée par Thomas Frank dans son livre de 2004 *What's the Matter with Kansas* ?² selon laquelle les enjeux culturels tels que l'avortement et les droits des homosexuels ne sont qu'une diversion orchestrée par les républicains pour s'attirer les classes populaires tout en poursuivant des politiques économiques libérales qui profitent aux plus aisés. Les classes populaires se sentiraient trahies par les démocrates qui privilégient la redistribution des richesses tout en méprisant leurs valeurs traditionnelles en matière de famille et de religion.

Ambiguïté libérale

Les républicains sont confrontés à un problème distinct : ils sont enclins à expliquer leurs succès depuis Reagan par leur libéralisme économique. Or, selon Douthat et Salam, « les classes populaires n'ont pas rejoint le parti républicain parce qu'il leur

1. Les auteurs, reprenant une formule du gouverneur du Minnesota Tim Pawlenty, les appellent « *Sam's Club Republicans* », du nom d'une chaîne discount, par opposition aux traditionnels « *Country Club Republicans* ».

2. Ce livre a fait l'objet d'un compte rendu dans le n°50 de *Sociétal*.

parlait de libre-échange, de libre entreprise et de baisses d'impôts, mais par réaction contre les idées de la gauche sur la famille, l'aide aux plus démunis, la criminalité et les questions raciales... Elles souhaitent préserver l'État-providence, mais sans le laisser aux mains des démocrates ! » Les auteurs prônent donc un mélange de conservatisme culturel et de populisme économique.

L'ANXIÉTÉ DES
CLASSES POPULAIRES
PREND SA SOURCE
PRINCIPALEMENT
DANS L'ÉCLATEMENT
DES FAMILLES
ENCOURAGÉ PAR LES
ÉLITES DEPUIS LES
ANNÉES 1960.

Aux yeux de Douthat et Salam, loin d'être une diversion, les enjeux culturels sont au cœur du sentiment de précarité qu'éprouvent les classes populaires. La source de leur anxiété ne serait ni la mondialisation, ni la révolution technologique, ni les politiques libérales des républicains, ni leur prétendue paupérisation, comme voudrait le faire croire la gauche, mais l'éclatement des familles encouragé par les élites depuis les années 1960. Cette crise des valeurs frappe ces couches sociales plus que les autres et conduit aux divorces, aux naissances

hors mariage, aux grossesses des adolescentes et à la criminalité. L'instabilité familiale rend vulnérable face au chômage, à la stagnation des salaires et au coût prohibitif des assurances santé. Et l'insécurité économique et la descente vers le bas de l'échelle sociale favorisent l'instabilité familiale.

Instabilité familiale et trouble économique

De plus, les familles modestes ne disposent pas des ressources éducatives, psychologiques et financières permettant de rebondir. Au contraire, les maux sociaux dont elles souffrent se transmettent de génération en génération. En fait, nous disent Douthat et Salam, les classes aisées ont su réagir à leur propre culture soixante-huitarde en comprenant que les familles unies sont la condition du succès des enfants. Reste que cette « classe supérieure est de plus en plus coupée du reste de la population » ; ses membres se marient entre eux, fréquentent les mêmes écoles et vivent dans les mêmes villes telles que San Francisco, Boston, Denver ou Seattle. Leur culture politique – démocrates de gauche sur le plan culturel et libéraux sur le plan économique – est à l'opposé de celle des classes populaires. L'analyse que font les auteurs du rôle de l'éducation dans la ségrégation sociale, culturelle et économique – facteur traditionnel d'égalisation des chances, elle est devenue facteur de division et de polarisation sociales – fait écho à ce qui se passe en France.

Selon Douthat et Salam, les intellectuels de gauche ont tort d'ironiser sur la concomitance entre prépondérance républicaine et montée des familles éclatées. Il faut y voir non pas un paradoxe, mais la clé de l'explication : les électeurs anxieux qui votent républicain parce que ce parti prône le retour aux valeurs traditionnelles auxquelles ils croient sont les victimes de l'éclatement des familles et des difficultés économiques qui s'ensuivent. Les auteurs affirment que « ce sont l'ordre public, les mariages stables, le tissu associatif et religieux qui permettent à cet électorat de grimper dans l'échelle sociale et de garder confiance dans l'avenir [...]. Une approche de gauche qui tenterait de résoudre les problèmes de la dislocation des familles et de la stratification socio-économique par plus d'impôts et de redistribution des richesses par l'État [...] serait une solution profondément antiaméricaine car elle privilégierait la dépendance plutôt que l'autonomie individuelle et le mépris bureaucratique plutôt que la prise en main de soi. »

Quel rôle politique pour la classe ouvrière ?

Cette analyse originale gagnerait en pertinence si les auteurs définissaient plus clairement ce qu'ils entendent par « classe ouvrière ». Ce groupe, précisent-ils, inclut plus d'employés que d'ouvriers proprement dit et se définit par le niveau d'éducation plutôt que par le revenu : « la moitié d'Américains qui n'ont pas de diplôme de l'enseignement supérieur ». Pourtant, le livre se concentre sur les Blancs et semble ignorer les pauvres, les Hispaniques et les Noirs. Alors que le salaire médian pour les « sans diplôme supérieur » est de 39 000 dollars, ils évoquent des revenus « plus proches de 60 000 dollars que de 30 000 dollars ». Ce flou méthodologique est aggravé par l'absence de tableaux, de bibliographie et de notes explicatives.

En outre, Douthat et Salam ne se trompent-ils pas de cible ? Certes, la classe ouvrière est le groupe politiquement le plus volatile – y compris en France. Mais les partis politiques doivent-ils pour autant miser sur un groupe en déclin ? Dans leur livre de 2002, *The Emerging Democratic Majority*, John Judis et Ruy Teixeira fondaient l'avenir du parti démocrate sur l'essor des classes moyennes supérieures éduquées et les immigrants. Le parti républicain a autant besoin d'une partie de ces couches sociales en expansion que des classes populaires. Curieusement, Douthat et Salam se refusent à une analyse du fonctionnement interne et du financement du parti républicain pour expliquer pourquoi celui-ci délaisse les classes populaires.

D'autre part, ont-ils raison de faire de la famille la variable essentielle des problèmes que rencontrent ces couches sociales ? Si celles-ci sont si déconnectées des élites (sauf par le biais des médias), comment ont-elles pu devenir les victimes de leurs valeurs ? Ne sont-ce pas aussi le niveau et la variabilité de leurs revenus et l'inaccessibilité du système de santé qui expliquent leur désarroi ? D'ailleurs, Douthat et Salam proposent la mise en place d'aides publiques pour lutter contre l'éclatement des familles en précisant que « des allocations généreuses aux mères et à leurs enfants n'ont pas toujours et partout conduit à l'éclatement des familles ». En effet, les conservateurs ont toujours imputé l'éclatement des familles noires et pauvres aux aides publiques contre la pauvreté qui permettent à la mère de vivre seule sans travailler. On peut douter que ce raisonnement s'applique aussi aux pauvres blancs des régions rurales par exemple ! En fait, les républicains tendent à expliquer par la culture ce que les démocrates expliquent par l'économie. Intervention de l'État et famille sont des concepts idéologiquement antithétiques pour les conservateurs américains : ils honnissent l'État et font de la famille l'emblème de leurs valeurs.

POUR LES
RÉPUBLICAINS,
C'EST L'ÉTAT-
PROVIDENCE ET NON
LE CAPITALISME
QUI SUBVERTIT
LES VALEURS
TRADITIONNELLES.

Pour eux, c'est donc l'État-providence (pas le capitalisme, comme on le croit plutôt en Europe) qui subvertit les valeurs traditionnelles.

Grand New Party comporte plusieurs chapitres qui visent à replacer les classes populaires dans l'histoire américaine. Les auteurs prennent pour modèle – ce qui est pour le moins curieux pour des républicains – la coalition du New Deal qui a dominé de 1932 à 1968 et comprenait les ouvriers catholiques du Nord-Est et les conservateurs religieux du Sud. Il reposait sur un « consensus » conservateur sur le plan culturel et interventionniste en économie. Douthat et Salam se plaisent à rappeler à quel point Roosevelt était conservateur, encourageant les familles traditionnelles et l'éthique du travail. Avant que Lyndon Johnson n'accorde les droits civiques aux Noirs en 1964, faisant ainsi éclater la coalition du New Deal, il avait reçu le soutien des couches populaires peu tentées par le libéral/libertaire Barry Goldwater. En 1968 et 1972, ces électeurs se sont portés sur Nixon « non par racisme mais en réaction aux désordres sociaux et à la montée de la criminalité ». Les échecs de Carter ont conduit à l'émergence des « *Reagan Democrats* » séduits par son patriotisme, son anticommunisme et son approche plutôt pragmatique de l'économie. Ces « *Reagan Democrats* » ont soutenu Bush père en 1988 face à un Dukakis qui prônait une social-démocratie à l'européenne.

Douthat et Salam font le portrait d'un Clinton plus conservateur que ne se le remémorent démocrates et républicains – même s'il subissait la pression de la nouvelle majorité républicaine au Congrès. Les « *Reagan Democrats* » ont contribué au triomphe de Gingrich à la Chambre des représentants en 1994 car ils avaient jugé Clinton trop à gauche. Puis ils l'ont rejeté pour sa croisade brutalement anti-étatiste. Mais ils ont soutenu le populiste Bush contre Al Gore et plus encore contre l'élitiste John Kerry en 2004. Les centristes qui avaient voté pour Bush l'ont abandonné en 2006 et 2008 : il s'était détaché des gens modestes (ouragan de La Nouvelle-Orléans, baisse des petits salaires) au profit de ses riches amis texans et de Wall Street. En 2008, 58 % des Blancs sans diplôme ont voté pour McCain. Et le même groupe avait préféré au moment des primaires démocrates Hillary Clinton à Barack Obama.

Concilier conservatisme économique et culturel

Douthat et Salam s'évertuent à démontrer que les républicains qui ont réussi (Nixon, Reagan) étaient moins hostiles à l'État qu'on ne le croit, et les démocrates plus conservateurs (Roosevelt, Carter, Clinton ; c'est selon eux la recette miracle pour attirer les classes populaires. Curieux républicains qui préfèrent Roosevelt et Clinton à Goldwater et Gingrich !).

LES RÉPUBLICAINS
QUI ONT RÉUSSI
ÉTAIENT MOINS
HOSTILES À L'ÉTAT
QU'ON NE LE CROIT.

Avant même l'élection d'Obama, au moment où écrivent Douthat et Salam, le consensus était que le cycle politique dominé par les républicains depuis 1968 était terminé. Un républicain a occupé la Maison Blanche pendant vingt-huit des quarante dernières années. Durant cette période, le mouvement conservateur, qui a culminé sous Reagan, s'appuyait sur une coalition regroupant les intégristes religieux du Sud, les libertaires de l'Ouest, les ouvriers du Midwest et les milieux d'affaires de la côte Est. Croyant au « *small government* », au marché, à une défense forte et à l'anticommunisme, cette coalition a profondément renouvelé la politique. Les conservateurs sont aujourd'hui victimes de leur propre succès : la défaite du communisme, le triomphe du capitalisme, la baisse des impôts, le recul de la criminalité, la fin du « Welfare » sont entérinés.

La plupart des observateurs font remonter le début des déboires des conservateurs à l'échec de Newt Gingrich en 1996. Bush n'a pu être élu que sur un programme cen-

triste et seuls les attentats de septembre 2001 et la mobilisation de la base républicaine par Karl Rove, son gourou, ont prolongé la domination électorale des républicains jusqu'en 2004. Depuis, la coalition républicaine a implosé : les néoconservateurs ont été décrédibilisés par l'Irak, les libertaires par l'explosion des dépenses publiques en dépit d'un président et d'un Congrès républicains, tandis que la domination des intégristes religieux a fait fuir les modérés. Résultat, l'establishment républicain n'avait pas de candidat en 2008 ; chaque composante du parti – les libertaires, les intégristes religieux et les faucons – avait son candidat ; McCain était le plus consensuel, tout en étant haï à la fois par l'establishment et la base conservatrice du parti.

Aujourd'hui, le parti souffre de son image de parti des riches, du « *Big Business* » et des intégristes religieux. Il s'est évertué à exclure de ses rangs les défenseurs de l'avortement, les homosexuels, les écologistes, les Hispaniques et les Noirs. Jamais le Congrès n'a été aussi polarisé en fonction de l'idéologie, de la sociologie et de la géographie électorales. Plus le Sud est devenu républicain, plus les autres régions, notamment le Nord-Est³, les Grands Lacs et la côte Ouest sont devenus démocrates.

Comment rebondir ?

Au lendemain d'une série de défaites électorales, il est classique de voir s'affronter les traditionalistes et les réformistes. Les premiers privilégient la pureté doctrinale, les seconds l'ouverture, le recentrage et le renouvellement des idées et des candidats. Après trois défaites, les démocrates ont triomphé en 2006 en tentant d'être compétitifs dans tous les États, y compris en présentant des candidats anti-avortement ou favorables aux armes à feu. Le paradoxe est que chez les républicains les traditionalistes sont plus aux commandes que jamais, alors même que le parti est affaibli. Ils sont enclins à imputer leurs déboires aux dérives de Bush, coupable d'avoir trahi la philosophie du parti par sa politique budgétaire laxiste et sa politique étrangère aventureuse. Quelques jeunes parlementaires, sous la bannière du *National Council for a New America*, tentent d'élargir la base du parti aux Hispaniques, aux Noirs et aux écologistes qui votent démocrate. Mais ils ne sont pas encore engagés dans une refondation comparable à celles menées jadis par Bill Clinton et Tony Blair et aujourd'hui par David Cameron chez les conservateurs britanniques. Ces transformations ne s'opèrent que sur plusieurs cycles politiques et dans la douleur, comme le

3. La Nouvelle-Angleterre n'a plus un seul député républicain.

démontre le parti socialiste français qui, dans le passé, imputait ses défaites au fait qu'il n'avait pas été assez à gauche. Le parti républicain, lui aussi imbibé d'idéologie,

n'est pas dans une situation différente. Par exemple, les républicains sont-ils prêts à abandonner les sacro-saintes baisses d'impôts, alors qu'ils ont réussi à amener la pression fiscale au plus bas et qu'une majorité d'Américains demande plus de dépenses sociales ? Accepteront-ils de mettre l'avortement et le mariage homosexuel en sourdine pour cesser de s'aliéner les classes supérieures ? Avec quelles idées vont-ils chasser sur les terres de leurs adversaires en matière d'environnement, de précarité, d'éducation ou de politique de santé ? Aujourd'hui, l'idée d'un rôle plus actif pour l'État semble acceptée dans le monde entier, mais pas encore, n'en déplaise à Douthat et Salam, au parti républicain.

LES GUERRES ET LA
CRISE ÉCONOMIQUE
SONT DÉSORMAIS
CELLES D'OBAMA
ET NON PLUS
CELLES DE BUSH.

L'affaiblissement des idées conservatrices veut-il dire qu'un nouveau cycle politique au profit des démocrates a débuté ? La prudence est de mise : nombreux sont ceux qui avaient interprété les victoires de Bush en 2000 et 2004 comme l'annonce d'un réalignement politique au profit des républicains. Depuis, ils ont subi des défaites importantes, mais ils avaient remonté la pente après 1964, 1976 et 1992 (de même que les démocrates après 1968 et 1980) ; en politique les retournements de situation arrivent vite ! Les démocrates jouissent de deux atouts : Obama et le rejet des politiques économiques libérales auxquelles sont généralement imputés la crise financière, la stagnation des bas salaires et l'accroissement des inégalités. Mais la popularité d'Obama est fragile et ne profite pas à la majorité démocrate au Congrès. Les guerres et la crise économique sont désormais celles d'Obama et non plus celles de Bush. Les électeurs pourraient être tentés de rééquilibrer les pouvoirs pour l'instant exclusivement aux mains des démocrates.

Les républicains peuvent compter sur les excès de leurs adversaires, sur leurs divisions entre centristes et aile gauche, sur les erreurs d'Obama, sur les déceptions par rapport aux espoirs suscités et sur les mécontentements que sa profusion d'initiatives ne manquera pas de faire naître. Mais ils manquent de leaders charismatiques. Leur opposition à un président encore populaire montre ses limites. La dénonciation du déficit public n'est pas crédible après Bush et trouve un écho diffus mais limité dans l'opinion.

Les démocrates peuvent-ils miser sur un retour durable du balancier idéologique ? Obama a été élu sous l'égide du changement et en réaction à Bush. Sa victoire n'a

pas reflété un virage à gauche des Américains : si seulement 21 % des électeurs s'identifient au parti républicain, plus de 40 % se déclarent conservateurs. Les États-Unis restent un pays de centre droit. Contrairement à Reagan, Thatcher ou Sarkozy, Obama le pragmatique n'a pas fait campagne autour d'un nouveau paradigme idéologique. Il n'a pas refondé son parti comme l'avaient fait Clinton, Blair ou même Mitterrand, Chirac et Sarkozy ; il n'est pas sûr qu'il ait créé une nouvelle coalition réunissant mais dépassant les démocrates à la Kennedy (ouvriers, Hispaniques) qui ont suivi Hillary Clinton et les démocrates à la McGovern (jeunes, Noirs, classes supérieures). Les républicains peuvent donc encore échapper à la mort.

Le livre et ses auteurs

Ross Douthat et Reihan Salam : *Grand New Party. How Republicans Can Win the Working Class and Save the American Dream*, New York, Doubleday, 2008, 244 pages.

INDEX DES AUTEURS

ALAIN BIENAYMÉ

p. 117

Agrégé de sciences économiques, Alain Bienaymé est professeur émérite à l'université Paris-Dauphine. Il a publié en 2006 *Les grandes questions d'économie contemporaines*. Membre du comité éditorial de la revue *Sociétal*, il en est un contributeur régulier. Son précédent article a été publié dans le dossier du numéro 64 sur l'économie du carbone.

PATRICK CHAMOREL

p. 150

Docteur ès sciences politiques, Patrick Chamorel enseigne à Stanford aux États-Unis. Ses recherches portent sur les rapports entre l'Europe et les États-Unis et sur les évolutions de la politique américaine.

MARC CRAPEZ

p. 84

Docteur en droit, diplômé d'études approfondies en histoire des institutions et des idées politiques (Aix-Marseille III) et en sciences sociales et philosophie de la connaissance (Paris IV-Sorbonne), Marc Crapez est chercheur en science politique à Sophiapol (Paris X). Auteur notamment de *La gauche réac-*

tionnaire, De quand date le clivage gauche/droite en France ?, Défense du bon sens, Les élites et le droit européen, il a publié dans de nombreuses revues dont *Commentaire, Politique étrangère* et *Sociétal*.

GÉRARD DRÉAN

p. 49

Ancien élève de l'École polytechnique, Gérard Dréan s'est spécialisé dans l'étude des économistes de l'école autrichienne. Il a collaboré à plusieurs numéros de *Sociétal* et a traduit en français le livre de Ludwig von Mises *L'action humaine*.

FRANÇOIS ECALLE

p. 107

Magistrat à la Cour des comptes, François Ecalle est diplômé de l'École centrale de Paris et est ancien élève de l'École nationale d'administration. Il enseigne à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne. Il a publié en 2005 un livre sur les finances publiques intitulé *Maîtriser les finances publiques ! Pourquoi ? Comment ?* Il contribue régulièrement à *Sociétal* sur les problèmes de finances publiques. Son dernier article a été publié dans le numéro 62.

BENJAMIN FERNIOT

p. 122

Diplômé de l'université Panthéon-Sorbonne (DESS de communication politique et sociale), Benjamin Ferniot a travaillé dans les services de communication de plusieurs collectivités territoriales. De 2005 à 2008, il a été conseiller du président du groupe La Poste et directeur délégué en charge des relations institutionnelles et parlementaires. Il a été ensuite directeur associé dans le cabinet de conseil Tilder. Il a rejoint en octobre 2009 le groupe Suez Environnement.

THIERRY FOUCART

p. 66

Agrégé de mathématiques, Thierry Foucart est chercheur associé au laboratoire de sociologie et d'anthropologie de l'université de Franche Comté. Il réfléchit depuis de nombreuses années à l'évolution du système éducatif.

MICHEL GUÉNAIRE

p. 77

Docteur d'État de droit public, Michel Guénaire est avocat au barreau de Paris, associé au cabinet Gide-Loyrette-Nouel. Il est l'auteur de livres et

INDEX DES AUTEURS

d'articles sur le droit et sur la philosophie du droit. Il a publié en 2009 *Il faut terminer la révolution libérale*.

ALAIN HENRIOT

p. 6

Diplômé de l'université Paris I, Alain Henriot est économiste, spécialiste de conjoncture économique. Il est directeur délégué de COE-Rexecode.

JÁNOS KORNAI

p. 30

Économiste hongrois, János Kornai a commencé sa carrière comme théoricien marxiste. Il a quitté le Parti communiste hongrois à l'occasion des révélations sur les crimes staliniens. Il est spécialiste des économies planifiées et théoricien critique des modèles néo-classiques. Son livre de référence *Socialisme et économie de la pénurie*, paru en France en 1980, démontre la supériorité économique des systèmes capitalistes sur les systèmes socialistes ; supériorité qui repose sur les pressions à l'efficacité découlant de la mise en concurrence ainsi que sur la nécessité pour les entreprises de trouver des débouchés.

FRÉDÉRIC LEFEBVRE-NARÉ

p. 97

Polytechnicien et statisticien, auditeur en 2009 de l'Institut des Hautes Études de l'Entreprise, Frédéric Lefebvre-Naré est consultant en prospective, marketing stratégique, SI, satisfaction clients, veille d'opinion sur internet. Il a co-fondé en 2008 le cabinet Memesis, consacré à la catalyse du changement dans les organisations.

MATHILDE LEMOINE

p. 17

Docteur ès sciences économiques et diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, Mathilde Lemoine a été secrétaire générale de l'OFCE. Elle a ensuite été conseillère technique dans différents cabinets ministériels, notamment à Matignon quand Dominique de Villepin était Premier ministre. Elle est responsable des études économiques de la banque HSBC à Paris.

MICHEL LUTFALLA

p. 140

Économiste, Michel Lutfalla est licencié ès lettres et docteur ès sciences économiques. Il a dirigé divers services d'études économiques, dont celui d'AXA de 1989 à 1997. Spécialiste d'histoire des faits

économiques, il a publié un article sur l'histoire de la dette publique dans le numéro 56 de *Sociétal*.

JÉRÔME MARCHAND

p. 144

Jérôme Marchand est enseignant à l'École de Management de Normandie à Caen (Sup Europe Cesec).

SOPHIE PELLAT

p. 97

Directrice du développement d'INRIA-Transfert, Sophie Pellat co-fonde des entreprises à fort potentiel de développement, issues de la recherche en technologie de l'information. Diplômée de l'ENSTA et d'HEC Entrepreneurs, elle a travaillé vingt ans dans le conseil. Elle enseigne le management et la prise de décision à l'ENSTA-ParisTech.

CYRILLE PIATECKI

p. 133

Économiste, Cyrille Piatecki est professeur à l'université d'Orléans. Il travaille sur les modèles stochastiques en finance et sur la théorie des jeux. Il a publié plusieurs commentaires de livre dans *Sociétal*, notamment dans les numéros 59 et 64.

Créée en 1946, la revue *Informations sociales* est éditée par la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF). Outil de réflexion et d'information pour les praticiens du social, *Informations sociales* est également un lieu de synthèse et de débat pour les chercheurs et les décideurs. La revue est construite sur des **dossiers thématiques** qui associent les spécialistes et les acteurs d'une question sociale. Cette revue, **avec six numéros dans l'année**, accompagne acteurs, chercheurs et décideurs dans leurs analyses, leurs expertises et leurs actions.

Pour découvrir la revue, nous vous proposons de choisir un exemplaire **à titre gracieux** parmi nos dernières livraisons :



- ▶ **Temps sociaux : concordances et discordances - n° 153**
- ▶ **Le travail parental : représentations et pratiques - n° 154**
- ▶ **Le coût du logement - n° 155**
- ▶ **Parcours de vie et société - n° 156**

Pour le recevoir, vous pouvez soit faire votre demande directement par mail à l'attention de ysabelle.michelet@cnaf.fr, soit par courrier adressé à la CNAF.

Vous pouvez **consulter ou télécharger gratuitement**,
en format HTML ou PDF, l'intégralité de la revue
depuis le premier numéro de l'année 2005 sur www.cairn.info

Abonnement - commande

01.45.65.53.34
numéro simple : 6,50 €
6 numéros (1 an) : 33 €
12 numéros (2 ans) : 58 €

CNAF

Informations sociales - Y. Michelet
32 avenue de la Sibelle
75685 Paris cedex 14
Tél. 01.45.65.52.62

ÉGALEMENT DANS CE NUMÉRO

CONJONCTURE

L'alphabet de la reprise
Cap sur l'investissement

POLITIQUES PUBLIQUES

Le plan d'économie qui valait 50 milliards

THÉORIE ÉCONOMIQUE

Indispensable PIB

LIVRES ET IDÉES

Aux origines de la consommation
Un peu de chance, beaucoup de travail
et l'environnement qu'il faut



16 €